

# **Recueil des Actes Administratifs**

**TOME 3/3**

**Juillet 2011**

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Délibérations**

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
du 25 juillet 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Avis de la Ville sur le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

Au nom de la Commission, Monsieur Max LEVITA rapporte :

### Préambule

La réforme de l'intercommunalité a été lancée par la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010. Il est attendu que la carte intercommunale soit achevée et rationalisée au 1<sup>er</sup> juin 2013 sur la base des orientations fixées dans les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) qui doivent être finalisés pour le 31 décembre 2011 (art. 35 de la loi précitée).

Selon ce texte, les SDCI sont établis « au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et de l'exercice des compétences des groupements existants » en « prévoyant une couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales ».

Les objectifs définis par la loi sont :

- la couverture intégrale du territoire par des EPCI à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales ;
- la rationalisation des périmètres des EPCI à fiscalité propre ;
- la réduction du nombre de syndicats intercommunaux ou mixtes et notamment la disparition des syndicats devenus obsolètes.

Les SDCI comportent des effets juridiques ; ils serviront de base légale aux décisions de création, modification de périmètre, transformation d'EPCI ainsi qu'aux suppressions transformation et fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes.

### Propositions relatives aux EPCI à fiscalité propre sur l'arrondissement de Montpellier

En application de ces dispositions, le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault a élaboré un projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) de l'Hérault qui a été présenté à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) le 15 avril dernier.

Les propositions formulées pour « l'arrondissement de Montpellier » sont les suivantes :

1. Extension de périmètres :

- Extension du périmètre de la CC du Grand Pic Saint Loup aux communes de Buzignargues, Saint Hilaire de Beauvoir, Saint Jean de Cornies (membres de la CC Ceps et Sylves)
- Extension du périmètre de la CC du Pays de Lunel aux communes de Galargues, Garrigues, Campagne (membres de la CC Ceps et Sylves)

2. Fusions

- CA du Bassin de Thau, CC du Nord du Bassin de Thau, CA Hérault Méditerranée avec intégration, dans le périmètre de la fusion, de la commune de Tourbes (membre de la CC du Pays de Thongue)

Il est aussi indiqué, « pour information » qu'en application de la procédure de droit commun la CC du pays de l'Or a délibéré pour une transformation en CA avec extension de son périmètre à la commune de Valergues (membre de la CC Pays de Lunel). Dans ce cadre, la CDCI a été saisie pour avis.

## Procédure

Le projet de SDCI tel qu'il a été présenté à la CDCI est soumis aux conseils municipaux des communes, aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification de la situation existante qui disposent de trois mois à compter de la notification pour formuler un avis sur le projet de schéma. A défaut l'avis sera réputé favorable.

Le SDCI a été notifié à la ville de Montpellier par un courrier recommandé en date du 2 mai 2011 portant au 2 août 2011 la date limite d'expression de l'avis de la commune.

En réponse à cette sollicitation, la ville de Montpellier a pris connaissance de ce projet et entend exprimer son avis sur les propositions relatives à l'arrondissement de Montpellier.

## Exposé des motifs

D'après l'INSEE, en 2008, la ville de Montpellier, chef-lieu du département de l'Hérault et capitale du Languedoc Roussillon, 8<sup>e</sup> ville de France, compte 252.998 habitants, soit plus de 60% de la population de la communauté d'agglomération qui s'établit à 409.113 habitants, soit au 15<sup>e</sup> rang national. Par comparaison, la ville de Bordeaux, 9<sup>e</sup> ville de France par sa population qui compte 235.891 habitants, s'inscrit dans une communauté urbaine de 831.788 habitants, située au 4<sup>e</sup> rang des intercommunalités françaises.

Sur le plan démographique, ce constat démontre que le périmètre actuel de l'agglomération ne correspond pas à la réalité de son territoire, ce que corrobore d'ailleurs l'INSEE, selon lequel l'aire urbaine comporte 516.360 habitants. Ce chiffre doit d'ailleurs être revu à la hausse dans les prochains mois pour tenir compte, suite à l'exploitation des derniers chiffres du recensement, de l'entrée dans l'aire urbaine montpelliéraine de communes qui n'en faisaient pas partie jusqu'ici, ce qui traduit l'extension du rayonnement métropolitain de Montpellier.

**Nota :** L'aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Elle constitue à ce titre une approche de la notion de bassin d'emploi et, au-delà, de bassin de vie.



Plus éloquent encore, l'agglomération de Montpellier a la particularité de ne pas inclure des communes qui font partie de son unité urbaine, c'est-à-dire de la zone agglomérée en continuité directe de la ville centre. C'est aujourd'hui une exception quasiment unique parmi les grandes villes françaises.

*Nota : On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.*

Par ailleurs, sur 31 communes, la communauté d'agglomération de Montpellier n'en compte qu'une seule sur le front de mer, alors que la vocation méditerranéenne de notre cité est depuis longtemps au cœur de sa stratégie de développement. Les problématiques environnementales et touristiques liées à la préservation du littoral sont par conséquent exclues de son champ d'intervention alors que les espaces correspondants sont très largement intégrés dans les habitudes de vie des populations de l'agglomération. Leur sensibilité écologique représente en outre un enjeu qui ignore les frontières actuelles des intercommunalités.

Enfin, les grands équipements structurants tels que l'aéroport ou le port de Sète se trouvent en dehors du périmètre de l'agglomération alors qu'ils sont étroitement liés à la dynamique économique de son territoire.

Ces quelques arguments, qui sont loin de constituer une description exhaustive de la situation, suffisent à démontrer que la rationalisation de la carte de l'intercommunalité, objectif officiel de la réforme, devrait conduire à adapter le périmètre de la communauté d'agglomération à sa réalité démographique, économique et géographique.

C'est d'ailleurs l'esprit de la loi qui incite fortement le Préfet à prendre en compte le fait métropolitain au travers de l'aire urbaine et l'on pouvait donc s'attendre à ce que le projet de schéma cherche à rapprocher le périmètre de l'agglomération de Montpellier de celui de son aire urbaine.

Cette attente est justifiée par des considérations de plusieurs ordres. Sur le plan démocratique, il s'agit d'associer à la décision sur le territoire urbain tous ceux qui le vivent et le font vivre au quotidien. Sur le plan fiscal, il s'agit de partager équitablement les coûts de centralité, c'est-à-dire la charge des équipements qui bénéficient à tous les habitants de la métropole. Sur le plan économique, il s'agit de fédérer le territoire en créant une capacité de promotion globale et en évitant la concurrence foncière. Enfin, sur le plan écologique, il s'agit d'organiser l'espace à la juste échelle et en particulier maîtriser la périurbanisation.

Force est de constater que le projet de schéma proposé par le Préfet est très loin de ces objectifs.

En effet, la seule fusion proposée par le projet de schéma sur l'arrondissement de Montpellier concerne trois EPCI en dehors de la communauté d'agglomération de Montpellier, dont l'un relève de l'arrondissement de Béziers. Ce projet de fusion vient d'ailleurs d'être dénoncé par le conseil de la communauté d'agglomération du bassin de Thau.

Prenant acte de cette décision, la ville de Montpellier considère qu'il existe un véritable enjeu au rapprochement des deux EPCI de l'Étang de Thau, mais tient à affirmer qu'un lien naturel et économique fort existe entre ces EPCI et l'agglomération de Montpellier, et regrette par conséquent que l'hypothèse d'une fusion des EPCI de l'étang de Thau et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'ait pas été envisagée.

A l'est du territoire de l'agglomération de Montpellier, la communauté de communes de l'étang de l'Or projette de se transformer en communauté d'agglomération par application du surclassement touristique de certains de ses membres ainsi que de l'entrée de la commune de Valergues.

La ville de Montpellier ne peut que se féliciter que les charges spécifiques liées à la dimension touristique des communes de la communauté de communes de l'Étang de l'Or lui permette de prétendre au statut de communauté d'agglomération, mais regrette là encore que cette évolution ne s'accompagne pas d'un rapprochement avec l'agglomération de Montpellier, comme les débats récents autour de la question de l'assainissement ou des transports en démontrent l'intérêt.

A l'évidence, la transformation de cet EPCI en communauté d'agglomération, compte tenu du temps d'adaptation aux nouveaux statuts, ne pourra que retarder des rapprochements pourtant inévitables parce qu'inscrits dans la réalité vécue par nos concitoyens.

Plus globalement, la ville de Montpellier constate que le projet de schéma tel qu'il est présenté porte le risque de retarder l'émergence d'un ensemble métropolitain doté de l'ensemble des outils nécessaires au rayonnement du territoire, au-delà de ses frontières et jusqu'à l'échelle régionale. Qu'il s'agisse de développement économique, de rayonnement culturel ou d'excellence universitaire, l'effet de taille est devenu un élément essentiel de la concurrence internationale dans laquelle se trouvent impliquées les grandes cités. Au moment où d'autres métropoles françaises s'approprient à voir leur fonctionnement intercommunal élargi et approfondi, on ne peut que s'opposer avec la plus grande fermeté au statu quo proposé pour Montpellier et le retard qu'il fait prendre au développement de notre ville.

C'est pourquoi la ville ne peut qu'émettre un avis défavorable sur le projet de schéma tel qu'il a été présenté à la CDCI et essaiera, par tous les moyens, de convaincre la commission de l'intérêt de proposer une alternative conforme aux enjeux décrits ci-dessus.

**En conséquence, le Conseil Municipal de la ville de Montpellier décide :**

- D'émettre un avis négatif sur le projet de schéma soumis à la CDCI par le Préfet ;
- De réaffirmer que le développement du Languedoc Roussillon nécessite la constitution d'un ensemble métropolitain fort autour de Montpellier, cohérent avec l'aire urbaine, permettant d'assurer définitivement la pérennité et le dynamisme du développement économique, social et culturel de notre territoire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Adhésion à la stratégie nationale pour la biodiversité

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Lors de la 10<sup>ème</sup> conférence des parties de la Convention pour la Diversité Biologique qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010, la France ainsi que l'ensemble des 193 pays signataires de la convention, s'est engagée à réviser sa stratégie nationale pour la biodiversité afin de se mettre en conformité avec les résolutions prises lors de cette 10<sup>ème</sup> conférence.

Parmi les premiers pays, la France vient de rendre publique sa nouvelle stratégie 2011 – 2020 dont les engagements peuvent être réunis ainsi :

- Préserver et restaurer, renforcer et valoriser la biodiversité.
- En assurer l'usage durable et équitable.
- Réussir pour cela l'implication de tous et de tous les secteurs d'activité.

Si cette stratégie ne semble pas répondre à toutes les attentes des collectivités territoriales et plus particulièrement les moyens pouvant être mis à disposition de ces dernières, comme exprimé dans la déclaration finale de la 10<sup>ème</sup> conférence des parties à Nagoya, la Ville de Montpellier entend montrer son engagement dans ce domaine. Tout d'abord sur le plan international puisque Montpellier est membre du comité consultatif des villes pour la biodiversité au sein de la Convention pour la Diversité Biologique, aux cotées de Montréal, Bonn, Nagoya, Curitiba et Mexico et qu'elle participe donc activement aux activités du comité consultatif afin de faire reconnaître le rôle prépondérant des villes pour enrayer la perte de biodiversité. C'est dans cet esprit que la Ville de Montpellier co-organise en janvier 2012 avec la Convention pour la Diversité Biologique des ateliers régionaux du bassin méditerranéen avec la participation :

- des vingt-deux Etats du pourtour méditerranéen,
- des villes et régions méditerranéennes dans ces mêmes pays.

Sur le plan local, plus d'une centaine d'actions ont été mises en œuvre et inscrites au nombre dans le plan pluriannuel pour la diversité biologique, montrant ainsi la volonté politique sur le sujet.

C'est pourquoi, la Ville de Montpellier répond donc favorablement à l'invitation de l'Etat pour une adhésion volontaire à la stratégie nationale, consistant à faire connaître à l'Etat les intentions de la Ville en matière de biodiversité, à savoir le plan biodiversité 2010-2014 (adopté par le Conseil Municipal en février 2010). Cette adhésion qui vous est proposée n'aura aucune incidence financière sur le budget de la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal,**

- d'approuver l'adhésion à la stratégie nationale pour la biodiversité
- de faire connaître à l'Etat les dispositions contenues dans le plan biodiversité 2010-2014 de la Ville de Montpellier
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction de la  
Réglementation et de la  
Tranquillité Publique  
Ressources Communes

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 344

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Convention pour la mise en place d'une cartographie, des faits constatés de criminialité et de délinquance de voie publique, entre la ville et la police nationale.

Madame le Maire rapporte :

Le décret du 17 juillet 2002 modifié par le décret 2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance vise à mobiliser les institutions et organismes publics contribuant à la coproduction de la sécurité et de la tranquillité publique. A ce titre, l'échange d'informations entre les différents partenaires est devenu essentiel afin de répondre aux attentes de la population, définir les objectifs à atteindre sur chacun des quartiers concernés, et enfin, organiser l'intervention coordonnée des partenaires mobilisés.

Le 26 septembre 2000, une première convention de coordination entre la Police Nationale et la Police Municipale de la Ville de Montpellier était signée.

Le 25 Octobre 2006, après une démarche de diagnostic de sécurité, la Ville de Montpellier installait son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Depuis le dispositif s'est développé et consolidé en mettant en place de nouveaux outils contribuant à la coproduction de sécurité et tranquillité publique :

- Installation de l'observatoire local de la tranquillité de la ville,
- Installation des Groupes Territoriaux,
- Partenariat entre la Police Municipale et la Police Nationale à l'occasion des opérations de voie publique, de gestion des manifestations, des opérations de sécurité routière...,
- Partenariat à l'occasion de l'installation et du développement de la vidéo-protection,
- Mise en place d'un Groupe de Traitement Local de la Délinquance sous l'égide de Monsieur le Procureur de la République en 2010,

- Mise en place d'instance de concertation restreinte en complément de l'instance plénière du CLSPD,
- Rencontre mensuelle avec la Direction Départementale de la sécurité Publique,....

Ces actions concertées nécessitent la mise en place d'outils de suivi et de pilotage et surtout l'organisation d'échanges d'informations réguliers, indispensable à la compréhension des phénomènes de délinquance, et de leur évolution. Il doit avoir également une vocation opérationnelle et contribuer à l'organisation des services sur le terrain.

Cet échange s'appuie sur une transmission par la Direction Départementale de la Sécurité Publique des faits de criminalité et de délinquance de voie publique issus des données du Système de Traitement des Infractions Constatées (STIC), complétés par les informations des autres partenaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention entre la ville et la police nationale, représenté par M. le Contrôleur Général Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint au Maire délégué, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Ouverture des Archives municipales et du Parcours muséographique à l'occasion des Journées du Patrimoine des 17 et 18 septembre 2011

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier participe aux Journées du Patrimoine en ouvrant au public un certain nombre de sites présentant un intérêt patrimonial et souvent inaccessibles au public.

Ainsi, pourront être visités :

- les Archives municipales (Médiathèque centrale Emile Zola) avec la démonstration par le Service Information Géographique de la Ville de l'application DELTA qui permet une visualisation des territoires à travers le temps et la présentation du projet toponymie,
- ainsi que la Chapelle et la Pharmacie de la Miséricorde, le Musée de l'histoire de Montpellier (Xème –XVIème siècle), crypte Notre-Dame des Tables et le Musée du Vieux Montpellier qui composent le Parcours Muséographique.

Le thème national retenu pour cette 28<sup>ème</sup> édition des Journées du Patrimoine est « le voyage ».

Il est d'usage que l'entrée aux divers sites soit gratuite lors des Journées du Patrimoine, afin de les rendre accessibles à tous.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'ouverture au public des Archives Municipales et du Parcours muséographique lors des prochaines Journées du Patrimoine, les 17 et 18 septembre 2011 ;
- D'approuver la gratuité des entrées au Parcours muséographique durant ces deux mêmes journées.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Travaux et maintenance des dispositifs de retenue routiers Autorisation de signer le marché

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Le présent marché à bons de commande a pour objet les travaux de fourniture et pose de dispositifs de retenue sur l'ensemble de la Ville.

Le marché est soumis aux dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics.

Il est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date d'accusé réception par le titulaire du premier bon de commande. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

Il est passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché comporte un lot.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est :

- montant minimum : 50.000,00 € H.T.;
- montant maximum : 200.000,00 € H.T..

Ces montants seront identiques pour chaque période de reconduction du marché.

La publicité a été envoyée le 20 avril 2011 au BOAMP et à la Gazette des Communes. La date limite de remise des offres a été fixée au 13 mai 2011 à 17h00.

La Commission d'Appel d'Offres, au cours de sa séance du 5 Juillet 2011, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par l'entreprise AGILIS, pour un montant annuel compris entre 50.000,00 € H.T. et 200.000,00 € H.T.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au B.P. 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :



- d'approuver l'attribution du marché 1M282 à l'entreprise AGILIS pour un montant annuel compris entre 50.000,00 € H.T. et 200.000,00 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tous les documents ou acte relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ <sup>MON</sup> conforme, Madame le Maire

Serge PEURENCE  
(Hérault)

**Publiée le :**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Classement voies privées Complément au programme 2012

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Ce rapport a pour objet de présenter les nouvelles propositions de classement de voies privées dans le domaine public communal.

Le programme de classement de voies privées et de voies réalisées dans le cadre d'opérations ACM pour les années 2009 à 2012 incluses a été arrêté par délibérations du Conseil Municipal le 04 février 2008 et le 26 juillet 2010.

En complément à ce programme, les propriétaires de l'impasse Dejean ont demandé le classement dans le domaine public communal de leur voie.

L'accord unanime de la copropriété a été obtenu et après expertise de cette voie par les services de la Ville, les travaux de réfection de la voirie et des réseaux ont été estimés à 50 000 € TTC.

En outre, ACM a demandé le classement dans le domaine public communal de la rue des Cailles et de la rue des Colombes réalisé dans le cadre d'une opération globale.

Après expertise de ces voies par les services de la Ville, la voirie et les réseaux existants de ces voies ne nécessitent pas de travaux de mise aux normes.

En conséquence, en complément du programme 2012, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de classement de :

- l'impasse Dejean
- la rue des Cailles
- la rue des Colombes

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Avis de la Ville sur le projet d'extension de la ZAC Eureka

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

La SERM a sollicité la Ville de Montpellier par courrier en date du 8 avril 2011, concernant le projet de la ZAC Extension du Parc Eureka.

Ce projet de ZAC se situe au Nord-Ouest de Montpellier sur la commune de Castelnau le Lez. La quasi-totalité du projet s'inscrit dans le bassin versant de la Lironde. La superficie totale de l'extension est de 39 ha, dans le prolongement de la ZAC Eureka initiale. Elle complète également le lotissement Mermoz situé au Nord-Ouest de l'emprise du projet.

Cette ZAC projetée comprend deux secteurs distincts, de part et d'autre du boulevard Philippe Lamour :  
Secteur Ouest de Cauquilloux (12,25 ha),  
Secteur Est de Verchamp (24,5 ha).

Cette ZAC a fait l'objet d'un dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, et d'une procédure d'enquête publique préalable.

### Enjeux pour la Lironde

Cette ZAC se situe sur la partie amont du bassin versant.

La création de la ZAC Eureka en 2003 avait mené à la réalisation de travaux d'assainissement pluvial, notamment deux bassins de rétention et le recalibrage du lit de la Lironde.

Outre ces aménagements, l'arrêté d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau pour la ZAC Eureka précisait l'obligation de réaliser un troisième bassin de rétention d'un volume de 30 400 m<sup>3</sup> au lieu-dit « Domaine de Verchant » pour limiter les débordements de la Lironde. Le dossier d'autorisation de la ZAC Extension du Parc

Eureka confirme la réalisation de ces bassins, avec un volume projeté de 35 000 m<sup>3</sup>, qui va au-delà des préconisations initiales.

Le projet présenté répond donc aux objectifs d'amélioration de la gestion du cours d'eau.

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable à ce projet.**

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## AIRE PIETONNE Secteur Cours Gambetta - Rue du Faubourg de la Saunerie - Boulevard du Jeu de Paume - Rue Marceau Bilan de la concertation

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Lors du Conseil Municipal du 28 mars 2011, vous avez délibéré favorablement sur le lancement de la concertation préalable à la création d'une aire piétonne sur le secteur considéré.

Une réunion publique s'est tenue le 11 mai 2011 et a rassemblé environ cinquante personnes.

Dans le même temps un registre était mis à disposition du public du 09 au 27 mai 2011, permettant à chaque administré d'exprimer son opinion sur le sujet. Quatorze personnes nous ont fait part de leurs avis sur les dispositions envisagées dont 7 résidents du secteur.

Nous constatons une faible participation des résidents (soit 0,5% sur 700 logements).

Sans ignorer les rares arguments des opposants au projet, on constate qu'il se dégage un consensus général pour la piétonisation de ce secteur.

Un certain nombre de remarques ou interventions de résidents appellent des améliorations sur les modalités de fonctionnement proposées.

Les réponses suivantes peuvent être apportées (sous réserves des études de faisabilité) :

- Ajout d'une sortie de l'aire piétonne de la contre allée du Cours Gambetta sur la rue Marceau (sortie vers la rue Chaptal et le Cours Gambetta) ;
- Dépose d'obstacles, pour faciliter les manœuvres des véhicules pour l'accès aux garages de la rue Paul Brousse.

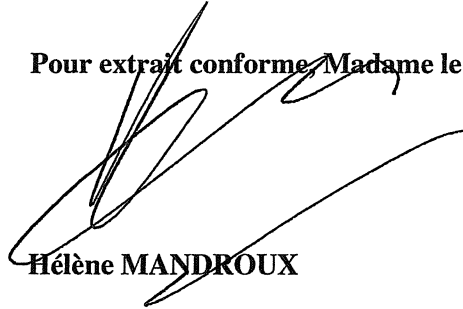
Les dispositions de mise en œuvre, qui seront adoptées ultérieurement par voie d'arrêté municipal, s'inspireront naturellement du bilan de cette concertation.

**En application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le bilan de la concertation ;
- d'approuver les améliorations proposées ;
- d'adopter le périmètre de l'aire piétonne telle que définie dans la délibération du 28 mars 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOUI, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Avenue Jean Mermoz Aménagement d'une piste cyclable Autorisation de signer les marchés

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans un programme pluriannuel des pistes cyclables pour les années 2010 à 2013 dont figurait en priorité, la réalisation d'une piste cyclable sur l'avenue Jean Mermoz, inscrite au Schéma Directeur Vélo.

Actuellement des pistes cyclables unidirectionnelles ont été amorcées sur trottoirs partagés de part et d'autre de l'avenue Jean Mermoz dans le cadre des travaux de la ligne 2 du tramway, mais s'arrêtent de façon abrupte au carrefour de la rue des Pradiers.

Le schéma directeur cyclable prévoit la poursuite de cette liaison à double sens sur l'avenue Jean Mermoz, afin d'assurer la continuité en direction du quartier piéton Antigone et de plusieurs équipements publics importants (collège et lycée Joffre, lycée Jean Mermoz, hôtel d'agglomération...).

### Le projet comprend :

- La réalisation d'une piste cyclable avenue Jean Mermoz, entre la rue des Pradiers et l'allée Henri II de Montmorency, bidirectionnelle côté Ouest sur 240 ml, puis bilatérale sur 180 ml.
- Sur la chaussée, les 3 voies de circulation dans le sens Nord/Sud et les 2 voies dans l'autre sens sont conservées mais leur largeur est réduite à 2,70m ;
- Aux carrefours les îlots directionnels sont légèrement déplacés en cohérence avec la modification du profil des voies de l'avenue Jean Mermoz. Le débouché de la rue du Moulin de Semalen sur l'avenue Jean Mermoz est repris.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 2 lots (lot 1 voirie, lot 2 régulation trafic) selon les critères suivants :



- Critères relatifs à la candidature :
  - o Garanties techniques et financières.
  - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
  - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60 %).
  - o Prix des prestations (40 %).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 juillet 2011, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 voirie : l'entreprise MALET pour un montant de 259 971,25 € HT.
- Lot 2 Régulation trafic : l'entreprise SOTEM pour un montant de 109 002 ,85 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908221, programme 10 240.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait en forme, Madame le Maire

  
Hélène MANDELOUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Etudes Géotechniques Autorisation de signer le marché

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Le présent marché a pour objet la réalisation d'études géotechniques, dans le cadre des projets de travaux d'assainissement et de voirie sur le territoire de la Ville de Montpellier. Ces études, sur la nature et le comportement des sols, doivent permettre de mesurer le risque géotechnique encouru lors de la réalisation des travaux d'assainissement et de voirie. Il s'agit par conséquent d'une mission de diagnostics géotechniques, selon la définition qui en est donnée par la norme NF P 94-500 (version décembre 2006).

Selon le type d'opération, les études géotechniques comporteront les prestations suivantes :

- La reconnaissance géotechnique : détermination précise des anomalies, investigations complémentaires, descriptif complet des risques encourus selon les opérations envisagées;
- L'utilisation de logiciels dédiés aux calculs de stabilité de pentes, drainage, dimensionnement ou prédimensionnement d'ouvrages...

Ces études ont pour objectif de consolider le montage des dossiers de maîtrise d'œuvre et d'orienter la nature des travaux envisagés.

Il s'agit d'un marché à bons de commande conclu suivant la procédure de passation par appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 3, des articles 57 à 59 et de l'article 77 du code des marchés publics. Ce marché est conclu pour une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un maximum de 300 000,00 € H.T.

Le jugement des offres se fonde sur :

- la valeur technique jugée au regard d'un mémoire technique (60 %) ;
- le prix des prestations (40 %).

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 18 juillet 2011 a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par l'entreprise FONDASOL.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2011.

**En conséquence, nous vous demandons :**

- d'approuver l'attribution du marché n° 1H342390 à l'entreprise FONDASOL ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## **Demande de subventions Programme Urbain Intégré FEDER Axe stratégique n°1 : renforcer les continuités et les échanges entre les quartiers, notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs Mesure 1 Développer et promouvoir les modes de déplacements alternatifs Projet 1.4 Schéma directeur cyclable**

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Dans le programme opérationnel du FEDER « Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013 », l'un des objectifs de l'axe stratégique n°1 de Développement Urbain prévoit de favoriser le renforcement des continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment en valorisant les modes de déplacements alternatifs à l'automobile.

Le programme de réalisation de pistes cyclables prévu au Plan local de Déplacements et inscrit au schéma directeur vélo de la Ville répond à cet objectif.

C'est pourquoi il est proposé de présenter au titre du FEDER (Mesure 1 – Projet 1.4) les travaux d'aménagement de pistes cyclables sur le **programme global** suivant :

1°) Le bouclage ouest du Centre Ville permettant d'assurer la continuité cyclable entre les pistes cyclables réalisées avec les 3 lignes de tramway et les différents quartiers CUCS du Centre, Nord Ecusson, Figuerolles et cité Gély en prévoyant l'aménagement de pistes cyclables sur :

- L'avenue Jean Mermoz, estimée à 508 000 € HT
- La jonction rue Henri Serre / quai du Verdanson, estimée à 300 000 € HT
- La rue Bonnard, estimée à 420 000 € HT
- La rue Gerhardt, estimée à 750 000 € HT
- La rue Doria, estimée à 420 000 € HT
- La rue Guillaume Pellicier, estimée à 250 000 € HT
- La rue Saint-Louis, estimée à 1 100 000 € HT

Soit un total de 3 748 000 € HT

2°) Le bouclage de la piste cyclable de l'avenue de Lodève en reliant celles réalisées par la ligne 3 du tramway et permettant de desservir les quartiers CUCS du Petit Bard et de Celleneuve par la création d'une piste cyclable en site propre entre la rue Zamenhof et le rond-point de Celleneuve estimée à **1 770 000 € HT**.

Chaque tranche de ce programme global sera réalisée rue par rue, en fonction des stratégies et des programmations budgétaires envisagées.

Pour chacune de ces tranches, une subvention du FEDER à hauteur de **30 % du montant HT des travaux** sera sollicitée au titre de :

#### Axe stratégique n°1:

Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment en valorisant les modes de déplacements alternatifs

#### Mesure 1 :

Développer et promouvoir les modes de déplacements alternatifs

#### Projet 1.4

Schéma directeur cyclable

Le montant maximum du FEDER pour l'ensemble des tranches est limité à **450 000 €**.

**La première tranche de travaux** de ce programme, prévue dès 2011 concerne l'aménagement d'une piste cyclable sur l'avenue Jean Mermoz afin d'assurer une liaison directe entre le territoire CUCS « Nord Ecusson », le quartier Antigone et l'avenue Henri II de Montmorency, où sont implantés de nombreux et importants équipements publics tels que :

- le lycée Jean Mermoz
- le collège et le lycée Joffre ;
- le centre des impôts ;
- la direction du travail ;
- l'Hôtel d'Agglomération....

Cet aménagement permet également d'améliorer l'accessibilité des quartiers environnants avec les lignes de tramway, en assurant la jonction directe et accessible entre la ligne 2 du tramway située sur le rue du professeur Léon Vallois et la ligne 1 située boulevard Antigone.

Cette première tranche de travaux a fait l'objet d'un marché de travaux (MAPA) en cours d'attribution pour un montant global (études et travaux) de **508 000 € HT** pour lequel une subvention du FEDER est sollicitée à hauteur de **30 %**.

Financement	Montant	Taux
Subventions FEDER	152 400 € HT	30%
Financement Ville (70%)	355 600 € HT	70 %
<b>Montant total (HT)</b>	<b>508 000 € HT</b>	<b>100 %</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le programme global de pistes cyclables présenté au titre du FEDER en commençant par les travaux d'aménagement d'une piste cyclable sur l'avenue Jean Mermoz pour un montant total (études et travaux) de 508 000 € HT ;

- de solliciter une demande de subvention auprès du FEDER pour cette première tranche de travaux à hauteur de 30 % du montant total HT ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANBROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOUI, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Marché signalisation horizontale - Lot n°1 Avenant de transfert

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Le marché « signalisation horizontale » est utilisé pour assurer la maintenance et la réalisation de la signalisation routière horizontale (marquage au sol).

Ce marché est fractionné en deux lots géographiques :

- lot 1 : Mosson – Cévennes - Croix d'Argent - Près d'Arènes et Port Marianne,
- lot 2 : Hôpitaux-Facultés et Centre.

La Commission d'Appel d'Offres du 19 Octobre 2010 a attribué le marché d'une part à l'entreprise L.R.S. pour le lot 1 et, d'autre part, à l'entreprise Aximum pour le lot 2. Ce marché n°10M703 a été approuvé en conseil municipal le 8 Novembre 2010 et a pris effet le 15 décembre 2010. Il est d'une validité d'un an est reconductible trois fois : soit une durée maximale de quatre ans. Il est constitué d'un montant minimum annuel de 80 000 € HT et d'un montant maximum annuel de 300 000 € HT.

Comme suite au rachat de l'entreprise L.R.S. par SIGNAUX GIROD, l'entreprise SIGNAUX GIROD devient de ce fait le nouveau mandataire du groupement titulaire du marché initial. Ainsi, l'entreprise SIGNAUX GIROD répond des droits et obligations du marché; les clauses et conditions du contrat initial restant inchangées.

### En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur ;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## DEMANDE DE SUBVENTIONS PROGRAMME URBAIN INTEGRE FEDER

Madame Magalie COUVERT rapporte :

### Axe stratégique n°1 :

**Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs**

### Mesure 2

**Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite**

### Projet 1.5

**Accessibilité des personnes à mobilité réduite**

Dans le programme opérationnel du FEDER « Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013 », l'un des objectifs de l'axe stratégique n°1 prévoit de favoriser le renforcement des continuités urbaines et les échanges entre les quartiers.

La mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite des cheminements piétons depuis les stations de la ligne 3 du tramway jusqu' à des pôles générateurs de déplacement concourt à cet objectif. C'est pourquoi il est proposé de présenter au titre du FEDER (Mesure 2 – Projet 1.5) les travaux de mise en accessibilité PMR issus de la **démarche opérationnelle globale suivante** :

1. Identification des **stations de la ligne 3 du tramway** situées en limite proche ou à l'intérieur des **quartiers CUCS de Montpellier** (Petit Bard, Cévennes, Gambetta/Figuerolles, Tournezy/Saint Martin) et aux abords desquelles le diagnostic réalisé en 2010 dans le cadre du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics la Ville (PAVE) avait mis en exergue des cheminements piétons ne répondant pas aux normes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
2. Sur un périmètre de 300 à 500 m à partir de ces stations, identification des **pôles générateurs** de déplacement dont l'intérêt public dépasse les limites du quartier et nécessite l'utilisation du tramway pour s'y rendre tels que les équipements publics d'Etat (lycée, université, hôpital, CAF, sécurité social, pôle emploi, ...), les équipements publics départementaux (équipements sportifs, collège, siège social, ...), les



équipements publics communaux (parc, MPT, marché forains, église...), ou les équipements parapublics (école et collège privé, cinémas, centre commercial...);

3. Identification **des itinéraires piétons préférentiels** au regard de l'usage actuel, de la lisibilité et du jalonnement existant pour accéder aux pôles générateurs de déplacement ;

4. Vérification de **l'accessibilité** de ces itinéraires piétons au regard des normes d'accessibilité PMR issus de la loi du 11 février 2005 et du décret d'application 2006-1658 du 21 décembre 2006 ;

Sur chaque itinéraire identifié un projet spécifique de mise en accessibilité PMR avec un chiffrage des travaux sera effectué et une subvention du FEDER sera sollicitée à hauteur de 30 % du montant HT des travaux au titre de :

Axe stratégique n°1:

Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers

Mesure 2

Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite

Projet 1.5

Accessibilité des personnes à mobilité réduite

Le montant des travaux du programme global est estimé à 2 000 000 € HT. Pour mémoire, le montant maximum de subvention du FEDER pour l'ensemble des travaux est de 600 000 €.

**La première tranche de travaux** prévoit d'assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite à partir des stations de la ligne 3 du tramway « Celleneuve » et « Pilory », limitrophes des quartiers CUCS de la Mosson et des Cévennes et desservant les quartiers Celleneuve et Petit Bard.

A partir de la station « Celleneuve », des pôles principaux générateurs de déplacement ont été identifiés, il s'agit :

- du Cinéma Nestor Burma (ex Diagonal) ;
- de la MPT Marie Curie ;
- de la CAF
- du collège Arthur Rimbaud
- de pôle emploi,

A partir de la station « Pilory », des pôles principaux générateurs de déplacement ont été identifiés, il s'agit :

- des équipements publics du quartier petit Bard ;
- du collège et de l'école élémentaire privé Saint Roch ;
- du siège d'Hérault Habitat

Sur les itinéraires piétons principaux, il a été constaté que les continuités piétonnes accessibles aux PMR ne sont pas assurées :

- largeur de trottoirs insuffisante
- encombrement des trottoirs par du mobilier urbain mal positionné et non perceptible
- traversées piétonnes non conformes aux normes d'accessibilité ;

L'estimation des travaux de mise en accessibilité PMR pour cette première tranche pour laquelle une subvention du FEDER sera sollicitée à hauteur de 30 % du montant HT des travaux, s'élève à **454 000 € HT**.


Financement	Montant des travaux de la 1 <sup>ère</sup> tranche	Taux
Subventions FEDER	136 200 € HT	30%
Financement Ville	317 800 € HT	70 %
<b>Montant total (HT)</b>	<b>454 000 € HT</b>	<b>100 %</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la démarche opérationnelle globale des travaux de mise en accessibilité PMR des cheminements piétons principaux aux abords des stations de la ligne 3 du tramway à présenter au titre du FEDER, en commençant par la première tranche de travaux aux abords des stations « Celleneuve » et « Pilory » pour un montant total de 454 000 € HT ;
- de solliciter une demande de subvention auprès du FEDER pour cette première tranche de travaux à hauteur de 30 % du montant total HT des travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MAUROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Redevance spéciale des déchets ménagers et assimilés 2011

Au nom de la commission, Stéphanie BLANPIED rapporte :

Par délibération en date du 19 septembre et du 16 décembre 2005, la Communauté d'agglomération de Montpellier a instauré la redevance spéciale pour les déchets non ménagers. La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 la rend obligatoire pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères mais qui ont opté pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette redevance spéciale concerne les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé. Elle est calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés. Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages le coût d'élimination des déchets pris en charge par la collectivité publique, qu'il s'agisse des déchets produits :

- par les établissements publics, exonérés de droit de la TEOM,
- par les établissements privés commerciaux ou artisanaux dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

Une convention doit être signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la commune. Elle a pour objet de définir les conditions générales portant règlement de la redevance spéciale, ainsi que les conditions particulières et le prix des prestations d'élimination des déchets assimilés auxquels s'applique la redevance spéciale. A Montpellier les sites concernés sont : les écoles publiques, les crèches, les maisons pour tous et les maisons de quartier, et autres bâtiments municipaux...

Le montant de la redevance annuelle pour 2011 s'élève à 550 051,80 €. La convention est conclue pour un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. A l'expiration de ce délai, la convention sera prorogée par reconduction expresse par période d'un an.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter cette convention,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène M. MAURIOUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## « Commission Jeunesse – Ville Etudiante » Organisation du 35<sup>ème</sup> congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Internes en Pharmacie Attribution de subvention 2011

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

L'Association des Internes en Pharmacie des Hôpitaux de Montpellier-Nîmes (AIPHMN) est l'organisatrice du 35<sup>ème</sup> congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Internes en Pharmacie, du 24 au 26 juin 2011 à Montpellier. Congrès, organisé en partenariat avec la Fédération Nationale des Syndicats d'Internes en Pharmacie (FNSIP) qui représente nationalement 23 villes hospito-universitaires accueillant des internes de pharmacie.

L'AIPHMN est très impliquée dans l'organisation de l'internat au niveau de la région et, de par son action, tient une importance dans la vie des internes. Une centaine d'internes adhèrent à l'AIPHMN soit la quasi-totalité des internes en pharmacie présents dans la région. Elle a une mission d'information et de formation des internes en pharmacie.

Durant ces 3 journées de congrès, 200 internes venus de toutes les régions de France ont assisté à une série de conférences d'information scientifique et professionnelle. Les conférences d'information scientifique, assurées par des biologistes, des pharmaciens hospitaliers, des chercheurs et des pharmaciens industriels, et portaient sur des sujets intéressant la Biologie Médicale et la Pharmacie. L'assemblée générale de la FNSIP est aussi l'occasion pour les internes de se rencontrer dans une ambiance conviviale lors de soirées et de resserrer ainsi les liens entre tous les internes, quelle que soit leur filière et leur ville d'exercice.

Au cours de ce congrès se tient également l'élection du nouveau bureau de la FNSIP.

Eu égard à l'intérêt de cette rencontre à Montpellier, il est proposé d'aider l'AIPHMN, en lui attribuant une subvention de **1000€** qui sera prélevée sur les crédits inscrits à la « Commission Jeunesse - Ville Etudiante » au budget 2011 (nature 6574, chapitre 924, LC 1937), dont le disponible sur enveloppe est de 22 470€.


Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
3219	L'Association des Internes en Pharmacie des Hôpitaux de Montpellier-Nîmes (AIPHMN)	M	1 000€	1937	924
	<b>Total général</b>		<b>1 000€</b>		
	<b>Disponible sur enveloppe</b>		<b>22 470€</b>		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **1 000 €** ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ **extraire** conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les avenants de prolongation 2011 Approbation des loyers minorés

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre de l'aide et du soutien au tissu associatif local, la Ville de Montpellier a mis à disposition des locaux à trois associations agissant dans le domaine de la prévention, l'ADIAV, AVISO, REPL, situés Relais des Ursulines, 56 rue de l'Université et respectivement installées depuis 1990 et 1996 pour les deux dernières.

L'ADIAV, « Association Départementale d'Information et d'Aide Aux Victimes » s'adresse à toutes les personnes victimes d'infractions pénales telles que les agressions corporelles, accidents de la circulation, vols, cambriolages... Elle a également pour but la prévention de la délinquance. Les locaux mis à disposition comprennent une surface totale de 100 m<sup>2</sup>.

AVISO, « Association pour la Visite et le Soutien des détenus et de leurs familles » a pour but, l'écoute, l'aide et l'accompagnement des détenus et de leurs proches. Les locaux mis à disposition comprennent une surface totale de 32m<sup>2</sup> partagés avec REPL.

REPL, « Relais Enfants Parents Languedoc » a pour but, de favoriser, maintenir ou restaurer les liens entre l'enfant et son parent incarcéré dans le respect de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Les locaux mis à disposition comprennent une surface totale de 32m<sup>2</sup> partagés avec AVISO.

Pour permettre la poursuite de leurs actions, il est proposé de prolonger par avenant la durée d'occupation pour chacune des 3 associations avec un loyer minoré, au vu de l'intérêt communal attaché à leurs activités. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, le tableau attributif, ci-dessous, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera chaque association :

Associations	Localisation locaux dans le bâtiment	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
<b>L'ADIAV</b> , « Association Départementale d'Information et d'Aide Aux Victimes »	-76m <sup>2</sup> au 1 <sup>er</sup> étage -24m <sup>2</sup> au 2 <sup>ème</sup> étage	13000€	35€	12965€
<b>AVISO</b> , « Association pour la Visite et le Soutien des détenus et de leurs familles»	16m <sup>2</sup> au rez-de-chaussée dans une salle de 32m <sup>2</sup> partagée avec REPL	2080€	35€	2045€
<b>REPL</b> , « Relais Enfants Parents Languedoc»	16m <sup>2</sup> au rez-de-chaussée dans une salle de 32m <sup>2</sup> partagée avec AVISO	2080€	35€	2045€

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'approuver les avenants en prolongation joints en annexe pour une durée d'1 an;
- d'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**



## **Séance publique du lundi 25 juillet 2011**

**Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## **Convention d'exploitation du domaine public - Kiosque Dionysos - Appel à candidatures - désignation de l'exploitant**

Au nom de la commission, Marc DUFOUR rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2001, la Ville a désigné M. Aziz Alioua, concessionnaire de la convention d'exploitation du kiosque Dionysos. La convention initiale signée entre M. Alioua et la Ville pour une période de 3 ans jusqu'au 30/06/2004, a été reconduite jusqu'au 30/06/2007. Elle a ensuite été prorogée jusqu'au 31/08/2008 dans un premier temps puis jusqu'au 31/08/2011.

La convention arrivant à échéance, il a été décidé de lancer une procédure d'appel à candidatures. Celle-ci vise à l'exploitation de deux kiosques faisant partie du domaine public communal situés place Dionysos, l'un à usage de restauration rapide, l'autre pour le stockage du mobilier et des réserves et d'une terrasse de plein air de 60m2 attenante au kiosque.

A l'issue de l'appel à candidatures, une offre a été reçue : celle de M. Marc Tartenson.

Le dépouillement des offres au titre de la consultation pour l'exploitation de ce kiosque a eu lieu le 16 mai 2011 au cours duquel la recevabilité d'une part, et l'analyse détaillée de l'offre d'autre part, ont permis de constater que la candidature de M. Tartenson était conforme aux exigences du règlement de la consultation et que sa proposition commerciale et financière était de nature à satisfaire les attentes de la Ville pour l'exploitation de ce kiosque.

Le projet porté par M Tartenson est en effet complètement adapté au contexte du lieu. Ses compétences professionnelles dans le domaine de la restauration et sa motivation à la gestion du kiosque sont des atouts indéniables pour développer son activité. Au niveau commercial, le projet est de nature à être attractif pour la clientèle aussi bien par les produits proposés que par les prix pratiqués. Le projet est viable sur le plan économique et pourrait avoir un potentiel de croissance important.

Après examen, nous vous proposons de répondre favorablement à la candidature de la Monsieur Marc Tartenson pour une durée de 3 ans et moyennant une redevance annuelle de 5 937 € pour l'année 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'accepter la candidature de Monsieur Marc Tartenson en tant que concessionnaire du kiosque Dionysos,
- D'accepter le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MAMBOUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 359

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Attribution de subventions exceptionnelles à diverses associations dans le cadre des actions internationales de la Ville Exercice 2011

Au nom de la commission, Jacques TOUCHON rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2011, sa politique de soutien et d'encouragement aux associations développant des projets de nature internationale.

Ce travail quotidien des associations à vocation internationale permet de sensibiliser nos concitoyens à la découverte des cultures voisines et de développer des échanges réciproques.

Afin de permettre la réalisation de ces actions internationales, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Code	Association	F / M	Objet	Montant	Ligne de crédit	Chapitre
5314	Comité Hérault de l'association Cuba Coopération France	M	Echange de savoirs faire autour de l'agriculture biologique : accueil et prise en charge de 4 agriculteurs cubains à Montpellier, objectif: proposition d'outils de réflexion et d'actions pour anticiper les défis de l'agriculture (vivrière et urbaine) entre la France et Cuba	1 000	1350	920
931	Association sportive Saint Martin Gazelec	M	Signature d'une convention de partenariat avec le lycée sportif national Algérien de Draria en Algérie	1500		


2785	Association Zepetra	M	Echange artistique et pédagogique avec l'école Bab Riafa Garçon de la ville de Fès au Maroc	3 000		
1653	Offre joie	F	Réalisation de projets de développement éthique et social sur Montpellier à destination du Liban	1000		
Total général				6 500		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 6 500 euros ;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Gestion Budgétaire et  
Comptable

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 360

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Exercice 2011 - Affectation du résultat 2010 au Budget Principal

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'affecter les résultats constatés dans la délibération en date du 20 juin 2011 portant adoption du Compte Administratif 2010 du Budget Principal de la Ville de Montpellier.

Les activités de la régie d'exploitation des Maisons pour Tous ayant été municipalisées en date du 1er janvier 2011, conformément à la délibération du Conseil Municipal n°517 du 13 décembre 2010, il convient d'affecter sur l'exercice 2011 le résultat 2010 du budget principal et du budget annexe de la régie. Ces résultats sont décrits dans la délibération du Conseil d'Administration de la régie des Maisons pour Tous n°4 du 3 mars 2011 (annexée à la présente).

Le résultat global 2010 se décompose comme suit :

	Résultat de clôture CA 2010 budget principal Ville	Résultat de clôture CA 2010 budget principal régie MPT	Résultat de clôture CA 2010 budget annexe régie MPT	Résultat 2010
Investissement	- 41 537 494,74	382 743,36	11 267,52	- 41 143 483,86
Fonctionnement	72 781 610,03	33 744,86	48 359,79	72 863 714,68
<b>Total</b>	<b>31 244 115,29</b>	<b>416 488,22</b>	<b>59 627,31</b>	<b>31 720 230,82</b>

Le résultat de fonctionnement 2010 constaté est de 72 863 714,68 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2011 :

- Pour 21 697 081,20 euros en section de fonctionnement
- Pour 51 166 633,48 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2010 de la section d'investissement constaté est de 41 143 483,86 euros, il sera affecté sur l'exercice 2011 :

- Pour 41 143 483,86 euros en section d'investissement

**Il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter l'affectation des résultats 2010 au budget principal.**

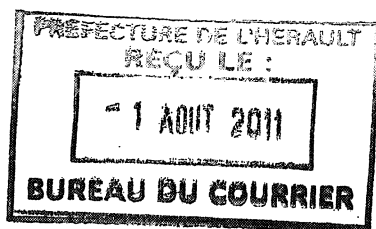
**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Exercice 2011 - Budget Supplémentaire 2011 de la Ville de Montpellier

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2011 adopté le 13 décembre 2010 et de la Décision Modificative du 8 février 2011, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Ce dernier permet en outre reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2010.

Le Budget Supplémentaire 2011 se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 165 884 296,63 euros.

### • Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 141 274 023,83 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2011
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	39 238 980,22	8 631 341,70	47 870 321,92
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	330 452,90	562 426,00	892 878,90
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	4 442 500,76	50 000,00	4 492 500,76
903	CULTURE	4 405 570,18	45 000,00	4 450 570,18
904	SPORT ET JEUNESSE	1 550 008,28	1 370 000,00	2 920 008,28
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	542 829,54	-	542 829,54
906	FAMILLE	493 882,33	50 000,00	543 882,33

908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	35 873 253,92	97 612,00	35 970 865,92
909	ACTION ECONOMIQUE	1 833 448,48	-	1 833 448,48
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	895 328,86	- 389 700,00	505 628,86
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	107 604,80	-	107 604,80
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		41 143 483,86	41 143 483,86
<b>TOTAL</b>		<b>89 713 860,27</b>	<b>51 560 163,56</b>	<b>141 274 023,83</b>

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2011
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	135 000,00	-	135 000,00
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		538 526,00	538 526,00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	88 925,64	3 200 000,00	3 288 925,64
903	CULTURE	2 340 762,22	300 000,00	2 640 762,22
904	SPORT ET JEUNESSE	204 800,00	248 750,00	453 550,00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	9 824,90	-	9 824,90
906	FAMILLE	2 000,00	-	2 000,00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	4 840 223,98	1 178 621,35	6 018 845,33
909	ACTION ECONOMIQUE	300 000,00	-	300 000,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	70 691 545,84	33 197 561,33	103 889 107,17
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	-	1 171 206,00	1 171 206,00
913	TAXES NON AFFECTEES	237 528,07	-	237 528,07
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	1 628 945,30	1 628 945,30
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	120 000,00	-	120 000,00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	20 119 703,20	20 119 703,20
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILATIONS	720 100,00	-	720 100,00
<b>TOTAL</b>		<b>79 690 710,65</b>	<b>61 583 313,18</b>	<b>141 274 023,83</b>

## Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **24 610 272,80** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2011
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	93 260,00	673 393,00	766 653,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-	34 400,00	34 400,00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	21 398,00	-	21 398,00
923	CULTURE	85 400,00	300 000,00	385 400,00
924	SPORT ET JEUNESSE	64 650,00	710 000,00	774 650,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	129 272,00	17 200,00	146 472,00
926	FAMILLE	-	-	-
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	104 782,94	525 037,00	629 819,94
929	ACTION ECONOMIQUE	205 500,00	22 000,00	227 500,00
931	OPERATIONS FINANCIERES	531 822,36	- 665 000,00	- 133 177,64



933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	-	8 509,00	8 509,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	1 628 945,30	1 628 945,30
939	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	-	20 119 703,20	20 119 703,20
<b>Total</b>			<b>1 236 085,30</b>	<b>23 374 187,50</b>
				<b>24 610 272,80</b>

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2011
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	780 341,60	479 000,00	1 259 341,60
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	178 000,00	452 162,00	630 162,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	-	1 023 688,00	1 023 688,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		21 697 081,20	21 697 081,20
<b>TOTAL</b>		<b>958 341,60</b>	<b>23 651 931,20</b>	<b>24 610 272,80</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver le Budget Supplémentaire 2011 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Organismes extérieurs - Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) Augmentation de capital- Approbation

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, les communes de Montpellier, Lattes, Castelnau le Lez, Castries, Juvignac et Couronsec ont décidé, par assemblée constitutive du 2 février 2010, la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) dénommée Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), afin d'intervenir en amont des opérations d'urbanisme opérationnel sur son périmètre, directement au profit de ses collectivités actionnaires.

Le Conseil d'Administration de la SAAM a, en sa séance du 11 mai 2011, décidé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital de 1 200 000 € par émission au pair de 12 000 actions nouvelles de 100 € en vue de financer le développement de la société au service de ses collectivités locales actionnaires actuelles et futures. Cette augmentation de capital pourrait être libérée, le cas échéant, en trois versements, à raison de 25% en 2011, 40% en 2012 et 35% en 2013. Au terme de cette augmentation, le capital initial de 400 000 € serait porté à 1 600 000 €.

En application de l'article L 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Montpellier, actionnaire de la SPLA SAAM à hauteur de 10% du capital doit donner son accord exprès préalable afin de permettre à son représentant à l'Assemblée Générale de voter sur cette augmentation de capital et la modification consécutive des statuts de la société.

En outre, il est proposé que la Ville de MONTPELLIER participe à cette augmentation de capital à hauteur maximale de 360 000 €, sous réserve de son adoption par l'Assemblée Générale Extraordinaire et selon l'exercice qui aura été fait par les actionnaires actuels de leur droit de priorité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver l'augmentation de capital de 1 200 000 € de la SAAM, pour le porter à 1 600 000 €
- approuver la modification consécutive des articles des statuts relatifs à la composition du capital social;
- autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SAAM, Monsieur Serge FLEURENCE à voter en faveur

- sous réserve de l'adoption de l'augmentation de capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire et, selon l'exercice qui aura été fait par les actionnaires actuels de leur droit de priorité, autoriser la Ville de MONTPELLIER à y participer à concurrence de 360 000 € maximum
- autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MARROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SERM) et Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) Création d'un groupement d'intérêt économique- Approbation

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, les communes de Montpellier, Lattes, Castelnau le Lez, Castries, Juvignac et Cournonsec ont décidé, par assemblée constitutive du 2 février 2010, la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) dénommée Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), afin d'intervenir en amont des opérations d'urbanisme opérationnel sur son périmètre, directement au profit de ses collectivités actionnaires.

La SPLA SAAM ne se substitue pas mais renforce le rôle de la SERM, pour diversifier les modes d'intervention auprès des collectivités. La SERM, qui bénéficie d'une légitimité et d'un savoir-faire historiques reconnus, demeurera en effet un opérateur indispensable dans le secteur concurrentiel, au service du développement de la région montpelliéraine.

Afin de favoriser et d'optimiser la mise en commun des moyens fonctionnels des deux sociétés, il est proposé de créer un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) à parts égales entre les deux entités SERM et SAAM : GIE SERM-SAAM.

L'objet de ce GIE réside dans la mise en commun des moyens et des compétences entre les deux sociétés. Les objectifs sont, d'une part de mettre en place une gestion des ressources humaines harmonisées, d'autre part d'organiser la mutualisation des moyens de fonctionnement (locaux, matériels, services fonctionnels) et enfin d'optimiser les savoir faire sur leur territoire de compétence.

Le GIE sera constitué sans capital, ses ressources étant apportées par les membres SERM – SAAM en fonction des prestations qui leur seront fournies.

Les trois structures SERM, SAAM et le GIE seront placées sous la même direction générale. Ainsi, le conseil d'administration du GIE sera composé d'un seul administrateur dit administrateur unique gérant à savoir le directeur

général de la SERM et de la SAAM. La SERM et la SAAM seront représentées au sein de l'Assemblée Générale du GIE par un administrateur chacun désigné au sein de leur Conseils d'Administration respectifs.

En application de l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Montpellier actionnaire de la SAEML SERM (41.38 % du capital détenu) et de la SPLA SAAM (10% du capital détenu) doit donner son accord exprès préalablement à la constitution de ce GIE SERM-SAAM.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le principe de création d'un Groupement d'Intérêt Économique entre la SERM et la SAAM ;
- approuver le projet de contrat constitutif du Groupement d'Intérêt Économique SERM - SAAM, joint en annexe ;
- autoriser les représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'Administration de la SERM et de la SAAM à voter en faveur ;
- autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



Hélène MANDELKERN

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## HERAULT HABITAT

**Réaménagement de 14 prêts pour un montant total de 1 935 537,30 €  
souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations**

**Prêt compacté n° 8  
Garantie de la Ville**

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Hérault Habitat, Office public de l'Habitat du Département de l'Hérault, a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de 14 prêts référencés, initialement garantis par la Ville de Montpellier.

Ces prêts sont référencés sous les numéros : 935432, 940755, 940756, 1005785, 1005790, 1007511, 1007512, 1015778, 1015781, 1023983, 1027236, 1027245, 1029228 et 1029229.

Pour ces 14 prêts, le réaménagement consiste en leur regroupement en un seul et même contrat de prêt, prêt compacté n° 8, dont les nouvelles caractéristiques sont :

Montant : 1 935 537,30 €

Durée (en nombre d'échéances) : 100

Périodicité : Trimestrielle

Taux d'intérêt : 3,70%

Date 1<sup>ère</sup> échéance : 1<sup>er</sup> septembre 2011

Les caractéristiques modifiées s'appliquent aux montants réaménagés du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt à hauteur de 1 935 537,30 €, majorés des intérêts.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier doit s'engager à en effectuer à hauteur de 25% le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt renégocié par Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions sus énoncés ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir au contrat de compactage qui sera signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MASBROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## HERAULT HABITAT

### Réaménagement de 2 prêts pour un montant total de 688 233,81 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations Prêt compacté n° 4 Garantie de la Ville

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Hérault Habitat, Office public de l'Habitat du Département de l'Hérault, a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de 2 prêts référencés, initialement garantis par la Ville de Montpellier.

Ces prêts sont référencés sous les numéros 1024012 et 1024059.

Pour ces 2 prêts, le réaménagement consiste en leur regroupement en un seul et même contrat de prêt, prêt compacté n° 4, dont les nouvelles caractéristiques sont :

Montant : 688 233,81 €

Durée (en nombre d'échéances) : 100

Périodicité : Trimestrielle

Taux d'intérêt : 3,70%

Date 1<sup>ère</sup> échéance : 1<sup>er</sup> septembre 2011

Les caractéristiques modifiées s'appliquent aux montants réaménagés du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt à hauteur de 688 233,81 €, majorés des intérêts.



Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier doit s'engager à en effectuer à hauteur de 25% le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt renégocié par Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions sus énoncés ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir au contrat de compactage qui sera signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 25/07/2011**

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 366

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## HERAULT HABITAT

### Réaménagement de 3 prêts pour un montant total de 1 636 530,37 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations Prêt compacté n° 14 Garantie de la Ville

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Hérault Habitat, Office public de l'Habitat du Département de l'Hérault, a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de 3 prêts, initialement garantis par la Ville de Montpellier.

Ces prêts sont référencés sous les numéros : 0926976, 0927093 et 0927111 pour un capital restant dû d'un montant total de 1 636 530,37 €.

Pour ces 3 prêts, le réaménagement consiste en leur regroupement en un seul et même contrat de prêt, prêt compacté n° 14, dont les nouvelles caractéristiques du prêt réaménagé sont indiquées dans l'annexe 1 :

Montant : 1 636 530,37 €

Durée (en nombre d'échéances) : 20

Périodicité : Trimestrielle

Taux d'intérêt : Taux du Livret A + 1,20%

Concernant ce prêt à taux révisable indexé sur la base du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Le taux de construction et le taux de progression de l'échéance de référence permettent de calculer un échancier de référence à partir duquel les échéances effectivement dues sont déduites de la manière suivante : la part d'intérêts est calculée sur la base du taux d'intérêt actuariel révisé et la part d'amortissement est calculée par différence entre la part d'intérêts et le montant de l'échéance de référence préalablement arrêté. Au cas où la part d'intérêts calculée est supérieure au montant de l'échéance de référence, la totalité des intérêts est due.

L'échéancier de référence est initialement calculé à partir du taux de construction, du taux de progression de l'échéance de référence et sur la base de la durée centrale. De manière à conserver la stabilité de l'échéancier de référence, la durée du remboursement du prêt est ajustée dans les limites précisées ci-dessus. Dès lors que les limites maximales ou minimales autorisées par rapport à la durée centrale ont été atteintes, l'échéancier de référence est recalculé avec un taux de construction égal au taux d'intérêt actuariel révisé applicable, sur la base de la durée de remboursement résiduelle du prêt, le taux de progression de l'échéance de référence restant inchangé.

A titre d'information, le taux du Livret A en vigueur à la date du 2 février 2011 est de 2%.

Les caractéristiques modifiées s'appliquent aux montants réaménagés du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt à hauteur de 1 636 530,37 €, majorés des intérêts.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier doit s'engager à en effectuer à hauteur de 25% le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt renégocié par Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions sus énoncées ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir au contrat de compactage qui sera signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 25/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

**Absents :**

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

### HERAULT HABITAT

**Réaménagement de 14 prêts pour un montant total de 8 453 325,97 €**

**Prêt compacté n° 19**

**Garantie de la Ville**

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Hérault Habitat, Office public de l'Habitat du Département de l'Hérault, a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de 14 prêts, initialement garantis par la Ville de Montpellier.

Ces prêts sont référencés sous les numéros : 0935430, 0935433, 0940752, 0940754, 1005781, 1005789, 1007496, 1007510, 1015779, 1015798, 1027168, 1027209, 1029215 et 1029224 pour un capital restant dû d'un montant total de 8 453 325,97 €.

Pour ces 14 prêts, le réaménagement consiste en leur regroupement en un seul et même contrat de prêt, prêt compacté n° 19, dont les nouvelles caractéristiques du prêt réaménagé sont indiquées dans l'annexe 1 :

Montant : 8 453 325,97 €

Durée (en nombre d'échéances) : 118

Périodicité : Trimestrielle

Taux d'intérêt : Taux du livret A + 1,20%

Date 1<sup>ère</sup> échéance : 25 août 2011

Concernant ce prêt à taux révisable indexé sur la base du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Le taux de construction et le taux de progression de l'échéance de référence permettent de calculer un échéancier de référence à partir duquel les échéances effectivement dues sont déduites de la manière suivante : la part d'intérêts est calculée sur la base du taux d'intérêt actuariel révisé et la part d'amortissement est calculée

par différence entre la part d'intérêts et le montant de l'échéance de référence préalablement arrêté. Au cas où la part d'intérêts calculée est supérieure au montant de l'échéance de référence, la totalité des intérêts est due.

L'échéancier de référence est initialement calculé à partir du taux de construction, du taux de progression de l'échéance de référence et sur la base de la durée centrale. De manière à conserver la stabilité de l'échéancier de référence, la durée du remboursement du prêt est ajustée dans les limites précisées ci-dessus. Dès lors que les limites maximales ou minimales autorisées par rapport à la durée centrale ont été atteintes, l'échéancier de référence est recalculé avec un atux de construction égal au taux d'intérêt actuariel révisé applicable, sur la base de la durée de remboursement résiduelle du prêt, le taux de progression de l'échéance de référence restant inchangé.

A titre d'information, le taux du Livret A en vigueur à la date du 2 février 2011 est de 2%.

Les caractéristiques modifiées s'appliquent aux montants réaménagés du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt à hauteur de 8 453 325,97 €, majorés des intérêts.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier doit s'engager à en effectuer à hauteur de 75% le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 75% de l'emprunt renégocié par Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions sus énoncés ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir au contrat de compactage qui sera signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 25/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## HERAULT HABITAT

**Réaménagement de 2 prêts pour un montant total de 102 623,04 €**

**Prêt compacté n° 22**

**Garantie de la Ville**

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Hérault Habitat, Office public de l'Habitat du Département de l'Hérault, a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de 2 prêts, initialement garantis par la Ville de Montpellier.

Ces prêts sont référencés sous les numéros 1023952 et 1030728 pour un capital restant dû d'un montant total de 102 623,04 €.

Pour ces 2 prêts, le réaménagement consiste en leur regroupement en un seul et même contrat de prêt, prêt compacté n° 22, dont les nouvelles caractéristiques du prêt réaménagé sont indiquées dans l'annexe 1 :

Montant : 102 623,04 €

Durée (en nombre d'échéances) : 52

Périodicité : Trimestrielle

Taux d'intérêt : Taux du Livret A + 1,20%

Date 1<sup>ère</sup> échéance : 25 août 2011

Concernant ce prêt à taux révisable indexé sur la base du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Le taux de construction et le taux de progression de l'échéance de référence permettent de calculer un échancier de référence à partir duquel les échéances effectivement dues sont déduites de la manière suivante : la part d'intérêts est calculée sur la base du taux d'intérêt actuariel révisé et la part d'amortissement est calculée par différence entre la part d'intérêts et le montant de l'échéance de référence préalablement arrêté. Au cas où la part d'intérêts calculée est supérieure au montant de l'échéance de référence, la totalité des intérêts est due.

L'échéancier de référence est initialement calculé à partir du taux de construction, du taux de progression de l'échéance de référence et sur la base de la durée centrale. De manière à conserver la stabilité de l'échéancier de référence, la durée du remboursement du prêt est ajustée dans les limites précisées ci-dessus. Dès lors que les limites maximales ou minimales autorisées par rapport à la durée centrale ont été atteintes, l'échéancier de référence est recalculé avec un atux de construction égal au taux d'intérêt actuariel révisé applicable, sur la base de la durée de remboursement résiduelle du prêt, le taux de progression de l'échéance de référence restant inchangé.

A titre d'information, le taux du Livret A en vigueur à la date du 2 février 2011 est de 2%.

Les caractéristiques modifiées s'appliquent aux montants réaménagés du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt à hauteur de 102 623,04 €, majorés des intérêts.


Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier doit s'engager à en effectuer à hauteur de 25% le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt renégocié par Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions sus énoncés ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir au contrat de compactage qui sera signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 25/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Réaffectation et attribution de subventions

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et partenaires dont l'activité constitue un élément fondamental du vivre ensemble à Montpellier.

### 1) Réaffectation de subvention :

Il est proposé au Conseil Municipal de réaffecter la subvention d'investissement à l'association Amis de l'Orgue des Saint François pour un montant de 10 817,33 €.

Code	Association	Montant	LDC	Chapitre	Nature
444	Amis de l'orgue des Saints François	10 817,33 €	13177	900	2042

### 2) Attribution de subvention :

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg pour un montant de 45 000 €.

Code	Association	Montant	LDC	Chapitre	Nature
5072	Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg	45 000 €	1350	920	6574

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :



- D'autoriser la réaffectation de la subvention à l'association Amis de l'orgue des Saints François telle que définie ci-dessus ;
- De décider l'affectation de subvention à l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention le cas échéant ;
- De prélever les dépenses sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signet tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 25/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier – Modification des tarifs des Maisons pour Tous

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Il est proposé au Conseil Municipal de modifier les tarifs des Maisons pour Tous afin de permettre une meilleure lisibilité pour les adhérents, ainsi qu'une plus grande transparence et l'assurance de l'égalité de traitement. Ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011.

### 1. La carte d'abonnement aux Maisons Pour Tous

Il est proposé au Conseil Municipal de maintenir une différenciation tarifaire entre les habitants de Montpellier et hors Montpellier. Cette différenciation sera appliquée sur le coût de la carte d'abonnement et non plus sur les cotisations annuelles d'activités.

Pour les montpelliérains, le coût de la carte d'abonnement est de 7 € par adulte et 3,50 € par enfant de moins de 16 ans.

Pour les habitants hors Montpellier, le coût de la carte d'abonnement sera de 10 € par adulte et 5 € par enfant de moins de 16 ans.

Outre l'accès à de nombreuses activités, cette carte d'abonnement permet de bénéficier à titre gracieux de certaines animations, d'un accès gratuit Internet 2 heures par semaine dans le cadre du Projet EPI, de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits au théâtre Gérard Philipe.

L'ensemble des tarifs est repris dans le tableau joint en annexe.

### 2. Le tarif fourniture :

Le tarif de participation aux fournitures des adhérents est supprimé. Il sera désormais pris en charge soit par l'association soit par la Maison pour Tous.

### 3. La tarification des locations de salle

- **Salles des Maisons pour Tous, Théâtre Gérard Philipe & Maison de la Démocratie :**

Les Maisons pour Tous proposent des mises à disposition de leurs salles pour des activités régulières ou ponctuelles à des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements.

Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

- **La tarification par tranche horaire des salles pour activités régulières :**

Il est proposé au Conseil Municipal d'appliquer cinq tranches horaires pour les activités régulières des salles des Maisons pour Tous :

- **1h**
- **1h30**
- **2h**
- **½ journée**
- **1 journée (uniquement pour plus de 30 personnes)**

Il est à noter la suppression de la tranche horaire inadaptée de 1h15.

Un tarif croissant sera appliqué à l'intérieur de chacune des tranches horaires en fonction du nombre de personnes participants aux activités.

Des tarifs horaires de location de salle à la ½ journée en fonction du nombre de personnes se substituent aux tarifs horaires de location de salle supérieurs à 3 heures qui étaient inadaptés.

L'ensemble des tarifs est repris dans le tableau joint en annexe.

- **La tarification des salles pour activités ponctuelles :**

Il est proposé au Conseil Municipal d'appliquer une tarification par durée de location des salles sans différenciation tarifaire pour les habitants de Montpellier et hors Montpellier : à la demi-journée, à la journée ou au week-end en fonction du nombre de personnes.

L'ensemble des tarifs est repris dans le tableau joint en annexe.

- **La tarification pour le Théâtre Gérard Philipe :**

L'ensemble des tarifs est repris dans le tableau joint en annexe.

A noter qu'il sera appliqué une réduction de 25% sur le tarif pour représentation à partir du deuxième soir de 90 € à compter du 6<sup>ème</sup> soir de représentation au Théâtre Gérard Philipe.

Les montants des cautions de location, de 150 € pour les salles, de 450 € pour le Théâtre Gérard Philipe, demeurent inchangés tout comme les tarifs détaillés en annexe.

- **Salle polyvalente Albert Camus :**

Les associations logées à la Maison des Rapatriés bénéficient de tarifs particuliers pour la mise à disposition de la salle polyvalente Albert Camus.

Le montant de la caution de 150 € reste inchangé tout comme les tarifs détaillés en annexe.

- **Studio d'enregistrement :**

Le studio est également loué à la journée ou à l'heure (tarifs annexés à la présente délibération).

#### **4. Tarification des activités collectives forfait horaire abonnés pour 30 séances par année scolaire:**

- **La tarification « abonnés » :**

Il est proposé au Conseil Municipal une simplification de la tarification des activités, avec un tarif initial d'une heure à 135 € et une tranche supplémentaire d'une demi-heure à 40 €.

Selon la date d'inscription, une dégressivité proportionnelle sur la base de 10 mois d'activité sera proposée aux adhérents.

- **La tarification sociale :**

Il est proposé au Conseil Municipal deux types de tarification sociale :

- ✓ **Un demi-tarif** est appliqué sur les tarifs de participations aux activités (hors stages, cours particuliers) **pour les étudiants ; pour les personnes bénéficiaires des allocations** suivantes : d'insertion, de solidarité spécifique, supplémentaire de retraite (ex-FNS), adulte handicapé, parent isolé, revenu minimum d'insertion, ainsi qu'aux adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle) – et **pour les personnes handicapées ou invalides** sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum.
- ✓ **Un tarif famille nombreuse** correspondant à une réduction de 30% pour les enfants des familles de 3 enfants, 40% pour les enfants des familles de 4 enfants et 50% pour les enfants des familles de 5 enfants et plus.

En cas d'inscription en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à fin octobre et une cotisation calculée au prorata temporis, à partir de novembre, des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.

- **La tarification comités d'entreprises**

- ✓ **Une réduction de 11% est appliquée aux comités d'entreprises** : un tarif réduit sera appliqué aux comités d'entreprises.

**5. Cours particuliers :**

Les cours particuliers seront au même tarif, qu'ils comprennent du solfège ou non.

Par contre, il n'est plus dispensé d'atelier de perfectionnement. Les Maisons pour Tous ayant pour mission la découverte des activités.

**6. Soirées et animations :**

Les tarifs des soirées et animations sont fixés en fonction d'un classement (catégories A à F) déterminé par le prix et le lieu de la prestation.

L'ensemble des tarifs demeurent inchangés comme détaillés en annexe.

**7. Stages :**

Les tarifs des stages sont fixés en fonction d'un classement (catégories H à K) déterminé par le coût du stage. Ils demeurent inchangés comme détaillés en annexe.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter les tarifs présentés en annexe,
- de préciser qu'ils seront applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2011,

d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le :**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

**Absents :**

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

### Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault - "MDA 34" Emprunt de 915 100 € réalisés auprès du Crédit Coopératif Garantie de la Ville

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Dans le cadre du financement de l'acquisition de ses futurs locaux le Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault « MDA 34 » souhaite contracter un emprunt auprès du Crédit Coopératif.

MDA 34 est un lieu d'accueil, d'écoute, de soutien et de prévention dont la mission est d'informer, conseiller, accompagner et orienter les adolescents, leurs familles et les acteurs au contact des jeunes.

Le projet d'investissement concernant MDA 34 consiste en l'acquisition de locaux, situés au 9 rue de la République à Montpellier.

Pour financer cet investissement, dont le coût total du projet est de 1 564 408 € comprenant l'acquisition des locaux (frais d'agence et de notaire inclus), les aménagements et les équipements mobiliers, MDA 34 souhaite contracter un emprunt à hauteur de 915 100 € auprès du Crédit Coopératif aux conditions suivantes :

Tranche 1 : Acquisition de locaux :

Montant :	729 000 €
Durée :	20 ans
Taux fixe :	4,10%

Tranche 2 : Financement d'aménagement et matériel :

Montant :	186 100 €
Durée :	15 ans
Taux fixe :	4,07%

La garantie de la Ville pour cet emprunt doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque que motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier doit s'engager à en effectuer à hauteur de 25% le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Coopératif par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt que le Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale de la Maison des Adolescents de l'Hérault - MDA 34 – va contracter auprès du Crédit Coopératif aux conditions sus énoncés ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir au contrat de prêt qui sera signé entre le Crédit Coopératif et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MASPROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## ERILIA

### Réaménagement d'un contrat de prêt pour un montant de 1 200 104,33 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations Garantie de la Ville

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

ERILIA a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières d'un emprunt initialement garanti par la Ville de Montpellier.

Pour le contrat de prêt n° 1019925, le réaménagement consiste en un reprofilage assorti de nouvelles conditions de remboursement, dont les caractéristiques sont :

Montant : 1 200 104,33 €

Durée (en nombre d'échéances) : 80

Périodicité : Trimestrielle

Taux d'intérêt : 3,81%

Date 1<sup>ère</sup> échéance : 1<sup>er</sup> septembre 2011

Les caractéristiques modifiées s'appliquent au montant réaménagé du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du contrat de prêt.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre de l'emprunt réaménagé, la Ville de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100% pour le prêt réaménagé n° 1019925 renégocié par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir à l'avenant de réaménagement qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, et à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MENDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**





Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 373

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Modification de la délibération n°2011/272 du 20 juin 2011 Attribution du lot 2 : achat de 80 imprimantes réseau avec contrat de maintenance de 5 à 7 ans Autorisation de signer le marché

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de 115 photocopieurs multifonctions et de 80 imprimantes réseau avec contrat de maintenance de 5 à 7 ans, ainsi que 4 traceurs couleur au format A0.

Les conclusions de l'étude de cet appel d'offres ont débouché sur la création de la délibération n°2011/272.

Suite à une erreur matérielle, il convient de réexaminer les offres du lot n° 2 avant attribution.

Cet appel d'offres ouvert n° OH04 7011 est passé en application des articles 33 3<sup>al.</sup> et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commandes sans minimum ni maximum.

Le marché est conclu :

- pour la partie acquisition, pour une durée initiale allant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il pourra être expressément et annuellement reconduit 3 fois et la date de fin d'exécution ne pourra excéder le 31/12/2014.
- pour la partie maintenance, un contrat « flotte » de maintenance portant sur une durée initiale de 5 ans sera établi à partir de la mise en service de la première machine. Chaque machine supplémentaire sera intégrée au contrat flotte à compter de sa date de mise en service pour une durée de 5 ans minimum également.

Conformément à l'article 77 alinéa 2 du Code des Marchés Publics, la maintenance des machines pourra être étendue à 7 ans maximum en fonction du degré d'usure constaté de chaque machine.

Lot	Désignation du lot	Montant estimé H.T
2	80 Imprimantes réseau	300 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres du 12 juillet 2011 a attribué ce marché à la société :

- SCAN D'OC, 34470 PEROLS

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : investissement nature 205 et 2188 et fonctionnement nature 6156 tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 374

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel d'éclairage public, mats de type TECHNILUM. Autorisation de signer le marché

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de mats de type TECHNILUM pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 1H177010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période de un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois.

Le marché est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum de 140 000 € HT.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue
- le prix des prestations

La commission d'appel d'offres du 05 juillet 2011 a attribué ce marché à la société :


- TECHNILUM, 34500 BEZIERS

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire  
  
Hélène MANDROUX  
(Hérault)

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Marchés négociés sans mise en concurrence - Annonces légales et réglementaires

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

La réglementation en vigueur oblige la Ville à faire paraître des annonces légales et réglementaires.

Pour ce faire, la Ville souhaite passer de nouveaux marchés avec :

1. la société Midi média Pub (Midi Libre), N° de marché 1H291260
2. l'hebdomadaire la Gazette, N° de marché 1H321260
3. la Seilpca (l'Hérault du Jour.) N° de marché 1H301260
4. la Gazette économique et culturelle N° de marché 1H311260

Il s'agit de marchés négociés sans mise en concurrence et sans publicité préalable conformément à l'article 35 II 8<sup>ème</sup> du code des marchés publics. Il convient de noter que ces quatre supports sont inclus dans l'arrêté 2010/01/3674, en date du 23 décembre 2010, fixant la liste des journaux habilités à insérer les annonces judiciaires et légales pour l'année 2011 ainsi que les tarifs de ces annonces.

La Commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 5 juillet 2011 a attribué les marchés aux sociétés précitées. Le montant minimum H.T. est de 25 000 Euros avec un montant maximum H.T. de 100 000 Euros pour chacune des sociétés : Midi média –Midi Libre, la Société anonyme des Gazettes associées, Seilpca (l' Hérault du jour) et la Gazette économique et culturelle à compter de la notification desdits marchés. Ces marchés pourront être reconduits 3 fois.


Le montant de la dépense sera prélevé sur les crédits du budget 2011 de la Ville de chacun des services chargés des annonces.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la procédure de ces quatre marchés négociés sans mise en concurrence et sans publicité préalable conformément à l'article 35 II 8<sup>ème</sup> du code des Marchés Publics.
- de décider que les marchés seront conclus pour des opérations à effectuer en 2011 ;
- de prélever le montant des dépenses sur les crédits du budget 2011 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène ANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOUI, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## · Avenant au contrat de maintenance du progiciel de gestion financière

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération n°10 du Conseil Municipal du 13 juin 2004, la Ville de Montpellier a attribué à la société GFI le marché d'acquisition d'un progiciel de gestion financière et Comptable « Astre ».

Le marché comportait deux lots, le lot 1 pour l'acquisition et le lot 2 pour la maintenance d'une durée de 5 ans.

Le contrat de maintenance ayant été signé suite à la Vérification de Service Régulier, soit le 1<sup>er</sup> septembre 2006, le terme du contrat de suivi progiciel (maintenance) arrive à échéance le 31 août 2011.

Dans l'objectif de simplifier le suivi budgétaire et technique du contrat de maintenance, il est proposé de débiter le futur contrat de maintenance au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et de le caler sur l'année civile.

Ainsi, il vous est proposé de prolonger ce contrat pour une durée de 4 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2011.

### Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Approuver la signature d'un avenant au contrat de maintenance passé avec la société GFI pour le logiciel de gestion financière et comptable « Astre »,

- Autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 26/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## CARTE PROFESSIONNELLE MODALITES D'UTILISATION

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

La carte professionnelle est un moyen de paiement efficace, pratique et simple, dont la mise en place, au sein de la Ville de Montpellier, a été autorisée par la délibération n° 137 du Conseil Municipal du 30 mars 2009.

La carte professionnelle est une carte à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels strictement définis et dans la limite des seuils fixés par la réglementation. Aucune dépense à caractère personnel ne pourra être payée avec cette carte.

Grâce à ce mode de paiement, la Ville de Montpellier gère les frais professionnels des titulaires de cette carte en évitant les avances de fonds par un débit différé et peut suivre, au vu de relevés périodiques, l'intégralité de leurs dépenses.

La BNP PARIBAS a été retenue comme prestataire pour l'attribution de la carte professionnelle par Décision n°204 du 04/05/2009. Cette Décision précisait également les modalités d'utilisation de la carte professionnelle.

La Délibération du Conseil Municipal n°573 du 13/12/2010 relative aux modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées, conduit la Ville de Montpellier à actualiser le règlement d'utilisation de la carte professionnelle.

Il est proposé de valider le règlement d'utilisation de la carte professionnelle comme suit :

### 1 : Définition de la carte professionnelle BNP PARIBAS

La carte professionnelle est une carte de paiement :

- Nominative : elle est établie au nom du bénéficiaire avec la mention « Ville de Montpellier ». Elle est personnelle et ne doit être confiée à personne.



- Adossée sur le compte bancaire personnel du bénéficiaire: en cas de changement de banque, le bénéficiaire doit impérativement en informer la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion et lui envoyer son nouveau RIB
- Destinée aux règlements des frais professionnels strictement définis (cf.3) : la Ville de Montpellier n'est pas solidaire d'une éventuelle utilisation abusive de la carte. De ce fait, si le bénéficiaire est amené à réaliser des dépenses non autorisées ou s'il ne peut pas justifier ses dépenses, il ne sera pas remboursé et son compte bancaire personnel sera automatiquement débité des sommes correspondantes.

La Ville se réserve la possibilité de retirer la carte en cas d'usage dans des conditions non prévues dans la présente délibération.

## **2 : Fonctionnement de la carte professionnelle**

### Débit différé :

La collectivité bénéficie de 60 jours à partir de l'arrêté mensuel des comptes pour rembourser l'utilisateur de la carte professionnelle; ainsi, lorsque la dépense professionnelle sera débitée sur le compte personnel de l'utilisateur de la carte, la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion aura déjà émis les mandats et la trésorerie municipale les aura déjà virés sur le compte.

### Suivi des dépenses :

La BNP Paribas envoie tous les mois à l'utilisateur, ainsi qu'à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, un relevé d'opérations sur support papier.

S'ajoute à ce relevé la possibilité pour l'utilisateur de la carte professionnelle et pour la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion de suivre les dépenses par internet.

### Retrait d'espèces au guichet :

L'utilisateur de la carte professionnelle a la possibilité de retirer de l'argent aux distributeurs de la BNP Paribas ou agréés, dans la limite de 500 euros maximum par mois. Le montant des retraits est débité immédiatement sur le compte personnel et le remboursement par la collectivité ne pourra se faire qu'au vu des justificatifs des dépenses.

Cela est valable aussi pour les retraits à l'étranger car la carte professionnelle est une carte internationale.

### Frais relatifs à la carte professionnelle :

En cas de retraits dans une banque non agréée, les frais bancaires seront à la charge de l'utilisateur. La cotisation annuelle et les frais de gestion sont à la charge de la collectivité.

## **3 : Nature des dépenses autorisées par la carte professionnelle**

La carte doit être utilisée pour payer des dépenses à caractère exclusivement professionnel dans l'intérêt des affaires de la commune.

Seules les dépenses énumérées ci-dessous feront l'objet d'un remboursement :

- Frais de restauration, de déplacement (train, avion, taxis, transports en commun) et d'hébergement liés à des colloques, formations ou manifestations professionnelles.

Pour les élus : les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront au réel sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement.

Pour le Directeur de Cabinet, le Chef de Cabinet et le Directeur Général des Services : les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront sur la base forfaitaire réglementaire.

- Frais de représentation remboursés au réel dans la limite de 150 euros par utilisation et entrant dans une des 3 catégories suivantes :

- Achats d'ouvrages,

- Inscription à des colloques, séminaires, visites et autres manifestations culturelles et sportives,
- Cadeaux protocolaires (avec mention du destinataire et de la date de remise à justifier pour remboursement)

- Repas avec des interlocuteurs professionnels remboursés au réel (joindre obligatoirement la liste nominative des invités ainsi que leurs fonctions pour remboursement)

- Retrait d'espèces pour les 3 types de dépenses énumérées ci-dessus (le remboursement de ces retraits se fait sur la base de justificatifs identiques à ceux demandés pour les dépenses autorisées pour la carte professionnelle).

Les dépenses par le biais<sup>3</sup> de la carte professionnelle sont autorisées dans la limite de 500 euros par utilisation, à l'exception des frais de représentation limités à 150 euros par utilisation.

Les retraits d'espèces sont limités à 500 euros par mois.

#### **4 : Modalité de remboursement**

L'utilisateur de la carte professionnelle doit faire parvenir à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion un bordereau mensuel récapitulatif dûment rempli et signé accompagné de toutes les factures, la première semaine du mois suivant. (Ex : le bordereau récapitulatif des dépenses du mois N doit parvenir à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion la première semaine du mois N+1)

Seules les dépenses prévues (cf. article 3) et justifiées par une facture feront l'objet d'un remboursement.

Les facturettes des terminaux de paiement et les relevés bancaires ne sont pas recevables en tant que pièces justificatives.

#### **5 : Destinataires de la carte professionnelle BNP PARIBAS**

5 cartes professionnelles sont attribuées au sein de la Ville de Montpellier.

Sont destinataires de la carte professionnelle :

- Le Maire de la Ville de Montpellier
- Le Premier Adjoint au Maire
- Le Chef de Cabinet
- Le Directeur de Cabinet
- Le Directeur Général des Services

#### **Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Approuver le règlement actualisé d'utilisation de la carte professionnelle.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
(Maire)

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / Vinci Park - Parc de stationnement Foch-Préfecture

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 19 avril 1971, la Ville de Montpellier a confié à la société GTM (Grands travaux de Marseille) devenue Vinci Park la construction et l'exploitation du parc de stationnement Foch Préfecture situé sous la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parc sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 1981, la Ville de Montpellier a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux fleurs situé sous la place Aristide Briand en extension du parking Foch Préfecture auquel il sera relié par un tunnel pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parking sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 14/12/2013.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », Vinci Park a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Foch Préfecture - Marché aux fleurs présente une capacité globale de 685 places réparties sur 2 x 5 niveaux (426 places sous la place des Martyrs de la Résistance et 259 places sous la place du Marché aux fleurs). Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 394 places publiques dont 9 pour personnes à mobilité réduite et 291 places privées. Il est ouvert 24h/24 et 7 jours/7 avec une présence en personnel permanente.

- Fréquentation et recettes

- En 2010, le nombre de clients horaire a baissé de 9,83% par rapport à 2009, pour une recette annuelle de 1551.4K€ HT (-4,3% par rapport à 2009).
- La fréquentation des abonnés a chuté de 10,4% par rapport à 2009, pour une recette annuelle abonnements de 358.5K€ HT (-7,8% par rapport à 2009).

- Tarification

PARKING FOCH-PREFECTURE						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
01h00	2,10 €	2,10 €	2,10 €	2,20 €	2,20 €	2,20 €
02h00	3,90 €	4,00 €	4,20 €	4,40 €	4,50 €	4,50 €
Abonnement trimestriel	375,00 €	390,00 €	405,00 €	420,00 €	430,00 €	440,00 €

Du 01/01/2010 au 30/06/2010				
Tarifs horaires			Forfaits de passage	
	07h-22h	22h-07h		
30 minutes	1,20 €		A partir de 3 jours	35,00 €
01h00	2,20 €	1,20 €		
02h00	4,50 €	2,40 €	Jours supplémentaires	9,50 €
03h00	6,30 €	3,80 €	Cartes à décompte	
04h00	8,50 €	4,30 €	Valeur d'utilisation + 10 % du prix d'achat	
05h00	9,00 €	4,80 €	Minimum*	20,00 €
06h00	9,50 €	5,20 €	* Valeur d'utilisation : 22 €	
07h00	10,00 €	5,70 €	Abonnements Longue Durée	
08h00	11,00 €	6,00 €	Abonnement Voiture 24h/24	
09h00	11,50 €	6,10 €	Mois	155,00 €
10h00	12,00 €			
11h00	12,50 €		Trimestre	430,00 €
12h00	13,00 €			
13h00	13,50 €		Année	1 630,00 €
14h00	13,50 €		Abonnement Voiture 24h/24 P.M.A.	
15h00	13,50 €		Prélèvement automatique	
24h00	18,00 €		Année	1 630,00 €
Ticket perdu / jour	18,00 €		Prélèvement mensuel	135,83 €

**Du 01/07/2010 au 31/12/2010**

Tarifs horaires			Forfaits de passage	
	07h-22h	22h-07h		
30 minutes	1,20 €		A partir de 3 jours	35,00 €
01h00	2,20 €	1,20 €	Jours supplémentaires	9,50 €
02h00	4,50 €	2,50 €	<b>Cartes à décompte</b>	
03h00	6,30 €	4,00 €	<i> Valeur d'utilisation + 10 % du prix d'achat</i>	
04h00	8,50 €	4,50 €	Minimum <sup>9</sup>	20,00 €
05h00	9,00 €	5,00 €	* Valeur d'utilisation : 22 €	
06h00	9,50 €	5,40 €	<b>Abonnements Longue Durée</b>	
07h00	10,00 €	5,70 €	<b>Abonnement Voiture 24h/24</b>	
08h00	11,00 €	6,00 €	Mois	158,00 €
09h00	11,50 €	6,30 €		
10h00	12,00 €		Trimestre	440,00 €
11h00	12,50 €			
12h00	13,00 €		Année	1 680,00 €
13h00	13,50 €		<b>Abonnement Voiture 24h/24 P.M.A.</b>	
14h00	13,50 €		<i>Prélèvement automatique</i>	
15h00	13,50 €		Année	1 630,00 €
24h00	18,00 €		<i>Prélèvement mensuel</i>	135,83 €
Ticket perdu / jour	18,00 €			

- Personnel et équipements

- Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 5 ETP (équivalent temps plein).
- Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, du lundi au samedi. Le dimanche, le nettoyage est réalisé en interne par le personnel en poste.

2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>2 066,2</b>	<b>1 964,4</b>	<b>-4,93%</b>
<i>Recettes horaires</i>	1 621,4	1 551,5	-4,31%
<i>Recettes abonnements et locations</i>	389,1	358,6	-7,85%
<i>Amodiations - droits</i>	34,0	34,0	0,04%
<i>Publicité</i>	18,2	18,1	-0,38%
<i>Location de surfaces commerciales</i>	1,4	1,0	-28,57%
<i>Produits des activités annexes</i>	1,9	0,9	-52,42%
Chiffre d'affaires net	2 065,9	1 964,1	-4,93%
Produits divers	0,3	0,4	22,67%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>737,3</b>	<b>786,4</b>	<b>6,66%</b>
Energie, consommables	18,4	23,6	28,32%
Entretien, maintenance et réparations (dont nettoya	84,5	78,7	-6,84%
Charges de rénovation	12,2	0,0	-100,00%
Assurances	15,1	16,1	6,80%
Honoraires et autres services extérieurs	32,8	30,4	-7,40%
Rémunération du personnel	247,4	276,5	11,76%
Autres charges du personnel	22,9	27,5	20,16%
Autres charges de fonctionnement	1,5	1,7	16,40%
Taxe professionnelle	31,6	42,1	33,21%
Taxe foncière	13,7	15,0	9,64%
Redevance due au délégant	23,7	49,4	108,51%
Charges de structure	195,3	185,6	-4,98%
Dotations amortissements et provisions	38,2	39,7	3,98%
<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>1 322,8</b>	<b>1 178,0</b>	<b>-10,95%</b>
<b>Résultat financier (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-5,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>-51,41%</b>
<b>Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>1 317,4</b>	<b>1 175,4</b>	<b>-10,78%</b>

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2009 et 2010 sont les suivants :

- Le poste « Recettes horaires » enregistre une baisse de 4,31 % par rapport à 2009. Cette est en partie induite par les travaux en cours dans la Ville qui ferment ou réduisent un certain nombre de voies ;
- Le poste « Recettes abonnements et locations » diminue de 7,85 % par rapport à 2009 pour les mêmes raisons que les recettes horaires ;
- Le poste « Energie, consommables » augmente de 28,32 % en 2010 ; ce poste évolue de l'augmentation annuelle des tarifs EDF et du fait du remplacement du réseau électrique. A cette occasion l'éclairage fut renforcé générant une consommation supérieure ;

- Le poste « honoraires et autres services extérieurs » passe de 32.8K€ à 30.4K€ en 2010. La baisse de 2.4k€ correspond à la baisse de fréquentation horaire qui génère automatiquement moins de paiement CB et donc moins de frais bancaires liés à ces transactions.

**Au 31 décembre 2010, Vinci Park enregistre un résultat positif de 1 175,4K€, soit une baisse de 10,78% par rapport à 2009.**

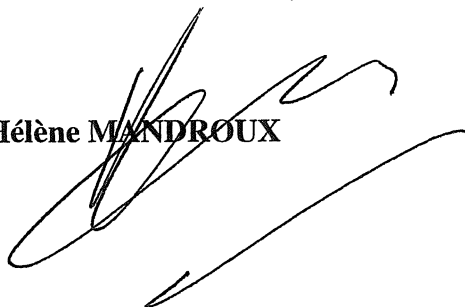
**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / Vinci Park - Parc de stationnement Peyrou-Pitot

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 21 mai 1990, la Ville de Montpellier a confié à la société SAPL (Société Auxiliaire des Parcs du Languedoc) devenue SAPM (Société Auxiliaire des Parcs Méditerranée), filiale à 100% de Vinci Park l'exploitation du parc de stationnement Peyrou Pitot situé rue du Carré du Roi à Montpellier pour une durée de 65 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31/12/2056.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », Vinci Park a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Peyrou/Pitot comprend 781 places dont 181 places privées dans le cadre d'un contrat de prestation de service spécifique, signé avec le syndic TAGERIM. Il est ouvert du lundi au samedi, de 7h à 21h. Les abonnés ont un accès au parc 7j/7j et 24h/24h.

Suite aux mesures conservatoires prises par la Ville dans le cadre du dossier de sinistre en cours, le parking a eu sa capacité réduite de 179 emplacements d'avril 2008 à juillet 2009. Depuis juillet 2009 le parc a retrouvé sa totale capacité d'accueil puisqu'une nouvelle expertise a conclu à la non dangerosité des fissures, objet de la mesure compensatoire. Le parc enregistre de ce fait une progression de sa fréquentation horaire par rapport à 2009 (ce qui n'est pas le cas de la fréquentation abonnée).

#### - Fréquentation et recettes

- En 2010, le nombre de clients horaire a augmenté de 9,9% par rapport à 2009, pour une recette annuelle de 435,7K€ TTC (+14,8% par rapport à 2009).



- o La fréquentation des abonnés a augmenté de 2,9% par rapport à 2009 pour une recette annuelle des abonnements de 418,5K€ TTC (-0,3% par rapport à 2009).

- Tarification

Abonnement

PARKING PEYROU-PITOT						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
01h00	1,30 €	1,40 €	1,40 €	1,40 €	1,40 €	1,50 €
02h00	2,70 €	2,70 €	2,80 €	2,80 €	2,90 €	3,00 €
trimestiel	334,00 €	345,00 €	360,00 €	360,00 €	365,00 €	381,00 €

Du 01/01/2010 au 30/06/2010			
Tarifs horaires		Abonnements Longue Durée	
01h00	1,40 €	Abonnement Voiture 24h/24	
02h00	2,90 €	Mois	130,00 €
03h00	4,30 €	Trimestre	365,00 €
04h00	5,70 €	Année	1 307,00 €
05h00	6,50 €	Année	1 320,00 €
06h00	7,00 €	(prélèvement automatique mensuel)	
07h00	7,90 €	NUIT (18h-08h)	
08h00	8,00 €	+ WEEK-END ET JOURS FERIES	
09h00	9,00 €	Mois	53,00 €
10h00	9,50 €	Trimestre	141,00 €
11h00	10,00 €	Année	540,00 €
12h00	10,50 €	ABONNEMENTS MOTOS 24h/24	
13h00	11,00 €	Mois	51,00 €
14h00	11,00 €		
15h00	11,00 €		
16h00	11,00 €		
24h00	11,00 €		
Ticket perdu / jour	11,00 €		

Du 01/07/2010 au 31/12/2010			
Tarifs horaires		Abonnements Longue Durée	
01h00	1,50 €	Abonnement Voiture 24h/24	
02h00	3,00 €	Mois	136,00 €
03h00	4,50 €	Trimestre	381,00 €
04h00	5,90 €	Année	1 361,00 €
05h00	6,70 €	Année	1 361,00 €
06h00	7,50 €	(prélèvement automatique mensuel)	
07h00	8,30 €	NUIT (18h-08h)	
08h00	9,00 €	+ WEEK-END ET JOURS FERIES	
09h00	9,50 €	Mois	54,50 €
10h00	10,00 €	Trimestre	145,00 €
11h00	10,50 €	Année	556,00 €
12h00	11,00 €	ABONNEMENTS MOTOS 24h/24	
13h00	11,50 €	Mois	51,00 €
14h00	12,00 €	Par prélèvement mensuel	45,00 €
15h00	12,00 €	ABONNEMENTS JOURS L/V de 7h à 21h	
16h00	12,00 €	Mois	100,00 €
24h00	12,00 €	Trimestre	252,00 €
Ticket perdu / jour	12,00 €	Par prélèvement mensuel	73,00 €
		ABONNEMENTS JOURS L/S de 6h à 21h30	
		Mois	105,00 €
		Trimestre	270,00 €
		Année	1 000,00 €

- Personnel et équipements

- Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 4 ETP (équivalent temps plein).
- Le nettoyage est effectué par un agent d'entretien interne travaillant de nuit.

## 2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>721,3</b>	<b>776,2</b>	<b>7,61%</b>
<i>Recettes horaires</i>	317,4	364,3	14,79%
<i>Recettes abonnements et locations</i>	351,0	349,9	-0,31%
<i>Amodiations - droits</i>	7,7	7,3	-4,34%
<i>Publicité</i>	2,9	3,2	9,10%
<i>Produits des activités annexes</i>	38,7	38,6	-0,14%
Chiffre d'affaires net	717,6	763,4	6,38%
Remboursement des assurances	3,7	12,8	246,54%
Produits divers	0,0	0,0	0,00%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>547,2</b>	<b>551,0</b>	<b>0,69%</b>
Energie, consommables	25,9	30,6	18,02%
Entretien, maintenance et réparations (dont nettr	50,7	55,9	10,30%
Charges de rénovation	2,5	2,2	-12,36%
Assurances	6,2	23,4	278,15%
Honoraires et autres services extérieurs	20,1	13,4	-33,21%
Rémunération du personnel	169,1	178,8	5,74%
Autres charges du personnel	20,4	2,0	-90,35%
Autres charges de fonctionnement	3,2	1,2	-63,09%
Taxe professionnelle	55,3	40,0	-27,73%
Taxe foncière	47,2	52,9	12,02%
Redevance due au délégant	0,0	0,0	0,00%
Charges de structure	62,0	66,1	6,59%
Dotations amortissements et provisions	84,5	84,6	0,09%
<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>174,1</b>	<b>225,2</b>	<b>29,35%</b>
<b>Résultat financier (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-136,3</b>	<b>-132,1</b>	<b>3,11%</b>
<b>Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>37,8</b>	<b>93,1</b>	<b>146,36%</b>

### Les postes de charges qui évoluent de façon significative entre 2009 et 2010 sont les suivants:

- L'augmentation du chiffre d'affaires net de 6,38% entre 2009 et 2010 s'explique principalement par l'augmentation des produits liés au poste « Recettes horaires » (+14,79%). Cette augmentation est due à la réouverture du parking depuis juillet 2009, une expertise ayant conclu à la non-dangereuse de fissures qui avaient fait l'objet d'une mesure conservatoire prise par la Ville.
- Le poste « Recettes abonnements » diminue de 0,31% entre 2009 et 2010, en raison des mesures conservatoires prises dans le cadre du dossier sinistre.
- Le poste « Assurances » augmente de 278,15% par rapport à 2009. Ce poste enregistre outre les primes d'assurances ; les sinistres. Cette année le paiement d'un sinistre de 7947 € justifie cet écart.
- Le poste « Honoraires et autres services extérieurs » baisse de 33,21% et le poste « Autres charges de personnel » baisse de 90,35% en 2010 ; Ces 2 postes sont à globaliser et une diminution est enregistré du fait de l'arrêt de l'obligation de maintenir 1 agent sur le parking 24h/24 dans le cadre du règlement par les experts du sinistre concernant la structure du parking.

Au 31 décembre 2010, Vinci Parc enregistre un résultat positif de 1175, 4 K€, soit une baisse de 10,18% par rapport à 2009.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / SERM - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) la réalisation et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Antigone et du Polygone à Montpellier pour une durée de 30 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », la SERM a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

#### - Ventes d'énergies

- En 2010, les ventes de chaleur sont à la hausse de 18% (86 800 contre 73 529 MWh en 2009) reflétant surtout la rigueur hivernale : Degrés Jour Unifiés (DJU) en hausse de 20% en 2010 par rapport à 2009. Par ailleurs, quelques raccordements (+2%) ont permis de contribuer modestement à l'augmentation des ventes.
- Les ventes de froid baissent de 12% (36 963 contre 37 300 Mth en 2009). Cette baisse s'explique par un été légèrement moins chaud en 2010.
- L'année 2010 est marquée par une hausse de 3.25% des ventes d'électricité à EDF (34 614 contre 33 419 MW en 2009), traduisant une très bonne disponibilité des moteurs de cogénération.

#### - Réseaux de distribution

L'exploitation des réseaux porte sur l'entretien des organes singuliers (vannes d'isolement, de purge, de vidange...). Cette prestation s'accompagne des recherches de fuites que l'on rencontre sur les réseaux du secteur Antigone/Polygone liées essentiellement à des défauts d'isolation extérieure à l'origine de phénomènes de corrosion ou à des problèmes de mise en œuvre.

Il faut noter que l'excellent état interne des canalisations constaté cette année encore à chaque intervention prouve l'absence de corrosion chimique malgré un taux de fuite relativement important. La cartographie complète des réseaux du RMCF initiée en 2006 permet de mieux appréhender les fuites en corrélant plusieurs paramètres comme leur typologie et leur localisation. Cette tâche de fond va permettre de mettre en place un programme d'entretien préventif des réseaux.

- Investissements – Travaux neufs

L'année 2010 est notamment marquée par le lancement effectif de l'opération des Grisettes et des travaux de réseau dans le quartier Port Marianne : traduction concrète des projets de développement du réseau urbain axés sur les énergies renouvelables actés par la Ville de Montpellier fin 2007.

- Quartier des Grisettes : cette opération est basée sur la valorisation de la chaleur produite à partir du biogaz issu de l'usine de méthanisation Amétyst proche. Elle permettra le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire des logements et bureaux de la ZAC.
- Quartier Port Marianne : étude de nouvelle chaufferie biomasse qui alimentera l'ensemble du quartier Port Marianne. Mise en service prévue fin 2012. Par ailleurs, les travaux d'extension de réseaux continuent.

- Gros entretien et renouvellement des équipements

En 2010, 1362 K€ ont été consacrés au gros entretien (1201 K€ en 2009).

- Tarifs

- Le prix moyen TTC de la chaleur a baissé de -3.2% en 2010 par rapport à 2009 du fait d'une augmentation de la part proportionnelle liée à la consommation (cf. rigueur de l'hiver).
- Pour le Froid, le prix moyen augmente de 11.9% entre 2009 et 2010 ; les nouveaux raccordements d'Odysseum ayant optés pour le tarif MF2.

- Effectif

L'équipe de la SERM est composée de 9 ETP (équivalent temps plein) : 1 directeur, 1 assistante de direction, 1 responsable de travaux, 1 responsable d'exploitation, 1 chargé d'études et travaux, 1 ingénieur d'exploitation, 1 chargé d'études et 2 secrétaires-assistantes.

- Qualité et performance du service

- Qualité du service :

Comme les années précédentes, l'ensemble des appels et problèmes des abonnés en 2009 ont été recensés auprès des prestataires techniques et complétés par les informations collectées par la SERM dans son système de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).

En 2010, 58 incidents ont déclenché des plaintes des abonnés (56 en 2009).

- Indicateurs de performance :

La charte des services publics signée en 2002 par l'Association des Maires de France, l'Association des Régions de France et l'Assemblée des Départements de France définit les grands principes et objectifs à mettre en œuvre pour la bonne gestion des services publics.

Des indicateurs de performance des services publics locaux ont été définis au niveau national par l'Observatoire des services publics locaux et mis en place comme outils d'aide à la décision. On peut citer

entre autres le taux d'interruption pondéré du service, les émissions de CO2 en kg/MWh entrantes, les consommations d'eau, le prix moyen de l'énergie en € TTC/MWh... alimentant une banque de données nationales, ces indicateurs permettront une comparaison avec les autres partenaires.

- Communication

Dès 2001, à la demande de la Ville de Montpellier, une démarche de communication visant le grand public, les usagers et les professionnels a été mise en place et s'est concrétisée en 2009 par des visites d'installations à la demande des professionnels, d'établissements scolaires ou d'associations. Ces actions s'ajoutent à des outils déjà mis en place tels que le système d'information par télécopie pour avertir plus rapidement les abonnés lors de l'interruption du service pour entretien et/ou réparation.

**2) Compte de résultat de la DSP**

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>12 280</b>	<b>14 108,4</b>	<b>14,89%</b>
Vente chauffage	5 028	5 718	13,73%
Vente réfrigération	2 249	2 487	10,60%
Vente EDF	3 978	4 308	8,31%
Vente hors concession	278	304	9,27%
Autres produits	126	527	316,46%
Reprise amortissements et provisions	621	764	22,98%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>12 202</b>	<b>13 505</b>	<b>10,68%</b>
Achats d'énergies	6 042	5 630	-6,83%
Contrat d'exploitation	1 518	1 740	14,64%
Sous-traitance	13	5	-64,92%
Crédit-bail	0	0	0,00%
Entretien et réparation	793	2 194	176,77%
Assurances	110	99	-10,37%
Autres services extérieurs et charges de la gestion	83	70	-15,51%
Impôts et taxes	198	177	-10,43%
Frais de personnel	682	622	-8,68%
Charges de structure	241	235	-2,65%
Redevance due au concédant	188	217	15,47%
Dotations aux amortissements et provisions	2 334	2 517	7,81%
<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>78</b>	<b>603</b>	<b>674,49%</b>
<b>Résultat financier (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-495</b>	<b>-1 025</b>	<b>-106,81%</b>
Produits financiers	12	9	-27,30%
Charges financières (intérêts sur emprunts)	508	1 034	103,56%
<b>Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>1 068</b>	<b>1 158</b>	<b>8,44%</b>
Produits exceptionnels	2 120	1 253	-40,88%
Charges exceptionnelles	1 052	96	-90,91%
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>650</b>	<b>736</b>	<b>13,23%</b>

**Les principaux postes qui évoluent entre 2009 et 2010 sont les suivants :**

- Le poste « autres produits » passe de 126K€ en 2009 à 527K€ en 2010, ce qui s'explique par la perception d'une indemnité versée par un sous-traitant correspondant à des travaux qu'il devait réaliser mais n'a pas réalisés, pour un montant de 391 k€.
- Le poste « reprise amortissements et provisions » passe de 621K€ en 2009 à 724K€ en 2010. Un travail important sur la méthodologie à appliquer pour les PGE de la DSP a été mené, les reprises ne sont plus strictement égales aux dépenses de gros entretien. Elles sont désormais égales aux provisions identifiées correspondants à la dépense, prise au cours des exercices précédents.
- Le poste « entretien et réparations » augmente de 793K€ en 2009 à 2 194K€ en 2010. Sur l'exercice 2010, la méthodologie de comptabilisation des dépenses sur les équipements des réseaux et des centrales

a été affinée, et un nouveau programme préventif de remplacement des conduites des réseaux existants a été mis en place. Dans les comptes, cela se traduit en 2010 par :

- **779 k€** de travaux sur les réseaux de chaleur d'Antigone ont été reclassés du poste Immobilisations en poste de Charges. Ces travaux de gros entretien à la charge du concessionnaire ont été sortis de la VNC et des amortissements de la concession ;
  - **434 k€** d'entretien et réparation courant ;
  - **978 k€** de travaux PGE sur l'année 2010 ;
  - Soit des charges d'entretien en 2010 de **2 194 k€** contre 793 k€ en 2009.
- **Le poste « charges financières » passe de 508K€ à 1 034K€ en 2010.** Un des emprunts en cours a été renégocié et un swap taux variable contre taux fixe permettra de bénéficier d'un taux d'intérêt plus faible sur la durée restante de l'emprunt, en échange du paiement d'une indemnité de renégociation de 530 K€.
- **Le poste « produits exceptionnels » passe de 2 120K€ à 1 253K€ en 2010**
- **Subventions : 186 k€ en 2010**, contre 339 k€ en 2009, l'écart provient d'une somme versée en 2009 par un sous-traitant permettant à la SERM de financer partiellement la remise en état d'équipements relatifs à la nouvelle centrale de cogénération, qui avait donc été assimilée comptablement à une subvention d'équipement.
  - **Droits de raccordement pour 639 k€** (contre 1 362 k€ en 2009) sur les opérations de Parc Marianne, Jacques Cœur, Hippocrate et les Grisettes.
- **Le poste « charges exceptionnelles » passe de 1 052K€ à 96K€ en 2010.** En 2010, on constate le solde de l'amortissement dérogatoire de la centrale d'Antigone pour 1/12, le reste ayant été passé en 2009, ce qui explique le faible montant 2010 de dotation aux amortissements exceptionnels (**96 k€** contre 1 052 k€ en 2009).
- **Le résultat d'exploitation s'élève à 603K€ en 2010, contre 78K€ en 2009**, soit une hausse de 674,49% due à de meilleures ventes d'énergie et à des économies faites sur les achats de gaz (mise en place d'un contrat d'achat de gaz à terme sur la période de décembre 2009 à novembre 2011).

**Le résultat net avant impôt s'élève à 736K€ en 2010, contre 650K€ en 2009.**

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / TAM - Parc de stationnement Gambetta

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta situé boulevard Gambetta à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2029.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TaM a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Gambetta présente une capacité globale de 482 places (472 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7.

Il est normalement accessible par 3 entrées (Chanzy, St Denis, Plan Cabanes) et il existe 2 possibilités de sorties (St Denis et Plan Cabanes), mais avec le chantier du tramway il ne reste que 2 entrées possibles (Entrée Chanzy et Entrée Saint Denis).

#### - Fréquentation et recettes

En 2010, le nombre de clients horaire est en baisse de 31,3% par rapport à 2009, pour une recette annuelle de 560,3K€ HT, soit -23,5% par rapport à 2009 (-171 865 euros). Ce résultat est induit par les travaux de la ligne 3 du tramway sur le cours Gambetta. Le parking Gambetta a ainsi enregistré des reculs de fréquentation record. La fréquentation a même enregistré



un retrait de -54% sur le parking pour le seul mois de novembre 2010 (données comparées avec le même mois de l'année précédente).

Le nombre d'abonnés a augmenté de 8,7% par rapport à 2009, pour une recette annuelle de 359,1K€ HT, soit +8,6% par rapport à 2009.

Au cumul, les recettes (horaire + abonnés) s'élèvent à 919,2K€ HT, soit une baisse de 144,9K€ correspondant à une baisse de 13,6% par rapport à 2009.

- Répartition des formules d'abonnements

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 60% sont des formules « résidant », 35% des « travail » et 4% sont des forfaits « Grand Cœur ».

- Tarification

Seul le tarif Grand Cœur avait été révisé, et ce, afin de compenser l'augmentation de la part de l'abonnement transport.

Horaires "jour"	août-09	août-10	Variation %
01h00	1,80 €	1,90 €	5,6%
01h30	2,90 €	3,00 €	3,4%
02h00	3,40 €	3,50 €	2,9%
02h30	4,50 €	4,60 €	2,2%
03h00	4,90 €	5,00 €	2,0%
03h30	6,00 €	6,10 €	1,7%
04h00	6,90 €	7,00 €	1,4%
05h00	7,50 €	7,60 €	1,3%
06h00	8,10 €	8,30 €	2,5%
07h00	8,70 €	8,90 €	2,3%
08h00	9,20 €	9,40 €	2,2%
09h00	9,70 €	9,90 €	2,1%
10h00	10,30 €	10,50 €	1,9%
11h00	10,80 €	11,00 €	1,9%
12h00	11,30 €	11,50 €	1,8%
13h00	12,30 €	12,50 €	1,6%
14h00	12,90 €	13,10 €	1,6%
15h00 à 24h00	13,00 €	13,30 €	2,3%
Plafond 24h00	13,50 €	13,80 €	2,2%
	0,90 €	0,50 €	-25,0%

Abonnement Mensuel	août-09	août-10	Variation %
Permanent Résident	75 €	75 €	0,0%
Nuit Résident + dimanche et JF	40 €	40 €	0,0%
Forfait Grand Cœur	92 €	94 €	2,2%
Permanent Travail	115 €	115 €	0,0%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 7,6 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

## 2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 113,2</b>	<b>1 021,3</b>	<b>-8,26%</b>
Recettes Parcs	1 064,2	919,2	-13,63%
<i>Recettes Horaires</i>	733,4	560,1	-23,63%
<i>Recettes Abonnés</i>	330,8	359,1	8,56%
Redevances Publicitaires	7,6	7,6	0,00%
Autres recettes	1,9	1,3	-31,58%
Autres produits d'exploitation	0,3	56,9	18866,67%
Produits exceptionnel	0,0	3,0	
Transferts de charges d'exploitation	0,9	7,4	722,22%
Reprise sur amortissement et provision	38,2	25,8	-32,46%
<b>TOTAL DES CHARGES FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 117,7</b>	<b>1 009,4</b>	<b>-9,69%</b>
Salaires et traitements	196,5	167,3	-14,86%
Achats externes	51,1	40,7	-20,35%
Services extérieurs	106,7	74,0	0,00%
Charges externes	164,9	166,0	0,67%
Autres Charges	0,0	2,4	
Impôts et taxes	85,2	81,0	-4,93%
Dotations provisions amortissements	468,9	463,0	-1,26%
Charges exceptionnelles	44,5	15,1	-66,07%
<b>REDEVANCE</b>	<b>0,2</b>	<b>11,9</b>	<b>5850,00%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-4,7</b>	<b>0,0</b>	

### Les postes qui évoluent de façon significative entre 2009 et 2010 sont les suivants :

- Le poste « Recettes horaires » montre une diminution de 23,63% par rapport à 2009, s'expliquant par les travaux de la ligne 3 du tramway sur le Cours Gambetta;
- Le poste « Autres produits d'exploitation » passe de 0,3K€ à 56,9K€ entre 2009 et 2010 dont 17.1K€ qui correspondent à l'annulation d'une facture jamais parvenue et 39.8K€ qui correspondent à l'indemnisation pour les pertes de recettes engendrées par les travaux de la ligne 3 du tramway.
- Le poste « Reprise sur amortissement et provision » augmente de 32,5% en 2010; Dans le cadre d'un litige une indemnisation avait été prévue, la provision a été annulée en 2010,
- Le poste « Services extérieurs » diminue de 30,65% en 2010. Ce recul s'explique par un chiffre 2009 très élevé du fait de dédommagements pris en charges par la TaM, suite à la rupture d'un trappon d'eau qui avait provoqué une montée du niveau d'eau dans la partie basse du parking au mois de septembre ;
- Le poste « Achats externes » enregistre une baisse de 20,35% en 2010 due à la forte consommation d'eau en

2009 ; Dans le cadre des travaux de mise en sécurité (2004-2005) du parking face aux risques d'inondations, il a

été créé des cheminées de décompression du collecteur. Ce collecteur passe sous le parking afin d'évacuer la pression causée par de forts épisodes pluvieux. L'exutoire des cheminées débouche sur les trottoirs du cours

Gambetta. Lors de la création de ces cheminées, et afin d'éviter les remontées d'odeurs sur la chaussée, il a été conçu des siphons anti-remonté d'odeurs. Ces siphons se remplissent naturellement lors des années très pluvieuses, et inversement lors des années à faible pluviométrie, c'est un système mécanique raccordé au réseau d'eau potable qui procède au remplissage. L'augmentation de la consommation d'eau s'explique donc par la mise en fonction en 2009 de ce système. En 2010, le système mécanique ne s'est pas activé et la consommation d'eau à diminuer de -8K€.

- Le poste « Charges exceptionnelles » enregistre une baisse de 66,07% par rapport à 2009, année au cours de laquelle des dépenses pour sinistre ont été enregistrées, que l'on ne retrouve pas en 2010.

**En 2010, le Parking Gambetta enregistre un résultat nul.**

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / Effia - Fourrière Municipale

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public en date du 16 janvier 2006, pour une durée de six ans à compter du 16 décembre 2005, date à laquelle la délibération désignant le délégataire est devenue exécutoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », EFFIA Stationnement a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

#### - Les moyens

##### o Terrains et locaux

EFFIA Stationnement dispose d'un terrain clos de 6.030m<sup>2</sup> loué à la SNCF, situé quartier Près d'Arènes - Avenue Fabre de Morlhon à Montpellier. Ce terrain se décompose en 5.253m<sup>2</sup> de terrain nu et un hangar de 777m<sup>2</sup>. Il peut contenir 400 véhicules. Compte tenu de l'activité et des délais de séjour d'une partie des véhicules, EFFIA Stationnement loue une tranche de terrain supplémentaire de 1.500m<sup>2</sup> depuis début 2009. Afin d'améliorer l'accueil du public et les conditions de travail de l'équipe police municipale sur le site, 30m<sup>2</sup> de bureaux supplémentaires « type algeco » ont été créés en 2010.

##### o L'effectif

Au 31 décembre 2010, les effectifs s'élevaient à 10,5 salariés : 1 responsable d'exploitation, 1 chef de parc, 2,5 personnels d'accueil et 6 chauffeurs.

En 2010, le personnel a suivi une formation théorique et pratique « incendie/évacuation »

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (3 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre du siège.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au samedi de 7h00 à 20h00.

o Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 5 camions d'enlèvement : un camion plateau avec grue et panier, pouvant enlever simultanément deux véhicules, 4 véhicules équipés d'un panier ainsi que d'un fourgon pour l'enlèvement des deux roues.

Les moyens humains et matériels actuels permettent d'enlever jusqu'à 12 000 véhicules par an.

- L'activité

o Enlèvement de véhicules

En 2010, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 10 640 contre 9 045 en 2009 soit une progression de 17.6 %.

9 588 réquisitions toutes autorités confondues ont été retenues comme valables au sens de l'article 10.1 du contrat (n'ayant pas fait l'objet d'une annulation dans les 10 minutes) et ont donné lieu à enlèvement, restitution sur place ou encaissement du forfait « opération préalable » contre 8 118 en 2009.

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement tel que prévu à l'article 10.1 (nombre de réquisitions valables/ nombre de réquisitions totales) s'élève en 2010 à 90,11 % contre 89.75 % en 2009.

o Sorties de véhicules

En 2010, les véhicules sortis se répartissent ainsi :

- o 8 281 facturés et restitués contre 6 684 en 2009
- o 1 583 mis en destruction ainsi que 234 deux roues contre 1935 en 2009
- o 60 déplacements techniques facturés à la Ville de Montpellier contre 143 en 2009
- o 33 vendus par les Domaines contre 60 en 2009
- o 49 restitutions gratuites demandées par les services de police contre 50 en 2009

La responsabilité du délégataire a été engagée dans 6 accidents (contre 4 en 2009) qui n'ont généré que des dégâts matériels et qui ont été réglés par leur assureur.

**2) Compte de résultat de la DSP**

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>791,6</b>	<b>1 072,6</b>	<b>36%</b>
Chiffre d'affaires	801,1	1 086,7	35,65%
Redevance Ville de Montpellier	9,5	14,1	48,68%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>973,4</b>	<b>1 050,5</b>	<b>7,91%</b>
Personnel et sous-traitance	583,5	666,8	14,27%
Entretien et réparations	62,8	81,3	29,39%
Frais de gestion	50,4	41,4	-17,85%
Autres charges de gestion	98,5	114,6	16,45%
Autres charges	178,3	146,3	-17,92%
<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-181,9</b>	<b>22,1</b>	<b>112,18%</b>
<b>Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>-61,63%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-182,7</b>	<b>21,8</b>	<b>111,94%</b>

**Les principaux postes qui évoluent entre 2009 et 2010 sont les suivants :**

- **L'augmentation du chiffre d'affaires 2010 de 36% par rapport à 2009** se justifie par l'augmentation des tarifs, la mise en place d'une nouvelle organisation de la police municipale en octobre et par la bonne tenue des cours des ferrailles.
- **Le poste « Personnel et locations » augmente de 14.27% en 2010.** Cette augmentation des charges est liée à l'augmentation de l'activité, à la régularisation des charges sociales « Fillon » et à des primes exceptionnelles ;
- **Le poste « Entretien et réparations » augmente de 29.39% en 2010,** les frais de réparation et de remise en état des camions très importants en 2010 ; La forte augmentation du poste entretien et réparations résulte de

l'utilisation intensive des véhicules d'enlèvement (+ 15 % d'enlèvements en 2010) qui a nécessité sur des véhicules anciens plus de réparations et d'entretien.

- Le poste « Autres charges de gestion » augmente de 16.45% en 2010. Le montant des dotations aux amortissements en 2010 (119 K€) est légèrement supérieur à 2009 (116K€) suite au remplacement d'un moteur et l'achat de deux algecos.

Au 31 décembre 2010, EFFIA Stationnement affiche un bénéfice de 21,8K€.

Il s'agit du premier résultat net annuel positif, ramenant le résultat net cumulé sur la durée du contrat à -319 938€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / GDV sarl - Aire d'accueil des gens du voyage de Bionne

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

La Ville de Montpellier dispose d'une aire de stationnement municipale pour l'accueil des gens du voyage située quartier de Bionne – 514 avenue Léon Jouhaux à Montpellier, destinée à accueillir les personnes sans domicile fixe, titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravanes et transitant sur le territoire de la commune.

La Ville de Montpellier a confié à Gens du Voyage SARL (GDV) la gestion de l'aire de stationnement pour une durée de deux ans et neuf mois du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 décembre 2012 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public, en mettant à sa disposition le terrain et l'ensemble de ses équipements.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », GDV a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

L'aire de stationnement municipale est constituée de 40 emplacements-caravanes. Elle entre dans le cadre de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage qui fait obligation aux communes de plus de 5000 habitants de disposer d'un terrain d'accueil selon un schéma départemental. Elle est ouverte, gérée et gardiennée 24h/24 toute l'année sans fermeture annuelle. Les équipements fonctionnent avec une subvention municipale et les participations des usagers qui acquittent un droit d'emplacement.

GDV est organisée en réseau de bureaux d'interventions départementaux et d'aires d'accueil sur plusieurs régions où elle intervient, ce qui facilite une bonne connaissance de groupes familiaux et l'application des règles à respecter d'un établissement à l'autre.

#### - L'équipement de l'aire d'accueil

L'aire de stationnement municipale comporte un centre d'accueil et de gestion, et un logement de fonction pour l'agent de permanence. La présence 24h/24 de cet agent permet d'éviter les dégradations. Elle est équipée de 3 barrières d'accès, de 5 blocs sanitaires, de 40 prises d'eau et d'électricité, et d'1 borne à incendie.

La sécurité des installations municipales étant une des priorités, les contrôles des équipements électriques et de prévention et d'incendie sont effectués annuellement conformément à la législation en vigueur.

Les travaux de maintenance des installations mises à disposition des usagers sont effectués régulièrement selon l'usure et les besoins.

En 2010, différents travaux d'entretien et de maintenance ont été réalisés :

- Vérification de l'état des équipements et réalisation de réparations courantes (électricité, plomberie, serrurerie...)
- Réalisation de petits travaux de maintenance de l'aire (sanitaires, bâtiments, espaces communs...)
- Changement des serrures des portes des sanitaires fragilisées par un usage intensif,
- Réfection de la peinture des portes et des murs des blocs sanitaires,
- Le débroussaillage et entretien des espaces verts,
- Réfection complète des locaux (peinture refaite, aménagement de la salle de réunion, installation d'un point d'eau en salle d'activité...),
- Changement du grillage du petit terrain dans sa totalité,
- Réfection des portes de secours de la salle d'animation,
- Renforcement des poteaux à linge,
- Opération de dératisation.
- Interventions d'entreprises extérieures réfection des prises électriques des bornes extérieures à usage des voyageurs,
- Pompage, vidange, débouchage de la fosse étanche et des canalisations.

- Le personnel permanent de l'aire d'accueil

L'équipe est composée :

- D'un gestionnaire à temps plein,
- D'une conseillère sociale à temps plein,
- D'un agent de permanence et d'entretien à temps plein,
- D'un ouvrier à temps partiel,

Ils sont coordonnés par la direction de Gens du Voyage SARL qui assure l'encadrement, le suivi de la gestion et l'animation globale de l'équipement en relation avec la Ville de Montpellier.

Un Comité de Pilotage présidé par la Ville et regroupant l'ensemble des partenaires institutionnels suit le bon fonctionnement de l'aire d'accueil.

- L'accueil et la gestion des caravanes

Le taux moyen d'occupation de l'équipement a été sensiblement égal à l'an passé : 53,96 %. Le taux d'occupation est affecté par les aires de stationnement sauvages tolérées par les communes du département et par les périodes de grands rassemblements de caravanes sur le département auxquels de nombreux voyageurs de Bionne participent afin de profiter des terrains mis à disposition gratuitement.

Il est nécessaire de noter que le taux d'occupation hivernale a connu une baisse pour la deuxième année consécutive du fait que de nombreux voyageurs stationnent sur des emplacements dont les communes héraultaises ne peuvent légalement les expulser faute d'aire d'accueil aménagée conforme à la loi. Les voyageurs bénéficient ainsi de fournitures d'eau et d'électricité gratuites.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010, 1658 usagers ont été accueillis, soit 252 ménages, et 7 958 journées-caravanes ont été enregistrées, soit une moyenne de 21,85 caravanes par jour sur 40 emplacements et un temps moyen de séjour de 20 jours.

La redevance journalière forfaitaire est de 5 euros par caravane, incluant l'emplacement et les fournitures en eau et électricité. Une seconde « petite caravane » appartenant à la même personne que la caravane principale peut être autorisée à stationner sur le même emplacement moyennant un forfait complémentaire de 2,5 euros par jour.

- Les actions socio-éducatives

La forte demande de suivi des dossiers familiaux déjà constatée l'an passé s'est poursuivie cette année avec pour conséquence une augmentation constante du nombre de domiciliations administratives et de suivi social.

Les domiciliations administratives d'usagers qui les ont sollicités ont permis de multiplier les contrats d'insertion dans le cadre du RSA avec un impact important auprès des référents d'insertion chargés de ces dossiers. Par ailleurs le régime



d'auto-entrepreneur permet aux personnes la création d'entreprise artisanale ou commerciale par simple déclaration d'activité.

- La scolarisation des enfants

La scolarisation des enfants du voyage comporte deux volets avec le CNED et les écoles du secteur. A noter que depuis 2008 l'inscription au CNED est gratuite pour ces enfants. L'école primaire A. Savary et l'école maternelle H. Boucher ont accueilli respectivement 33 et 14 enfants au cours de l'année 2010, 62 enfants et adolescents ont été inscrits aux cours du CNED, 28 jeunes ont bénéficié de l'aide au devoir.

- Les activités périscolaires

En 2010 48 séances d'animation ont été proposées aux enfants de 5 à 12 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les adolescents ont participé par ailleurs à 22 cours de code de la route.

- Les dossiers administratifs et familiaux

Outre les actions d'accueil et celles liées à la scolarisation, la conseillère sociale développe la gestion sociale et la domiciliation administrative nécessaire à la régularisation des dossiers familiaux pour les usagers qui le souhaitent. Ainsi, 807 interventions ont été réalisées dans des domaines variés (RSA, COTOREP, CMU, CAF...), 484 familles ont eu leur dossier suivi de manière régulière à partir du centre d'accueil. Les demandes de suivi social et de domiciliation administrative sont en augmentation constante : 312 personnes ont fait l'objet d'une domiciliation administrative soit 50 % de plus qu'en 2009.

A noter le projet de mise en place en 2011 d'une intervention sociale d'intérêt collectif « alphabétisation » à destination des adultes avec comme objectif d'offrir des outils minimum de compréhension et une facilitation des démarches au quotidien.

## 2) Compte de résultat de la DSP

en K€	2009	2010	2009/2010
<b>Produits</b>	<b>464</b>	<b>288</b>	<b>-38%</b>
Ville de Montpellier	243	252	4%
Participation des usagers	39	35	-10%
Reprise sur provisions	182	0	-100%
Transfert de charges	0	1	
<b>Charges</b>	<b>424</b>	<b>275</b>	<b>-38%</b>
Achats, services extérieurs	238	131	-45%
<i>dont participation aux frais GdV SARL</i>	<i>185</i>	<i>70</i>	<i>-62%</i>
Impôts, taxe et versements assimilés	11	4	-68%
Frais de personnel	175	141	-20%
Dotation aux amortissements et provisions	0	0	
<i>dont dotations aux provisions pour risques et charges</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<b>Résultat (+ bénéfice/- perte)</b>	<b>40</b>	<b>12</b>	<b>21%</b>

### Les postes qui évoluent de façon significative entre 2009 et 2010 sont :

- Les produits

- La subvention de fonctionnement versée par la Ville est de 252 K€ en 2010, elle constitue le premier poste de financement de l'aire.
- La participation des usagers de 35 K€.

- Les charges

- **Les achats et services extérieurs constituent le premier poste de dépense de la DSP :**

Ces frais correspondent à la part des charges de secrétariat, d'encadrement, de gestion, remplacement et de formation des personnels communes à toutes les aires gérées par GDV SARL affecté à la gestion de l'aire de Bionne. L'ensemble de ces frais sont affectés en fonction de 3 facteurs :

1. Le nombre d'emplacement de l'aire
2. Le nombre d'interventions et mobilisations des permanents du siège pour l'aire.
3. La rémunération de GDV qui selon le constat de dégradations, difficultés de gestion ou impayés d'usagers peut être important, limité nul ou déficitaire.

La Ville de Montpellier a demandé à la société GdV SARL de mettre en place une comptabilité analytique en appui de ce mode de calcul.

- **Les frais de personnel diminuent de 20 % en 2010 :**

Cette baisse s'explique par l'affectation au frais de gestion de la quote-part de rémunération de la gérante affecté à l'aire de Bionne.

- **Les impôts et taxe diminuent de 68% en 2010:**

L'exercice 2009 était exceptionnellement élevé du fait d'un redressement de la structure suite à un contrôle de l'administration fiscale.

**En 2010, le résultat net avant impôt sur les bénéfices s'élève à 12 K€ contre 40 K€ en 2010.**

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / TAM - parc de stationnement Arceaux

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Arceaux situé Place des Arceaux à Montpellier pour une durée de trois ans du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2010 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TAM a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement des Arceaux présente une capacité globale de 200 places (198 places publiques et 2 places à mobilité réduite).

Il est ouvert 24h/24h et 7j/7j. L'accès se fait par la rue Paladilhe.

#### - Fréquentation et recettes

En 2010, le nombre d'abonnés a augmenté de 16,9%. Les recettes pour les abonnements s'élèvent à 70,5K€HT, soit une hausse de 16,4% par rapport à 2009. Les abonnés résidents représentent 42% en 2010 contre 28% en 2009 et 21% en 2008. A l'inverse, le nombre de clients « horaire » a diminué de 1,7% par rapport à 2009. Les recettes « horaires » s'élèvent à 368,4K€ ; soit une baisse de 0,2% par rapport à 2009.

Le montant total des recettes (horaires+abonnés) se monte à 439K€ HT, soit une hausse de 9K€ par rapport à 2009.

- Tarifs horaires et formules d'abonnements

Hormis le forfait Grand Cœur, qui est passé de 92 euros en 2009 à 96 euros en 2010, soit une augmentation de 4,3%, les

Horaires "jour"	août-09	août-10	Variation %
0h30	1,00 €	1,00 €	0,0%
01h00	1,90 €	1,90 €	0,0%
01h30	2,70 €	2,70 €	0,0%
02h00	3,50 €	3,50 €	0,0%
02h30	4,30 €	4,30 €	0,0%
03h00	5,00 €	5,00 €	0,0%
03h30	5,20 €	6,20 €	0,0%
04h00	5,50 €	6,50 €	0,0%
05h00	5,80 €	6,80 €	0,0%
06h00	7,40 €	7,40 €	0,0%
07h00	8,00 €	8,00 €	0,0%
08h00	8,60 €	8,60 €	0,0%
09h00	9,20 €	9,20 €	0,0%
10h00	9,90 €	9,90 €	0,0%
11h00	10,20 €	10,20 €	0,0%
12h00 à 24h00	12,50 €	12,50 €	0,0%
Forfait entre 12h00 et 14h00	0,50 €	0,50 €	0,0%
Forfait entre 20h00 et 7h00	1,20 €	1,20 €	0,0%

tarifs horaires et abonnés en 2010 n'ont pas été révisés en vue de la nouvelle DSP de 2011.

Abonnement Mensuel	août-09	août-10	Variation %
Permanent Résident	50 €	50 €	0,0%
Petit Rouleur	25 €	25 €	0,0%
Forfait Grand Cœur	92 €	96 €	4,3%
Résident Nuit	10 €	10 €	0,0%
Permanent Travail	95 €	95 €	0,0%

Personnel et équipements

Afin d'assurer une présence de personnel pendant les heures d'ouverture du parking, 5,7 ETP (équivalent temps plein) sont nécessaires. Cet effectif se décompose en 2,25 ETP TAM et 3,45 ETP Sous-traitant. Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

Création d'un nouveau local d'accueil des usagers.

2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>432,8</b>	<b>442,5</b>	<b>2,24%</b>
Recettes Parcs	429,9	439,0	2,12%
Recettes Horaire	369,2	368,4	-0,22%
Recettes Abonnés	60,7	70,6	16,31%
Redevances Publicitaires	1,1	1,1	0,00%
Autres recettes	0,8	0,2	-75,00%
Transferts de charges d'exploitation	0,3	1,5	400,00%
Reprise sur amortissement et provision	0,7	0,7	0,00%
<b>TOTAL DES CHARGES FONCTIONNEMENT</b>	<b>371,4</b>	<b>362,6</b>	<b>-2,37%</b>
Salaires et traitements	156,5	118,9	-24,03%
Achats externes	6,2	21,0	238,71%
Services extérieurs	37,3	29,3	-21,45%
Charges externes	136,8	150,9	10,31%
Impôts et taxes	13,1	12,8	-2,29%
Dotations provisions amortissements	21,5	29,7	38,14%
<b>REDEVANCE</b>	<b>38,9</b>	<b>55,8</b>	<b>43,44%</b>
Redevance fixe	25,0	25,0	0,00%
Redevance variable + plafonnée	13,9	30,8	121,58%
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>22,7</b>	<b>24,3</b>	<b>7,05%</b>

**Les principaux postes qui évoluent entre 2009 et 2010 sont les suivants :**

- Le poste « Salaires et traitements » enregistre un recul de 24% par rapport à 2009. Cette variation est liée au fait que les agents du parking Arceaux ont été utilisés pour compenser des absences sur d'autres parcs. Lors de leurs absences pour remplacement, les agents sont eux-mêmes remplacés par des agents d'une société multiservices avec qui la TaM a signé un contrat et qui assure une partie des postes d'accueil du parking. La baisse de ce poste a engendré une augmentation de 10,3% du poste « Charges externes ».
- Le poste « Achats externes » enregistre une augmentation de 14,8K€ par rapport à 2009, soit une augmentation de 239% par rapport à 2009. Ces excédents de charges sont liés à des coûts d'information du public importants en 2010 (renforcement de la signalétique sur le parking durant la phase de travaux).
- Le poste « Services extérieurs » diminue de 21,45% par rapport en 2009 ; cette baisse est liée au fait que les charges générées par les études pour la création d'un nouveau local d'accueil des usager ont été portées en charges dans les comptes de 2009.
- Le poste « Dotations aux amortissements et provisions » augmente de 38% par rapport à 2009. En effet, les travaux de rénovation de l'édicule (local d'accueil) engendrent cette augmentation du poste "dotations amortissements provisions"

**Au 31 décembre 2010, le Parking Arceaux enregistre un résultat avant impôt positif de 24.3 K€**

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / TAM - Parc de Stationnement Comédie

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 2006, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Comédie situé sous la place de la Comédie à Montpellier pour une durée de 7 ans et 10 jours du 22 décembre 2006 au 31 décembre 2013 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TaM a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement de la Comédie comprend 824 places dont 17 destinées aux personnes à mobilité réduite. Il est ouvert 7j/7j et 24h/24H. Les accès se font, soit par le boulevard Bonnes Nouvelles, soit par le tunnel de la Comédie.

#### - Fréquentation et recettes

Le nombre d'abonnés progresse de 9,6% par rapport à 2009. La recette « abonnés » s'élève à 608K€, soit une augmentation de 8,7% par rapport à 2009.

Le nombre de clients « horaire » a progressé de 1,9% par rapport à 2009. La recette « horaire » s'élève à 2406,2K€, soit une augmentation de 3,4% par rapport à 2009.

Au total, les recettes cumulées s'élèvent à 3 014,5K€, soit une progression de +129,1K€ par rapport à 2009 (+4,5%).

#### - Répartition des formules d'abonnements

Sur le nombre total d'abonnements, les abonnés « résidant » représentent 39%, le forfait Grand Cœur 1% et le « travail permanent » 60%.

#### - Tarification

Horaires "jour"	août-09	août-10	Variation %
01h00	2,00 €	2,10 €	5,0%
01h30	3,30 €	3,40 €	3,0%
02h00	4,30 €	4,40 €	2,3%
02h30	5,60 €	5,70 €	1,8%
03h00	6,50 €	6,60 €	1,5%
03h30	9,00 €	9,00 €	0,0%
04h00	10,00 €	10,00 €	0,0%
05h00	12,00 €	12,00 €	0,0%
06h00	13,00 €	13,00 €	0,0%
07h00	14,00 €	14,00 €	0,0%
08h00	15,00 €	15,00 €	0,0%
09h00	16,00 €	16,00 €	0,0%
10h00	17,00 €	17,00 €	0,0%
11h00	18,00 €	18,00 €	0,0%
12h00	19,00 €	19,00 €	0,0%
12h00-24h00	21,00 €	21,00 €	0,0%

Le tarif est fractionné à la demi-heure, à partir de la première heure et jusqu'à la quatrième heure de stationnement. Un tarif réduit est appliqué à partir de 19h00.

Horaires "Nuit" de 19h à 7h	août-09	août-10	Variation %
01h00	0,60 €	0,60 €	0,0%
02h00	1,00 €	1,00 €	0,0%
03h00	1,50 €	1,50 €	0,0%
04h00	2,00 €	2,00 €	0,0%
05h00	2,50 €	2,50 €	0,0%
06h00	3,50 €	3,50 €	0,0%
07h00	4,50 €	4,50 €	0,0%
08h00	5,50 €	5,50 €	0,0%
09h00	6,50 €	6,50 €	0,0%
10h00	6,50 €	6,50 €	0,0%
11h00	6,50 €	6,50 €	0,0%
12h00	6,50 €	6,50 €	0,0%

La nuit, la mise en place de ce tarif réduit a eu un impact positif sur la fréquentation. En 2008 la fréquentation sur la tranche horaire 19h00–6h00 représentait 31% de l'activité soit 180 000 véhicules environ.

En 2010 la fréquentation sur la tranche dépasse les 35% soit plus de 260 000 véhicules. La mise en place de ce tarif réduit et donc une réussite conjointe TaM, Ville de Montpellier.

Abonnement Mensuel	août-09	août-10	Variation %
Permanent Résident	80 €	81 €	1,3%
Forfait Grand Cœur	90 €	92 €	2,2%
Moto Résident	50 €	51 €	2,0%
Moto Travail	70 €	66 €	-5,7%
Permanent Travail	120 €	123 €	2,5%
Véhicule électrique 4 roues	50 €	52 €	4,0%
Véhicule électrique 2 roues	25 €	26 €	4,0%

#### - Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est constitué de 7 ETP (équivalent temps plein). Viennent en complément, des maîtres chien et surveillants représentant 2 ETP.

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

## 2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2 969,5</b>	<b>3 071,0</b>	<b>3,42%</b>
Recettes Parcs	2 885,3	3 014,4	4,47%
<i>Recettes Horaire</i>	2 326,2	2 406,2	3,44%
<i>Recettes Abonnés</i>	559,1	608,2	8,78%
Redevances Publicitaires	20,0	24,0	20,00%
Autres recettes	39,3	22,2	-43,51%
Transferts de charges d'exploitation	20,9	5,4	-74,16%
Reprise sur amortissement et provision	4,0	4,9	22,50%
<b>TOTAL DES CHARGES FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 824,5</b>	<b>1 845,3</b>	<b>1,14%</b>
Salaires et traitements	314,7	351,1	11,57%
Achats externes	106,9	95,9	-10,29%
Services extérieurs	552,7	412,2	-25,42%
Charges externes	215,8	199,1	-7,74%
Impôts et taxes	123,3	123,0	-0,24%
Autres charges	1,5	1,9	26,67%
Dotations provisions amortissements	490,4	647,0	31,93%
Intérêts sur emprunt	19,2	15,1	-21,35%
<b>REDEVANCE</b>	<b>1 062,7</b>	<b>1 131,9</b>	<b>6,51%</b>
Redevance fixe	903,0	923,1	2,23%
Redevance variable + plafonnée	159,7	208,8	30,75%
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>82,5</b>	<b>93,9</b>	<b>13,82%</b>

### Les postes qui évoluent de façon significative entre 2009 et 2010 sont les suivants :

- Le poste « Redevances publicitaires » augmente de 20% par rapport à 2009, en raison du rajout de supports exploités par le régisseur, qui verse en conséquence une redevance plus importante.
- Le poste « Autres recettes » diminue de 43,5% par rapport à 2009 ; La recette de 2009 avait été exceptionnellement élevée et correspondait au remboursement par la Ville de travaux réalisés sur les poutres de soutien du niveau -1. Dans le même temps, l'entreprise « Carreaux Bleus », exploitant de l'aire de lavage du parking, a déposé le bilan, faisant que seuls 11 mois de l'année ont été facturés. De plus, le délégataire avait été remboursé par l'assurance en 2009 pour un dégât des eaux.
- Le poste « Services extérieurs » affiche un recul de 25,42% par rapport à 2009, s'expliquant par le fait que le délégataire avait passé, pour l'année 2009, la location du groupe électrogène pour un montant de 67,7K€. il subsistait également un reliquat de charges sur l'année 2009 liées aux renforts en gardiennage imposé par la commission de sécurité durant toute la période des travaux pour renforcer les effectifs.
- Le poste « Dotations provisions amortissements » augmente de 157K€, soit une hausse de 31,93% par rapport à 2009. Cette augmentation est essentiellement liée à l'augmentation de la part amortissement constructions et agencements (+143K€ en 2010), qui correspond à l'emprunt pour les travaux de réfection du parking.

En 2010, le Parking Comédie enregistre un résultat net avant impôt positif de 93,9K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / TAM - Parc de stationnement Europa

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 1994, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Europa situé entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole à Montpellier pour une durée de 40 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 1er janvier 2036.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TAM a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Europa présente une capacité globale de 600 places réparties sur 2 niveaux (590 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. L'accès se fait via le boulevard de l'aéroport.

#### - Fréquentation et recettes

Le nombre de clients horaire a augmenté de 2,1% par rapport à 2009, et le nombre d'abonnés de 1,8%. La recette horaire connaît une progression de 4,8% par rapport à 2009 et la recette abonnée progresse de 6%. En 2010, la recette cumulée s'élève à 1 109,7K€ HT, soit une augmentation de 60,8K€ correspondant à une progression de 5,8%.

#### - Répartition des formules d'abonnements

Malgré la mise en place d'une proposition attractive pour les résidents depuis le mois d'août 2008, les formules travail sont toujours grandement majoritaires avec 93% des abonnements, le forfait Grand Cœur et les formules résidents représentent respectivement 1% et 6%.

- Tarification

Horaires "jour"	août-09	août-10	Variation %
01h00	1,80 €	1,90 €	5,6%
01h30	2,90 €	3,00 €	3,4%
02h00	3,30 €	3,40 €	3,0%
02h30	4,50 €	4,60 €	2,2%
03h00	4,90 €	5,00 €	2,0%
03h30	6,00 €	6,10 €	1,7%
04h00	6,70 €	6,80 €	1,5%
05h00	7,30 €	7,40 €	1,4%
06h00	7,90 €	8,00 €	1,3%
07h00	8,50 €	8,60 €	1,2%
08h00	9,00 €	9,10 €	1,1%
09h00	9,70 €	9,80 €	1,0%
10h00	10,50 €	10,70 €	1,9%
11h00	11,00 €	11,20 €	1,8%
12h00	11,50 €	11,70 €	1,7%
13h00	12,00 €	12,20 €	1,7%
14h00	12,50 €	12,70 €	1,6%
15h00 à 24h00	13,00 €	13,20 €	1,5%
Plafond 24h00	13,50 €	13,70 €	1,5%

Abonnement Mensuel	août-09	août-10	Variation %
Permanent Résident	53 €	54 €	1,9%
Nuit Résident + dimanche et JF	40 €	41 €	2,5%
Grand Cœur	74 €	76 €	2,7%
Jour Travail	95 €	99 €	4,2%
Permanent Travail	110 €	115 €	4,5%

Afin de favoriser le stationnement résidant, les tarifs des abonnements travail subissent annuellement une augmentation plus importante que les abonnements résidant.

Cette augmentation accroît chaque année la différence entre ces 2 tarifs.

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 3,6ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est essentiellement fait par une entreprise spécialisée les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux.

Pas de travaux engagés en 2010.

2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 315,8</b>	<b>1 351,7</b>	<b>2,73%</b>
Recettes Parcs	1 048,9	1 109,8	5,81%
<i>Recettes Horaire</i>	160,4	168,1	4,80%
<i>Recettes Abonnés</i>	888,5	941,7	5,99%
Redevances Publicitaires	5,6	5,6	0,00%
Autres recettes	4,0	3,2	-20,00%
Compensation tarifaire	255,1	229,2	-10,15%
Transferts de charges d'exploitation	0,6	1,7	183,33%
Reprise sur amortissement et provision	1,6	2,2	37,50%
<b>TOTAL DES CHARGES FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 315,8</b>	<b>1 351,7</b>	<b>2,73%</b>
Salaires et traitements	96,3	118,1	22,64%
Achats externes	38,0	46,3	21,84%
Services extérieurs	102,1	99,3	-2,74%
Charges externes	75,8	86,8	14,51%
Autres Charges	0,2	0,1	-50,00%
Impôts et taxes	92,6	90,2	-2,59%
Dotations provisions amortissements	148,6	148,5	-0,07%
Crédit Bail	762,2	762,2	0,00%
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2009 et 2010 sont les suivants :

- Le poste « Salaires et traitements » augmente de 22,64% par rapport à 2009. La répartition des coûts de l'encadrement de la direction du stationnement de TaM en fonction du chiffre d'affaire de chaque parking fait que le poste « salaires et traitement » augmente sur le parking Europa.
- Le poste « Achats externes » augmente de 21,84% par rapport à 2009, en raison, principalement, de l'augmentation des coûts d'électricité qui passent de 33,4K€ à 35,9K€. L'édition des chèques parkings sur Europa génère le reste du différentiel.
- Le poste « charges externes » augmente également de +11K€ par rapport à 2009, cette augmentation est liée au renfort en personnel demandé à notre prestataire de services afin de renforcer certains créneaux horaires puisque tous les parkings sont centralisés sur le parking Europa.

En 2010, le Parking Europa enregistre un résultat nul.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / TAM - Parc de stationnement Laissac

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Laissac situé place Alexandre Laissac à Montpellier pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2011.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », TAM a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Laissac présente une capacité globale de 250 places réparties sur 5 niveaux (245 places publiques et 5 places Personnes à Mobilité Réduite) dont 30 places réservées aux abonnés en sous-sol. Il est ouvert 24h/24 et 7 jours/7. Il comporte une rampe d'accès du côté du boulevard de l'Observatoire et d'une rampe de sortie du côté de la rue Anatole France.

#### - Fréquentation et recettes

En 2010, le nombre de clients horaire est en baisse de 18,8% par rapport à 2009, pour une recette annuelle de 584,7€ HT, soit -6,2 par rapport à 2009.

Le nombre d'abonnés a baissé de 4,6% par rapport à 2009, pour une recette annuelle de 131,6K € HT (-7,8% par rapport à 2009).

Au cumul, les recettes (horaire+abonnés) s'élèvent à 716,3K€ HT, soit une progression de -6,5% par rapport à 2009.

#### - Répartition des formules d'abonnements

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 55% sont des formules « résident », 39% des « travail permanent » et 7% sont des forfaits « Grand Cœur ».

- Tarification

Horaires "jour"	août-09	août-10	Variation %
01h00	1,80 €	1,90 €	5,6%
01h30	2,80 €	2,90 €	3,6%
02h00	3,30 €	3,40 €	3,0%
02h30	4,30 €	4,40 €	2,3%
03h00	4,80 €	4,90 €	2,1%
03h30	5,80 €	5,90 €	1,7%
04h00	6,80 €	6,90 €	1,5%
05h00	7,50 €	7,60 €	1,3%
06h00	9,00 €	9,10 €	1,1%
07h00	10,00 €	10,20 €	2,0%
08h00	11,00 €	11,20 €	1,8%
09h00	12,00 €	12,20 €	1,7%
10h00	13,00 €	13,20 €	1,5%
11h00	13,50 €	13,70 €	1,5%
12h00	14,00 €	14,20 €	1,4%
13h00	14,50 €	14,70 €	1,4%
14h00	15,00 €	15,20 €	1,3%
15h00 à 24h00	16,00 €	16,30 €	1,9%
Plafond 24h00	17,00 €	17,30 €	1,8%

Abonnement Mensuel	août-09	août-10	Variation %
Permanent Résident	87 €	87 €	0,0%
Nuit Résident + dimanche et JF	40 €	40 €	0,0%
Forfait Grand Cœur	92 €	94 €	2,2%
Permanent Travail	115 €	115 €	0,0%
N-1 Résident	95 €	96 €	1,1%
N-1 Travail	118 €	121 €	2,5%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 7,6 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de service spécialisés.

## 2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>778,6</b>	<b>730,9</b>	<b>-6,13%</b>
Recettes Parcs	766,2	716,3	-6,51%
<i>Recettes Horaires</i>	<i>623,4</i>	<i>584,7</i>	<i>-6,21%</i>
<i>Recettes Abonnés</i>	<i>142,8</i>	<i>131,6</i>	<i>-7,84%</i>
Redevances Publicitaires	9,0	10,7	18,89%
Autres recettes	1,4	0,6	-57,14%
Transferts de charges d'exploitation	0,9	2,0	122,22%
Reprise sur amortissement et provision	1,1	1,3	18,18%
<b>TOTAL DES CHARGES FONCTIONNEMENT</b>	<b>493,7</b>	<b>471,3</b>	<b>-4,54%</b>
Salaires et traitements	189,1	143,9	-23,90%
Achats externes	13,4	28,0	108,96%
Entretien et réparation bâtiment	45,1	25,7	-43,02%
Services extérieurs	26,5	26,6	0,00%
Charges externes	146,3	154,5	5,60%
Impôts et taxes	41,0	40,6	-0,98%
Dotations provisions amortissements	32,3	52,0	60,99%
<b>REDEVANCE</b>	<b>284,9</b>	<b>241,1</b>	<b>-15,37%</b>
Redevance fixe	220,0	230,0	4,55%
Redevance variable	64,9	11,1	-82,90%
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,0</b>	<b>18,5</b>	

**Les postes qui évoluent de façon significative en 2010 sont les suivants :**

- Le poste « Salaires et traitements » diminue de 24% en 2010. Ce poste bénéficie de la nouvelle répartition des coûts des encadrements de la direction de TaM stationnement en fonction du chiffre d'affaires ;
- Le poste « Achats externes » augmente de 109% en 2010 en raison, d'une part, des coûts d'électricité qui passent de 3,6K€ à 17,4K€ et, d'autre part, de la régularisation des factures qui avaient été allégées en 2009 en raison d'un problème de transmission des données chez EDF ;
- Le poste « Entretien et réparations » enregistre une diminution de 43% par rapport à 2009, alors qu'il était très élevé en 2009 en raison des nombreuses reprises de peinture effectuées suite à des dégradations récurrentes ;
- Le poste « Dotations provisions amortissements » enregistre une augmentation de 61% en 2010 qui est liée aux amortissements des travaux de remise en état d'un des ascenseurs.

**En 2010, le résultat avant impôt s'élève à 18,5 K€.**

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Rapport annuel 2010 / Effia - Parc de stationnement Arc de Triomphe

Au nom de la commission, Max LEVITA rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA l'exploitation du parc de stationnement Arc de Triomphe situé sous la rue Foch à Montpellier pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2013.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », EFFIA a transmis son rapport 2010 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Arc de Triomphe comprend 471 places réparties sur 5 niveaux dont 10 places réservées aux personnes à mobilité réduite et 3 places pour la recharge de véhicules électriques. Il est ouvert 7j/7j et 24h/24h. L'accès au parking se fait par la rue Foch.

#### - Fréquentation et recettes

- Le nombre de paiements horaires observe une baisse de 3% par rapport à l'année 2009 alors que les abonnés sont en augmentation de 3,5%.
- En 2010, le chiffre d'affaires « abonnés » s'élève à 388,8K€ et celui des « horaires » à 653,2K€. Par rapport à 2010, le chiffre d'affaires global est en progression de 4,19%. Celle-ci est due aux abonnés, le chiffre d'affaire abonné représentant plus d'1/3 du chiffre d'affaire globale.

#### - Tarification

### Durée de stationnement de 07h00 à 19h00

de 10 mn à 1 heure	2.00 €
de 1 heure à 1h30	3.00 €

de 1h30 à 2 heures	3,90 €
de 2 heures à 2h30	4.80 €
de 2h30 à 3 heures	5.90 €
de 3 heures à 3h30	6.70 €
de 3h30 à 4 heures	7.60 €
de 4 heures à 5 heures	9.30 €
de 5 heures à 6 heures	10.80 €
de 6 heures à 7 heures	11.90 €
de 7 heures à 9 heures	13.40 €
de 9 heures à 12 heures	15.80 €

#### **Durée de stationnement de 19h00 à 07h00**

de 19h00 à minuit	0.50 €/heure
de minuit à 07h00	1.10 €/heure

#### **Abonnements**

Mensuel Résident	85.00 €
Mensuel Travail	123.00 €
Mensuel Grand Cœur	87.00 €

67,5% des abonnés bénéficient du forfait résidents, 27,5% du forfait travail et 5% du forfait grand cœur.

A noter que, depuis 2009, la Ville de Montpellier a autorisé EFFIA Stationnement à mettre en place des tarifs complémentaires qui répondent à une demande forte de la clientèle :

- Forfait Week-end à 30 € : le forfait se calcule directement en caisse automatique, valable uniquement pour une entrée le vendredi à partir de 15h00 et une sortie avant le lundi 9h00. Dans les autres cas, le tarif horaire est appliqué.
- Forfait 7 jours à 50€ : en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, valable pour un stationnement continu (7 x 24 heures consécutives).
- PASS 1mois à 150€ : en vente uniquement à l'accueil parking

#### **Ticket moyen :**

	<b>Ticket Moyen 2010 (HT)</b>	<b>Ticket Moyen 2009 (HT)</b>	<b>% évolution 2010/2009</b>
<b>Janvier</b>	3,59 €	3,21 €	11,84%
<b>Février</b>	3,46 €	3,46 €	0,00%
<b>Mars</b>	3,51 €	3,28 €	7,01%
<b>Avril</b>	3,37 €	3,56 €	-5,34%
<b>Mai</b>	3,56 €	3,34 €	6,59%
<b>Juin</b>	3,56 €	3,68 €	-3,26%
<b>Juillet</b>	3,47 €	3,69 €	-5,96%
<b>Août</b>	3,91 €	3,72 €	5,11%
<b>Septembre</b>	3,69 €	3,59 €	2,79%
<b>Octobre</b>	3,59 €	3,54 €	1,41%
<b>Novembre</b>	3,73 €	3,62 €	3,04%
<b>Décembre</b>	3,55 €	3,11 €	14,15%
	<b>3,66 €</b>	<b>3,42 €</b>	

#### **- Personnel et équipements**

- L'exploitation du parc est assurée par 1 responsable de site, 1 agent d'exploitation principal, 2 agents d'exploitation à temps complet et 3 agents d'exploitation à temps partiel. Le service de nuit (entre 22h et 6h) est sous traité à une entreprise spécialisée.
- Le nettoyage est effectué en interne par le personnel en poste.
- Le parking est équipé de 25 caméras et le personnel assure la surveillance à partir du bureau d'accueil par le biais de 3 écrans.
- L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.



## 2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2009	2010	2009/2010
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 008,3</b>	<b>1 050,5</b>	<b>4,19%</b>
Chiffre d'affaires "Abonnés"	372,1	388,9	4,50%
Chiffre d'affaires "Horaire"	627,5	653,3	4,11%
Produits divers	8,7	8,4	-3,45%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>477,6</b>	<b>528,5</b>	<b>10,66%</b>
Energie et fluides	29,2	31,7	8,55%
Fournitures de bureau	0,9	1,0	8,33%
Maintenance et réparation	62,5	53,7	-14,13%
Tickets	8,0	8,8	10,01%
Nettoyage	8,0	6,6	-17,96%
Gardiennage	74,4	78,9	6,00%
Publicité	1,7		-100,00%
Honoraires	1,9	9,3	388,42%
Assurances	4,4	4,1	-6,73%
Téléphone et Affranchissement	11,2	2,4	-78,29%
Frais bancaires et transports de fond	25,2	24,5	-2,62%
Impôts et taxes	36,8	77,5	110,68%
Frais de personnel	154,1	169,6	10,07%
Charges de structure	59,3	60,4	1,93%
<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>530,9</b>	<b>528,5</b>	<b>-0,45%</b>
<b>Frais financiers et amortissements</b>	<b>293,4</b>	<b>266,2</b>	<b>-9,26%</b>
Charges financières (intérêts sur emprunt et sur trésorerie)	48,6	37,3	-23,26%
Dotations amortissements	244,8	223,3	-8,80%
Provisions créances		5,7	0,00%
<b>Redevances versées à la Ville de Montpellier</b>	<b>289,2</b>	<b>289,4</b>	<b>0,07%</b>
Redevance fixe	188,4	184,4	-2,14%
Redevance variable	100,8	105,1	4,22%
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-51,7</b>	<b>-33,6</b>	<b>+34,97%</b>

### Les principaux postes qui évoluent entre 2009 et 2010 sont les suivants :

- **Le chiffre d'affaires de l'année 2010, celui-ci est en progression de + 42K€ par rapport à 2009.** Toutefois, deux faits importants diminuent la performance du parking :
  - o Les travaux en cours de la ligne T3 Tramway ;
  - o L'ouverture en décembre d'un parking gratuit de 8h à 20h d'une capacité d'environ 200 places en proximité immédiate.
- **Le poste « Energie et fluides » augmente de 8,55% par rapport à 2009.** En effet, il augmente en raison de la mise en place des ventilateurs et des travaux de mise en conformité du système de désenfumage ;
- **Le poste « Maintenance et réparation » reste élevé malgré une baisse de 14,13% par rapport à 2009,** en raison de la remise en conformité du système de sprinkler, du remplacement du moteur de traction de l'ascenseur, du déplacement de deux caméras de vidéosurveillance et de la mise en place de visionnage des images par adresse, du remplacement des tuyaux d'évacuation des eaux pluviales et un contrat de maintenance péage plus élevé qu'en 2009 ;
- **Le poste « Gardiennage » augmente de 6% en 2010** et reste élevé en raison de la sous-traitance de la surveillance de nuit du parking ;

- Le poste « Téléphone et affranchissement » montre une diminution de 78,29% par rapport à 2009 due à la régularisation de facture indûment payées ;
- Le poste « Impôts et taxes » augmente de 110,68% par rapport à 2009 en raison du remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale (CET). La CET est elle-même composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) à hauteur de 27 199€ et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à hauteur de 8 089€. La taxe foncière s'élève à 28 840€. Toutefois, il a été accordé un dégrèvement de 1 304€, qui est en attente de régularisation par la Ville de Montpellier, suite à un double emploi entre deux locaux d'EFFIA Stationnement ;
- Le poste « Redevances versées à la Ville de Montpellier » est stable par rapport à 2009. Ce poste varie en fonction du chiffre d'affaires. Il faut prendre en compte l'avenant au contrat qui stipule une baisse de la redevance fixe due aux travaux à prévoir.

**Au 31 décembre 2010, EFFIA accuse un résultat négatif de -33,6K€, soit une amélioration de 35% par rapport à 2009.**

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELA, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max L, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

#### Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCI, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Actions solidaires et prévention Attribution subvention 2011

Au nom de la commission, Christiane FOURTEAU rapporte :

La Ville est engagée dans la promotion de la santé, l'Association Club des Familles des Jeunes Diabétiques de l'Hérault a pour objectif l'aide par tous les moyens légaux à l'amélioration des conditions de la qualité de vie des enfants, adolescents et jeunes majeurs diabétiques et de leur famille ; organiser, soutenir ou faciliter les échanges ; communication et solidarité entre les personnes diabétiques, les familles et leur environnement social.

Pour assurer le bon fonctionnement de cette association, il est proposé qu'à titre exceptionnel une subvention d'un montant de 500 euros soit accordée au club des familles des jeunes diabétiques de l'Hérault au titre de l'exercice 2011.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1911	Association Club des Familles des Jeunes Diabétiques de l'Hérault	F	500 €	17 564	925
	Total général		500 €		
	Disponible sur enveloppe		0 €		

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'attribution des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 500 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
(Hérault)

Publiée le : 26/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Actions solidaires et prévention Attribution subvention 2011

Au nom de la commission, Christiane FOURTEAU rapporte :

La Ville est engagée dans la promotion de la santé, l'Association de FORMation et de Recherches des Cellules d'Urgence Médico-Psychologique - Société Française de Psychotraumatologie (AFORCUMP-SFP) organise un congrès international intitulé « les 13èmes journées scientifiques internationales des CUMP et de psychotraumatologie de l'AFORCUMP-SFP ».

L'objectif de ces 13èmes journées est de perfectionner la prise en charge médico-psychologique des victimes d'événements exceptionnels, de promouvoir les techniques d'intervention thérapeutique immédiate, post-immédiate et au long cours, et la prévention des séquelles psychiques chez les victimes, de développer la formation, la recherche et les échanges scientifiques sur le psychotraumatisme.

Le congrès doit rassembler 350 à 450 participants de toute la France.

Pour assurer la bonne tenue de ce congrès et apporter une aide aux volontaires de l'AFORCUMP-SFP, il est proposé qu'une subvention d'un montant de 1 900 euros soit accordée à l'AFORCUMP-SFP au titre de l'exercice 2011.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
5453	Association de FORMation et de Recherches des Cellules d'Urgence Médico-Psychologique - Société Française de Psychotraumatologie	M	1 900 €	17 564	925
	Total général		1 900 €		
	Disponible sur enveloppe		500 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'attribution des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 1 900 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Clôture du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Mas de Calenda

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Le programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Mas de Calenda a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 28 février 2003 en application de l'article L. 332-9 du code de l'urbanisme.

Cette délibération a fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble ; la nature et le coût du programme des équipements publics ; le délai de réalisation du PAE ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Une part des équipements publics, prévus dans le programme de ce PAE, dont la délimitation précise du périmètre est représentée sur le plan annexé à la présente, sont aujourd'hui totalement réalisés :

- l'élargissement de la rue du Mas de Calenda et de la rue de la Roqueturière y compris le traitement des deux carrefours et les acquisitions foncières ;
- la création et le renforcement des réseaux d'eaux pluviales et d'eau potable rue du Mas de Calenda, avenue de la Justice de Castelnau et rue de la Roqueturière ;
- la création d'une voie publique de liaison entre les rues Mas de Calenda et Roqueturière y compris l'ensemble des réseaux.

Une deuxième part des équipements publics prévus au programme de ce PAE sont partiellement réalisés ou restent à réaliser :

- la modification des avenues Vert Bois et Agropolis et la réalisation d'une plate-forme pour l'implantation d'équipements socioculturels pour le quartier Aiguelongue comprenant notamment la réfection de la voirie et des divers réseaux, les travaux ont été partiellement réalisés ;
- la réalisation d'une Maison pour Tous prévue hors du périmètre du PAE et pour les besoins du quartier Aiguelongue, reste à réaliser.

Toutefois, toutes les participations ayant été perçues par la Ville de Montpellier, il convient de clôturer le PAE Mas de Calenda.

Le constat de clôture effectif du PAE Mas de Calenda par le conseil municipal entraîne le rétablissement de la taxe locale d'équipement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

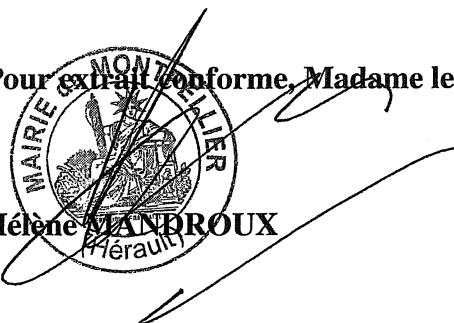
- de clôturer le PAE Mas de Calenda ;
- de dire que la taxe locale d'équipement est rétablie ;
- d'autoriser madame le Maire ou à défaut l'Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

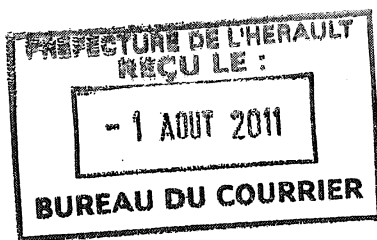
**Hélène MANBROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



Direction Aménagement  
Programmation  
Planification - Urbanisation  
nouvelle

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 393



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Secteur d'aménagement du Coteau Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme Prescription, objectifs, orientations et modalités de la concertation (article L.123-13 du code de l'urbanisme)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Au cours de cette même séance, le Conseil municipal a accepté les termes d'un protocole d'accord liant la Ville aux consorts Rigail, signé le 18 avril 2011, en vue notamment d'acquérir une partie de leur propriété pour la réalisation de ce nouveau secteur d'aménagement.

Le futur quartier du Coteau, qui emprunte son nom au principal mas qui occupe le tènement, se situe au sud du quartier Malbosc et couvre une superficie d'environ 25 hectares. Son aménagement, naturellement adossé à la ligne 3 du tramway, sera réalisé sous conduite de la collectivité, permettant de garantir une cohérence en termes d'insertion et d'organisation urbaine, de mixité sociale et de mobilité tous modes. Il apportera une réponse à la très forte demande en logements exprimée sur cette partie de la ville, générée notamment par la proximité du centre hospitalier universitaire et des secteurs d'activités économiques en plein développement (Euromédecine, Parc 2000, Sanofi-Aventis,...).

Le projet prévoit la réalisation d'un programme d'environ 1400 logements, accompagné d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure. Un groupe scolaire de 15 classes, dont la construction a débuté courant mai 2011 en vue de l'ouverture d'une première tranche de 8 classes à la rentrée scolaire 2012, a d'ores et déjà été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 20 avril 2011. Cet équipement répondra dans un premier temps aux besoins du quartier de Malbosc, pour ensuite accueillir les enfants du futur quartier du Coteau.



S'inscrivant pleinement dans une logique de développement durable, la réalisation du nouveau quartier du Coteau visera particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services toute en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis 30 ans ;
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) ;
- ouvrir au public de nouveaux espaces verts avec la mise en valeur des réseaux verts (Aqueduc) et l'achèvement du parc Malbosc dont la 3ème tranche d'aménagement à venir respectera la nature du site et les attentes des usagers ;
- achever de rompre l'isolement du quartier de la Mosson en assurant une continuité urbaine.

Le schéma d'aménagement d'ensemble s'effectuera en articulation avec le parc Malbosc et les grands domaines boisés situés en bordure de l'avenue des Moulins. La densité des constructions proposée sera comparable à celle développée dans le quartier Malbosc, dans le respect de la qualité paysagère du site, notamment sur sa partie sud, où les aménagements futurs intégreront les contraintes topographiques des lieux en veillant, en particulier, à la préservation des dégagements de vue vers le paysage lointain.

Au regard des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU), le secteur d'aménagement du Coteau est aujourd'hui classé en secteur de zone à urbaniser AU0-6 à titre principal, ainsi qu'en secteur de zone naturelle N-1 autour des grands mas et à l'ouest du lycée Jean Monnet.

La zone à urbaniser AU0 couvre les secteurs de la ville pour lesquels les voiries, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à la périphérie immédiate n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la définition d'une opération d'ensemble et à une modification ou à une révision du PLU.

La zone nature N couvre, quant à elle, les secteurs de la commune identifiés notamment, soit en raison de la qualité des sites et des milieux naturels, des paysages, de leur intérêt historique ou écologique, soit de leur caractère d'espaces naturels.

L'importance du programme envisagé pour le quartier du Coteau et l'intérêt général qu'il revêt tant au regard des besoins en logements que des exigences en matière de mixité sociale, d'emplois, d'équipements et de services exprimés sur cette partie de la ville, nécessitent une évolution des dispositions d'urbanisme réglementaire en vigueur, ces dernières n'étant pas compatibles avec les principes adoptés par le Conseil municipal du 28 mars 2011 relatifs à son aménagement.

Dans ce contexte, il convient donc, dès aujourd'hui, d'engager les procédures nécessaires à l'évolution du PLU qui aura notamment pour effet de réduire la zone naturelle N existante.

En conséquence, considérant à la fois l'intérêt général de l'opération et la nécessaire réduction d'une zone naturelle N, il est proposé, conformément aux articles L.123-6 à L.123-13 du code de l'urbanisme, d'engager une procédure de révision simplifiée du PLU sur le secteur d'aménagement du Coteau.

Cette révision simplifiée, dont le contenu sera affiné à l'occasion d'études à réaliser ultérieurement, pourrait notamment se traduire par :

- la suppression du secteur de zone à urbaniser stricte AU0-6 au profit d'une zone à urbaniser alternative AU à vocation principale d'habitat pouvant également accueillir des constructions à usage de bureaux et d'activités ;
- la réduction partielle du secteur de zone N-1 au profit d'une zone à urbaniser alternative AU à vocation principale d'habitat, dont la règle limitera la densité et la hauteur des bâtiments, dans le respect de l'environnement boisé et du caractère patrimonial du site ;
- la réduction partielle du secteur de zone N-2 et du secteur de zone 3U1-1 au profit d'une zone à urbaniser alternative AU à vocation principale d'habitat et d'équipements ;

- le recalage de l'emprise de l'emplacement réservé R27 inscrit au bénéfice de la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un grand poumon vert public.

Ces évolutions ne sont pas de nature à remettre en cause les grands équilibres entre zone naturelle et zone urbanisée. Elles ne portent par ailleurs pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable et ne compromettent pas de protection édictée en raison de risques de nuisance.

En application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, une concertation avec le public sera organisée dans le cadre de la présente procédure selon des modalités qui pourraient se décliner de la manière suivante :

- une réunion publique ;
- une mise à disposition du public du projet de révision simplifiée du PLU pendant une durée minimum d'un mois ;
- une mise à disposition durant cette période d'un cahier permettant de recueillir les remarques du public ;
- un (ou plusieurs) article(s) dans le journal d'information municipale.


La procédure donnera lieu par la suite à l'organisation d'une enquête publique qui fera l'objet d'une large publicité et qui sera conduite par un commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prescrire, conformément aux articles L. 123-6 à L. 123-13 du code de l'urbanisme, la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau,
- de dire que cette procédure a pour objectif de réaliser un nouveau quartier à dominante d'habitation revêtant un caractère d'intérêt général au regard des besoins en matière de logements, de mixité sociale, d'emploi, d'équipements et de services exprimés dans cette partie de la ville,
- d'adopter, en application des articles L.123-6 et L.300-2 du code de l'urbanisme, les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

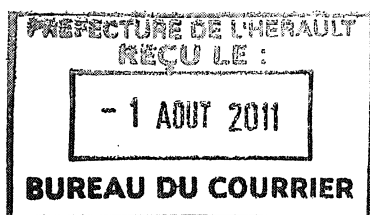
**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
(Hérault)

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Plan local d'urbanisme (PLU) Modification simplifiée APPROBATION

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L. 123-13 7° alinéa, R. 123-20-1 et R. 123-20-2 du code de l'urbanisme, un projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier intègre une modification de forme et une modification de fond visant :

### - La rectification d'une erreur matérielle :

**Quartier Mosson – Secteur de Malbosc :** dans le secteur de zone 9AU-5, correspondant au futur groupe scolaire François Mitterrand, la représentation graphique du périmètre de hauteur maximale des constructions autorisées dans ledit secteur est reportée sur les pièces graphiques du règlement du PLU.

### - La réduction ponctuelle d'un emplacement réservé :

**Quartier Centre – ZAC Nouveau Saint-Roch :** l'emprise de l'emplacement réservé C129, établi au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation de la 3<sup>e</sup> ligne du tramway, est ponctuellement réduite au droit de l'îlot situé entre la rue Jules Ferry et le pont de Sète, afin de permettre la réalisation d'un bâtiment venant prolonger l'alignement des façades sur la rue Jules Ferry.

Ce projet de réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C129 a été transmis pour avis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui en est le bénéficiaire. Par courrier en date du 30 mai 2011, la Communauté d'Agglomération a donné un avis favorable à cette adaptation ponctuelle de la réserve C 129 en précisant qu'elle n'est pas de nature à compromettre la réalisation du projet de tramway.

Le projet de modification simplifiée du PLU a été mis à la disposition du public du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> juillet 2011 inclus. Il n'a fait l'objet, durant cette période, d'aucune remarque ni observation de la part du public.

En conséquence, au vu :

- du dossier de modification simplifiée du PLU mis à la disposition du public,
- de l'absence de remarques et d'observations formulées par le public sur ce dossier,

**Il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le dossier de modification simplifiée du PLU tel qu'annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de modification simplifiée du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public,
- de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

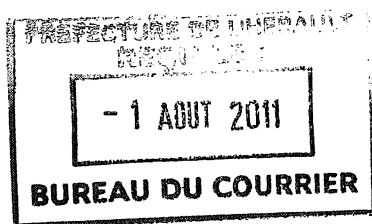


Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Domanialité publique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 395



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Foncier Domaine Public Fluvial Régional Portion du lit mineur du Lez Transfert de propriété à la Région

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte:

Le Conseil Régional, en séance du 17 mars 2006, a approuvé le principe de création du Domaine Public Fluvial Régional (DPFR) sur le Lez, pour sa portion allant de Montpellier à la mer.

Cette volonté s'est concrétisée le 30 décembre 2008 par le transfert par l'Etat au profit de la Région, d'une partie du Lez située en aval de Lattes.

Afin de poursuivre les acquisitions foncières nécessaires à la continuité du projet, la Région a sollicité de la Ville de Montpellier, le transfert de propriété du lit mineur du Lez, pour sa portion entre le pont Zuccarelli et le pont de l'autoroute.

Il s'agit des deux parcelles cadastrées SB 41, SC 51 à savoir uniquement le lit du Lez.

Dans le même temps, une convention sera signée entre la Région et la Ville, afin de définir les modalités d'utilisation du Lez, qui sera alors considéré comme du Domaine Public Régional. Cette convention ne concernera que la gestion de l'espace flotté entre le Pont Zuccarelli et la limite communale de Lattes, notamment pour les manifestations publiques organisées par la Ville.

D'autre part, une clause de retour des biens cédés sera insérée à l'acte sous forme de condition résolutoire, si le projet de navigabilité n'était pas réalisé dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature de l'acte. L'office notarial de Baillargues sera saisi de la rédaction de cet acte notarié, aux frais de la Région, acquéreur.


Compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir le lit mineur du Lez et du projet public lié à ce transfert, la cession des parcelles concernées se fera à titre gratuit, conformément à l'estimation des services fiscaux.

**Après étude de cette affaire, il est proposé au Conseil municipal :**

- de céder à la Région la portion du lit mineur du Lez entre le pont Zucarelli et le pont de l'autoroute, soit les deux parcelles SB 41, SC 51,
- de dire que cette cession se fera à titre gratuit compte tenu de la nature du bien (lit du Lez) et l'intérêt public lié à ce transfert (mise à navigabilité du Lez),
- de confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété à l'Office Notarial de Baillargues, aux frais de la Région,
- de prévoir la signature d'une convention qui permettra à Ville d'utiliser le lit du Lez pour différentes manifestations, sur le tronçon entre le Pont Zuccarelli et la limite communale de Lattes,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

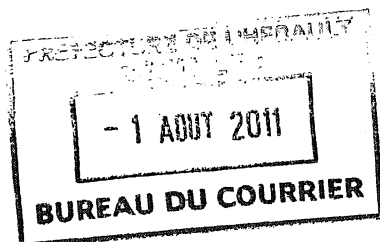


**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Domanialité publique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 396



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Mariène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Foncier Vente Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier Lutte contre les inondations Basse vallée du Lez

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Afin d'aménager et de protéger la Basse Vallée du Lez contre les inondations, une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) a été engagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM) et l'arrêté préfectoral de cessibilité a été pris le 21 mars 2008.

Les parcelles nécessaires au projet, détaillées dans l'état parcellaire, sont déclarées cessibles au profit de la CAM, il s'agit de :

- 5 parcelles, propriété de la Ville de Montpellier, DN 137, DN 508, DN 24, SH 106, SH 108 représentant les berges du Lez, au Sud de l'autoroute.
- La parcelle SH 1, propriété de la Ville de Montpellier, aujourd'hui divisée en 2 parcelles : le lit du Lez (SH 105) et la berge en rive gauche du Lez (SH 104).
- 10 parcelles, propriété de la Ville de Montpellier, représentant une partie des berges de la Lironde : SH 63, SH 65, SH 88, SH 89, - SI 47, SI 63, SI 61, SI 49, SI 85, SI 86.

A noter que ces cessions sont sollicitées à titre gratuit compte tenu de l'intérêt public du projet.

Il est proposé de vendre les parcelles concernées à la CAM et de prévoir en même temps, la signature de deux conventions, une pour le Lez, une pour la Lironde :

- avec des servitudes de passage (piétons/cycles),
- avec des contraintes (manifestations sportives ...),
- avec des conditions d'entretien et d'exploitation

**Après étude de cette affaire, il est proposé au Conseil municipal :**

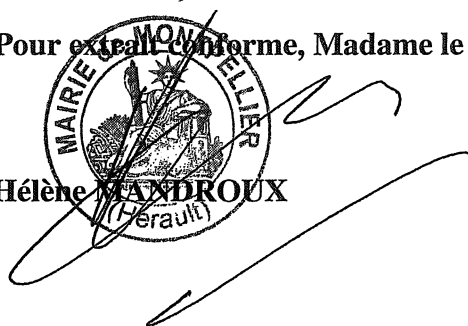
- la vente à la CAM à titre gratuit, des parcelles concernées par les travaux de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez,
- la signature de deux conventions, une pour le Lez et une autre pour la Lironde, permettant de prévoir les modalités d'occupation, par la Ville, des emprises concernées,
- de confier la rédaction des actes à l'office notarial de Baillargues, au frais de la CAM,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène SANDROUX**

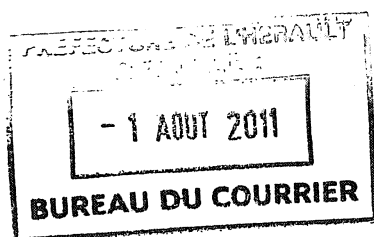
**Publiée le : 26/07/2011**





Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 397



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Propriété RAMOND 219 avenue du Petit-Train Acquisition

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte:

Monsieur et Madame RAMOND sont propriétaires d'une maison située 219 avenue du Petit Train, cadastrée EZ 175, qu'ils souhaitent vendre.

Il s'agit d'une parcelle de 324 m<sup>2</sup> supportant une maison mitoyenne de deux côtés de 110 m<sup>2</sup> habitables en R+2, avec jardin et plusieurs annexes, représentant une surface utile pondérée de 133 m<sup>2</sup> environ, entièrement rénovée et en très bon état d'entretien, occupée par les propriétaires.

Cette propriété, impactée par l'opération C41 du plan local d'urbanisme (Elargissement de l'avenue du Petit Train), est située en zone 2U1-1f, dans l'îlot jouxtant la ZAC Consuls de Mer, délimité par la rue du Moulin des Sept Cans, l'avenue du Petit-Train et le chemin de Moularès.

Le bâti de cet îlot offre, sur la rue du Moulin des Sept Cans, une façade peu en harmonie avec celle des immeubles, beaucoup plus hauts, nouvellement construits dans le cadre de la ZAC Consuls de Mer.

Les dispositions réglementaires de la zone PLU permettent son évolution vers une urbanisation plus dense en cohérence avec la mutation du tissu urbain environnant dans la ZAC Consuls de Mer.

Dans cette perspective, la Ville a acquis dans le périmètre de la ZAC, en façade du chemin de Moularès, les parcelles EZ 152 et 159 et EY 156, et hors périmètre de ZAC, à titre de réserve foncière pour ménager l'avenir et la transformation urbaine cohérente de cet îlot, la parcelle EZ 154, voisine de la parcelle de M. et Mme RAMOND.

Ces derniers proposent de céder leur maison à la Ville au prix de 320 000 €.

Ce montant est conforme à l'évaluation réalisée par les services fiscaux le 9 juin 2011, soit 300 000 € avec marge d'appréciation de plus ou moins 10%.

M. et Mme RAMOND souhaitent continuer d'occuper la propriété durant quelques mois. Ils s'engagent à libérer les lieux au plus tard le 31 décembre 2011, et acceptent que le paiement du prix de l'acquisition intervienne au moment de la libération des lieux.

Dans ces conditions, il paraît opportun d'acquérir la propriété RAMOND, à titre de réserve foncière, dans la perspective du réaménagement urbain de l'îlot dans lequel elle est située, en bordure de la ZAC Consuls de Mer.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'acquisition par la Ville de la propriété de M. et Mme RAMOND, située 219 avenue du Petit Train et cadastrée EZ 175, au prix de 320 000 €.
- d'accepter le maintien des propriétaires occupants dans les lieux jusqu'au 31 décembre 2011 au plus tard
- de dire que le paiement du prix d'acquisition interviendra au moment de la libération des lieux.
- de confier la rédaction de l'acte au notaire des vendeurs.
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition au Budget 2011 de la Ville
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

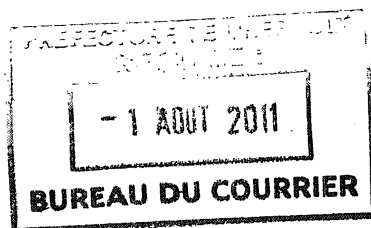
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Domanialité publique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 398



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## PAE Multisites Marquerose Société Sud Aménagement Foncier Acquisition des parcelles EL639 EL640 et EL643

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte:

Dans le cadre du projet d'élargissement de la rue de la Marquerose, qui s'inscrit dans le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Multisites Marquerose, la Société Sud Aménagement Foncier doit, au titre de l'arrêté modificatif du permis de construire n° 34.172.10.V0.141 et de la convention de participation au PAE Multisites Marquerose, céder à la Ville de Montpellier la parcelle nouvellement cadastrée EL 639 (86 m<sup>2</sup>) dont elle est propriétaire.

Cette parcelle doit permettre d'élargir la rue de la Marquerose, voie très étroite et sans trottoir à cet endroit.

Cette transaction aura lieu au prix de 70 €/m<sup>2</sup>, soit 6 020 € pour une surface totale de 86 m<sup>2</sup>, conformément à l'arrêté modificatif du permis de construire n° 34.172.10.V0.141 et à la convention de participation au PAE Multisites Marquerose. Ce montant viendra en déduction des participations dues dans le cadre du PAE.

Par ailleurs, la Société Sud Aménagement Foncier propose de céder, à titre gratuit, le fossé pluvial situé sur les parcelles nouvellement cadastrées EL 640 (256 m<sup>2</sup>) et EL 643 (102 m<sup>2</sup>) pour que la Ville puisse réaliser l'entretien nécessaire de ce cours d'eau temporaire.

Le notaire chargé de l'opération est Maître PAN, il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée EL 639 d'une superficie de 86 m<sup>2</sup>, appartenant à la Société Sud Aménagement Foncier, au titre de leur participation au PAE Multisites Marquerose, pour permettre les travaux d'élargissement de la rue de la Marquerose,

- d'accepter la cession gratuite du fossé pluvial situé sur les parcelles nouvellement cadastrées EL 640 (256 m<sup>2</sup>) et EL 643 (102 m<sup>2</sup>) pour que la Ville puisse réaliser l'entretien nécessaire de ce cours d'eau temporaire,

- de confier la rédaction de l'acte au notaire chargé de l'opération, Maître PAN, aux frais de la Ville,

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



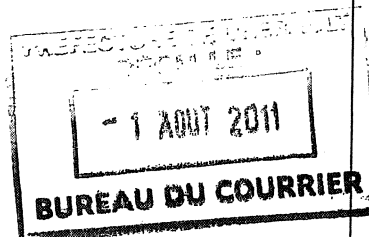
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Domanialité publique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 399



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Foncier - Acquisition onéreuse Elargissement route de Mende Propriété "SCCV Le Carré des Mandarins"

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte:

La société « SCCV Le Carré des Mandarins » a réalisé une opération immobilière, sur les parcelles cadastrées BP 319 et BP 320, d'une contenance totale de 1 985 m<sup>2</sup>.

Conformément à l'opération C2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), elle a détaché de l'assiette foncière de la future copropriété, la parcelle cadastrée BP 320 de 172 m<sup>2</sup>, afin de permettre l'élargissement de la «Route de Mende», et valoriser ainsi son opération.

Les services fiscaux ont évalué le terrain dépourvu de droit à construire à 70 €/m<sup>2</sup>, soit 12 040 € (douze mille quarante euros) pour 172 m<sup>2</sup>.

La société « SCCV Le Carré des Mandarins » a donné son accord pour cette cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « voirie acquisition terrains ».

Les travaux d'aménagement seront pris en charge par la Commune, les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « travaux suite acquisition ».

Maître Gilles GAYRAUD, notaire à Pignan, a en charge les intérêts de la « SCCV Le Carré des Mandarins ».

**En conséquence, il est proposé :**

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée BP 320, d'une contenance de 172 m<sup>2</sup>, au prix de 70 €/m<sup>2</sup>, montant conforme à l'estimation des services fiscaux, soit un total de 12 040 € (douze mille quarante euros) afin de permettre l'élargissement de la « Route de Mende » opération C2 du PLU,
- de réaliser les travaux d'élargissement de la route de Mende, au droit de l'opération,
- de saisir Maître Gilles GAYRAUD, notaire à Pignan, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

  
Hélène MAUDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Alp 58

DEPT DE MONTPELLIER  
SERVICE COURRIER  
21 JAN. 2008  
ARRIVÉE



Liberté • Égalité • Fraternité DIRECTION RÉPUBLIQUE FRANÇAISE URBANISME OPÉRATIONNEL				
21 JAN. 2008				
DP	C		VV	

TRÉSOR PUBLIC

TRESORERIE GENERALE DE LA REGION  
LANGUEDOC - ROUSSILLON ET DU  
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Montpellier, le 11 janvier 2008.



**BRIGADE D'EVALUATION.**

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL  
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@cp.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier

Direction Générale des Services Techniques

Service foncier opérationnel

1, Place Francis Ponge

34064 Montpellier cedex 2

**Objet:** Cession d'un terrain à titre gratuit (art. R 332-15 CU).  
Demande d'avis en date du 08/01/2008.  
Affaire suivie par M. Gérard MICHEL.

**Référence:** dossier n° 2008 172 V 0079.

RECEVU  
- 1 AOUT 2011  
BUREAU DU COURRIER

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier
- 2- **Situation des biens :** Parcelles cadastrées BS 5 et 401 situées 26 rue du Docteur Pezet et 685 route de Mende à Montpellier.
- 3- **Propriétaire et n° du permis de construire:** M. GIL CAUSSE – PC n° 34 172 07 V 0396.
- 4- **Urbanisme applicable :** parcelles en zone IU2-3 avec un COS indéterminé (BS 401) et 2U1-1 avec un COS de 1 (BS 5) du PLU.
- 5- **Désignation sommaire :** Emprise de 60 m<sup>2</sup>, représentant moins de 10% de la surface du terrain concerné, cédée à titre gratuit en application des dispositions de l'article R 332-15 du code de l'urbanisme.
- 6- **Evaluation des biens :** La valeur vénale du terrain cédé gratuitement d'une surface de 60 m<sup>2</sup>, dépourvu de toute constructibilité, peut être évaluée à 4 200 €.

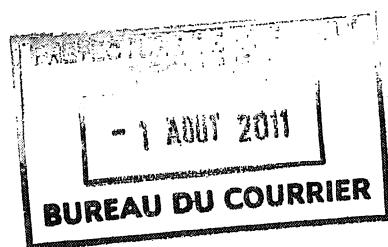
Pour le Trésorier Payeur Général,  
Et par délégation,  
L'inspecteur principal,

soit 70 €/m<sup>2</sup>

Serge DE BREMDY

MINISTRE DU BUDGET  
DES COMPTES PUBLICS  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

665



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Déclassement du domaine public communal Voie publique à l'arrière du site de "l'ancien tri postal" Boulevard de la Perruque

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du futur projet d'aménagement prévu sur le site de « l'ancien tri postal », la Ville propose de procéder au déclassement de la voie située à l'arrière du site, débouchant sur le boulevard de la Perruque, entre la parcelle cadastrée DV 576 et les résidences privées cadastrées DV 337 et DV 470.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal a eu lieu du 10 juin 2011 au 27 juin 2011 inclus. Monsieur le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

Il est donc proposé d'incorporer cette emprise dans le domaine privé communal. La ville pourra ainsi profiter du projet immobilier qui sera réalisé sur le site de l'ancien tri postal, pour revoir l'ensemble des voies de desserte sur ce secteur et requalifier les espaces publics d'une façon plus cohérente.

Un géomètre expert sera sollicité pour procéder au numérotage de cette emprise auprès des services du cadastre.

### Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- de déclasser du domaine public communal la voie débouchant sur le boulevard de la Perruque, et située entre la parcelle cadastrée DV 576 et les résidences privées cadastrées DV 337 et DV 470,
- d'incorporer cette emprise dans le domaine privé de la Ville,
- de faire procéder au numérotage de cette parcelle par un géomètre expert qui interviendra auprès des services du cadastre
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

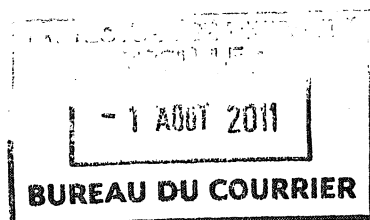
Le Conseil adopte.

Publiée le : 26 07 2011

Pour extrait conforme, Madame le Maire  
Hélène MANDROUX







## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## TRAMWAY

### Réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et l'extension ouest de la 1<sup>ère</sup> ligne "Centre de Maintenance des Hirondelles" Echange de terrains avec la C.A.M.

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de l'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne, opération déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 18 juin 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisage l'extension du centre de maintenance du matériel roulant du tramway appelé « centre de maintenance des hirondelles » situé rue Sainte-Barbe à proximité du parc public municipal de Malbosc.

Le centre de maintenance a été construit en 1997 par le District à l'occasion de la réalisation de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway.

Le projet d'extension du centre de maintenance conduit à procéder à des échanges fonciers entre la Ville et la C.A.M. Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal avait autorisé la Ville à procéder à ces échanges qui se traduisait par la cession par la Ville à la C.A.M. de 1871 m<sup>2</sup> et la cession par la C.A.M. à la Ville de 46 m<sup>2</sup>.

A ce jour, de nouveaux documents d'arpentage établissent que l'échange foncier doit être effectué selon les termes suivants :

- la cession par la Ville à la C.A.M. des parcelles cadastrées TT 78p-80p-82p-70p et TP 90p-98p-100p représentant 1683 m<sup>2</sup>, pour un montant d'environ 26.510 €,
- la cession par la C.A.M. à la Ville des parcelles cadastrées TT 81p-83p représentant 101 m<sup>2</sup>, pour un montant d'environ 1.591 €.

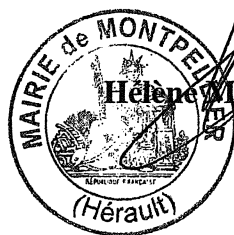
En conséquence, au vu des estimations des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider l'annulation de la délibération du 5 octobre 2009,
- d'autoriser la cession à la C.A.M. les parcelles cadastrées TT 78p-80p-82p-70p et TP 90p-98p-100p représentant environ 1683 m<sup>2</sup> pour un montant d'environ 26.510 €,

- d'acquérir les parcelles cadastrées TT 81p et TT 83p, propriété de la C.A.M., représentant 101 m2 situées le long du parc de Malbosc pour un montant d'environ 1.591 €,
- de dire que la recette sera portée au budget de la Ville, la T.A.M. mandataire intervenant en tant que tiers payeur,
- de demander à Maître Andrieu, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant cet échange foncier avec soulte, aux frais de la C.A.M. ou de son mandataire,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## FONCIER Convention opérationnelle Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon / Ville de Montpellier Secteur des GREZES

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Situé à l'Ouest de la Ville de Montpellier, le secteur des Grèzes est bordé au Nord-Est par la rue de Celleneuve à St-Hilaire, au Sud-Est par la rue du Pont de Laverune, et à l'Ouest par le secteur naturel et paysager de la Mosson.

Ce quartier, actuellement composé de nombreuses parcelles agricoles, a vocation à être urbanisé pour répondre en partie aux besoins d'extension future de la Ville de Montpellier. La surface du secteur, identifié AU0-8 au Plan Local d'Urbanisme, est d'environ 45 ha.

La Ville souhaite réaliser dans ce secteur un écoquartier s'inscrivant dans les objectifs d'ensemble de la ville de Montpellier, à savoir assurer un développement urbain durable, en répondant à la forte demande en logements exprimée et en promouvant notamment la mixité sociale et des fonctions dans les quartiers, un environnement de qualité, la prise en compte des problématiques des déplacements et la desserte par le réseau de transport en commun.

Cette urbanisation nouvelle présentera un caractère mixte, avec cependant principalement des constructions destinées à l'habitation de taille et type divers, et plus ponctuellement des activités (bureaux, commerces, hôtels, services...). Ce nouveau quartier contribuera aussi à marquer l'entrée Ouest de la ville et la transition entre le périurbain et la ville tout en désenclavant certains quartiers existants.

Ce secteur est inclus dans la Zone d'Aménagement Différé des BOUISSES, créée par arrêté préfectoral du 8 mars 2007.

Afin de s'assurer la maîtrise foncière de ce secteur le plus tôt possible parallèlement à l'élaboration du projet, la Ville a sollicité l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR), le 2 juillet 2010.

Lors de sa séance du 30 juin 2011, le Bureau de l'EPF LR a approuvé le projet de convention opérationnelle EPF LR / Ville pour le secteur des GREZES.

Cette convention d'une durée maximale de 8 années à compter de sa signature, a pour finalité de confier à l'EPF LR:

- La conduite d'une veille foncière active pendant la phase d'élaboration du projet avec la mise en place d'une DUP réserve foncière;
- La maîtrise, à l'amiable ou dans le cadre de cette procédure de DUP, de l'ensemble des terrains nécessaires au projet.

Cette convention opérationnelle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent l'EPF LR et la Ville pour conduire sur le moyen et court terme les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet;
- préciser la portée de cet engagement.

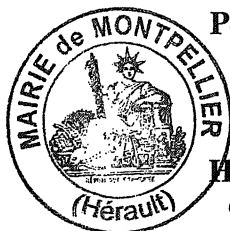
Les terrains et biens acquis par l'EPF LR seront revendus, au prix de revient actualisé, à la Ville ou à son aménageur (le cas échéant) au terme de la convention.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention opérationnelle à passer entre Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la Ville, relatif au secteur des GREZES, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

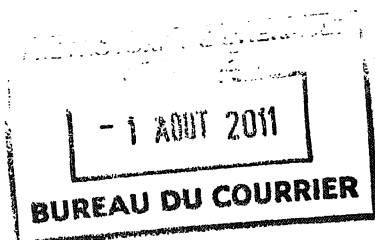
**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 26 07 2011**



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières VILLE / SERM Compte-rendu annuel à la collectivité (Exercice 2010) Avenant n° 10

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

L'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers possédant chacun son caractère propre autour d'un port et d'un grand parc public. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention Ville/Société d'équipement de la région montpelliéraine concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement ; 9 avenants à cette convention ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007 et du 24 juillet 2008.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2010

Le solde des terrains acquis et non intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non opérationnels en 1993. La valeur cumulée de ces terrains, au 31 décembre 2010, représentait 17 019 000 €. Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur.

Le montant total du mandat s'élève à 23 700 000 € TTC, dont 21 958 000 € TTC ont été réalisés au 31 décembre 2010.

Il faut noter que dans le cadre du mandat qui fait l'objet du présent compte-rendu la SERM n'a pas exercé de prérogatives de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation,...).

Par ailleurs, compte tenu du développement de l'urbanisation du quartier Port Marianne sur des secteurs non encore opérationnels mais couverts par le périmètre de la présente convention, il apparaît opportun de poursuivre les acquisitions foncières et de proroger la durée de la convention de mandat jusqu'au 31 décembre 2013

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2010, qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine à la date du 31 décembre 2010,
- d'approuver un avenant n° 10 à la convention de mandat visant à poursuivre les acquisitions foncières conduisant à proroger la durée de la convention de mandat jusqu'au 31 décembre 2013,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

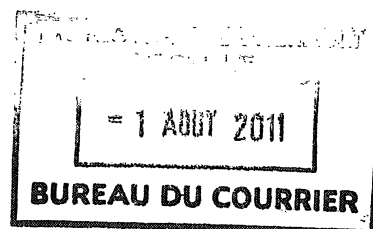


Pour extrait conforme, Madame le Maire

Mélène MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOUT, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Secteur d'Aménagement du Coteau, protocoles d'accord entre la Ville de Montpellier et :

- Madame Monique AUBERT, vve de Monsieur Jean DINET, parcelle TR 16,
- les consorts MAUREL, parcelle TR 15,
- les consorts CARTAILLAC, parcelle TN 24,
- les consorts GIBELY, parcelle TN 162

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, la Ville a adopté le principe d'urbanisation du secteur situé au sud du quartier de Malbosc, sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement, les modalités de la concertation de la population relatives à cette opération et le calendrier prévisionnel des procédures à engager.

Le futur quartier du Coteau, qui emprunte son nom au principal mas qui occupe le tènement, se situe au sud du quartier Malbosc et couvre une superficie d'environ 25 hectares. Son aménagement, adossé à la ligne 3 du tramway, réalisé sous la conduite de la collectivité, apportera une réponse à la très forte demande en logements, commerces et services sur ce secteur, générée par la proximité du centre hospitalier universitaire et des secteurs d'activités économiques en développement ( Euromédecine, Parc 2000, Sanofi-Aventis, ...).

Au cours de cette même séance du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a accepté les termes d'un protocole d'accord liant la Ville aux consorts Rigail, en vue notamment d'acquérir une partie de leur propriété pour la réalisation de ce nouveau secteur d'aménagement.

Depuis, quatre propriétaires de terrains situés dans le secteur d'étude de la future ZAC, se sont rapprochés de la collectivité en vue de la cession de leurs parcelles. Nous proposons l'approbation par le Conseil Municipal de protocoles d'accord fixant les conditions financières des cessions, sachant que le reclassement des terrains appartenant aux cocontractants en zone AU immédiatement constructible, résultant de la révision simplifiée du

PLU liée à la procédure de ZAC, à intervenir au plus tard en septembre 2012, constitue une condition substantielle à leur vente.

L'engagement de cette procédure de révision simplifiée du PLU est proposée à l'approbation du Conseil Municipal, lors de la présente séance.

La Ville acquerra aux propriétaires concernés, après approbation de la révision du PLU, au prix de 55 €/m<sup>2</sup> plus les indemnités de remploi, (valeurs conformes à l'estimation des services fiscaux), les parcelles suivantes représentant une superficie totale de 41 739 m<sup>2</sup>, à savoir :

- la parcelle TR 16, de 12 078 m<sup>2</sup>, appartenant à Madame Monique AUBERT, veuve DINET,
- la parcelle TR 15, de 7 319 m<sup>2</sup>, appartenant aux consorts MAUREL,
- la parcelle TN 24, de 15 716 m<sup>2</sup>, appartenant aux consorts CARTAILLAC,
- la parcelle TN 162, de 6 626 m<sup>2</sup>, appartenant aux consorts GIBELY.

Ces acquisitions feront l'objet de compromis de vente qui seront soumis à un prochain Conseil Municipal.

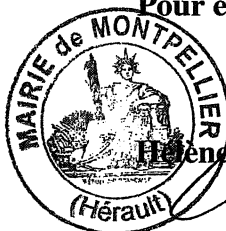
**En conséquence et après étude du dossier, et au vu des estimations des services fiscaux, nous vous proposons :**

-d'accepter les présents protocoles établis entre la Ville de Montpellier et quatre propriétaires, dont les parcelles sont concernées par le secteur d'urbanisation future du Coteau, en vue de l'acquisition à l'amiable de quatre parcelles nécessaires à ce projet, soit les parcelles TR 16 ( Madame AUBERT, veuve DINET), TR 15 ( consorts MAUREL), TN24 (consorts CARTAILLAC) et TN 162 (consorts GIBELY), d'une superficie totale de 41 739 m<sup>2</sup>, au prix de 55 €/m<sup>2</sup> plus les indemnités de remploi, conforme à l'estimation des services fiscaux,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Institution de la taxe d'aménagement sur le territoire communal

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

La loi des finances rectificative pour 2010 en date du 29.12.2010 a profondément modifié la fiscalité de l'urbanisme et notamment les articles L331-1 et suivants du code de l'urbanisme.

En application des dispositions susvisées la taxe d'aménagement, applicable aux autorisations d'urbanisme, entrera en vigueur à compter du 01.03.2012 en substitution des taxes locales existantes.

La taxe d'aménagement comprendra une part communale et une part départementale.

La valeur forfaitaire du m2 de la surface de la construction taxée qui sert de base au calcul de la taxe est fixée par la loi. Elle est de 660€.

Le taux de la part communale peut varier de 1 à 20 %.

Le taux de la part départementale ne peut excéder 2,5 %.

Il appartient au conseil municipal de fixer le taux d'imposition applicable à la part communale de la taxe d'aménagement.

Après analyse il paraît souhaitable de maintenir un niveau d'imposition comparable à celui actuellement en vigueur avec la taxe locale d'équipement. En cohérence avec la politique de promotion de la mixité sociale portée par la Ville, un abattement de 50% s'appliquera aux logements sociaux.

Comme le permet l'article L331-13 du code de l'urbanisme, il est également proposé d'augmenter la base imposable des emplacements de stationnement non compris dans la surface taxable. Cette mesure réduira la distorsion importante entre le coût des aires de stationnement extérieures et intérieures.

### En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

-D'instituer sur le territoire communal, sur les zones où la taxe locale d'équipement est actuellement applicable, la taxe d'aménagement au taux de 5%.

-De dire que la valeur forfaitaire des places de stationnement non comprises dans la surface visée à l'article L331-10 du code de l'urbanisme sera de 5000€

-D'autoriser Mme le Maire ou M l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

La présente délibération sera valable pour une durée de 3 ans. Toutefois le taux pourra être modifié tous les ans.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Helène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**

**Séance publique du  
lundi 25 juillet 2011**

66148

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

**Absents :**

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

**Zac Port Marianne - Consuls de Mer  
Futur Hôtel de Ville  
Autorisation de signer l'avenant au marché de travaux  
Lot 6-2 : Vêtages et brises soleil fixes  
Lot 7 : Grandes façades**

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du Futur Hôtel de Ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m<sup>2</sup> de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1<sup>er</sup> février 2005. La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises LABASTERE – DL Pyrénées et l'entreprise sous traitante LAUBEUF SA, pour assurer les travaux du lot 6 : « Vêtages - Brises soleil fixes - Menuiseries extérieures ».

Par avenant n°1, les travaux du lot 6 ont été transférés de la société LABASTERE à la société LABASTERE 64.

Par avenant n°2, la partie de travaux « vêtages inox et Brises Soleil fixes » a fait l'objet d'une cession par le groupement à l'entreprise LAUBEUF SA. Ces lots ont été rebaptisés :

6-1 : Menuiserie extérieures et brises soleil

6-2 : Vêtages et brises soleil fixes

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise LAUBEUF SA, pour assurer les travaux du lot 7 : « Grandes Façades ».

Par avenant n° 3 au présent lot 6-2 notifié par OS n° 9 du 17 mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 873.440,27 € Hors Taxes, ce qui a porté le montant du marché initial à 9.288.440,27 € Hors Taxes.

Par avenant n° 1 au présent lot 7 notifié par OS n° 10 du 17 mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 143.154,10 € Hors Taxes, ce qui a porté le montant du marché initial à 3.011.800,68 € Hors Taxes.

Les présents avenants ont pour objet la réalisation de différents travaux supplémentaires qui s'avèrent nécessaires à la réalisation et à la finition de l'ouvrage, notamment l'amélioration du flocage des ponts liés à la sécurité incendie et l'augmentation des prototypes à l'échelle définitive en phase de test.

Sont également intégrés à ces avenants les indemnités pour reprise de travaux liées à la modification des prestations initiales du marché, et les indemnités pour logistique de chantier perturbée par les contraintes d'environnement de travaux et d'accès (chantier ZAC et tramway). Ce qui porte le montant des marchés 6.2 et 7 de l'entreprise Laubeuf à, respectivement 10 135 832,68 € Hors Taxes et 3 053 860,13 € Hors Taxes.

La commission d'Appel d'Offres en date du 5 juillet 2011 a décidé d'accorder un avis favorable aux avenants n°4 lot 6-2 et n°2 lot 7 de l'entreprise LAUBEUF SA.

Les montants et pourcentages d'augmentation par rapport aux montants initiaux et avenants précédents sont présentés comme suit :

N° avenant	Désignation	Entreprise	Marché initial	Marché initial et avenants précédents HT	Montant avenant HT	Montant total HT	% augmentation par rapport au Marché initial
4	lot 6.2 : Végates et brises soleil fixes	LAUBEUF SA	8 415 000,00	9 288 440,27	847 392.41	10 135 832,68	20,44%
2	Lot 7 : Grandes Façades	LAUBEUF SA	2 868 646,58	3 011 800,68	42 059.45	3 053 860,13	6,45%

L'ensemble des avenants proposés représentent 16,89 % du montant des marchés notifiés, il n'y a donc pas lieu de procéder à la modification du bilan financier global de l'opération qui reste dans l'objectif fixé initialement par le maître d'ouvrage.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant n°4 au marché de l'entreprise LAUBEUF SA, lot 6.2 pour un montant de 847 392.41 € Hors Taxes,
- d'approuver l'avenant n°2 au marché de l'entreprise LAUBEUF SA, lot 7 pour un montant de 42 059.45 € Hors Taxes,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville,
- Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 26 07 2011**



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. Jacques COUSTAN, 71 rue du Faubourg Figuerolles (50 % de la subvention)	1.673,38 €
Synd copro Le Renouvier chez SINE QUA NON, 15 bis bd. Renouvier (50 % de la subvention)	2.147,74 €
Synd coprop 4 rue Joseph Vidal, Agence BOULENC (50 % de la subvention)	3.005,01 €
Mlle Anne LERAY ou M. Cédric MARILLAT, 15 rue Anterrieu (50 % de la subvention)	1.670,00 €
M. BELHOMME DE FRANQUEVILLE X, 7 rue du Faubourg Figuerolles (50 % de la subvention)	1.580,00 €
SCI ANSAFA chez M. HUOT, 6 avenue Clemenceau (50 % de la subvention)	1.100,00 €
M. ou Mme Jean-Luc JULLIEN, 5 rue Saint Etienne (50 % de la subvention plafonnée)	500,00 €
Syndic JAY Immobilier, copropriété 8 rue Père Bonnet (50 % de la subvention plafonnée)	1.500,00 €
M. Alain DAVID, 5 rue Marcel de Serres (plafond de la subvention)	1.960,00 €
M. ou Mme Frédéric MOUREAU, 8 rue Paul Martin	957,95 €
Mme Françoise PONCET, 10-12-14 rue Paul Martin	1.721,76 €
SARL ALAIN POUX 18 rue du Faubourg Figuerolles	7.907,17 €
M. ou Mme JACQUEMIN André, 8 rue Bornier	3.246,33 €
Syndic cop L'Auriga, O.T.I. SYNDIC, 10 rue Pellicier/14-16 rue Haguenot	3.089,36 €
Syndic copro Faulquier Clemenceau – 1, 1 bis et 3 rue du Commerce	108.827,89 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 140.886,59 € correspondant aux 15 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

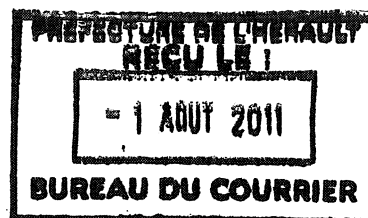
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**M. MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès-France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. Le Beterem et les services municipaux assurent respectivement la conception technique des aménagements à réaliser et le contrôle de leur exécution.

La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, notamment un gymnase et un groupe scolaire.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n° 1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès-France.

Par délibération en date du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification. Un avenant n° 2 au traité de concession était approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude

prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

Suite à la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement d'une parcelle située en bordure de la place Tycho Brahé, en vue de la réalisation d'une nouvelle opération de logements d'environ 2500 m² de SHON dont le chantier pourrait intervenir en 2012-2013.

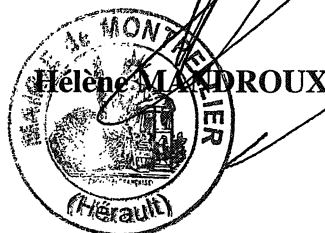
Au 31 décembre 2010, le bilan de l'exercice 2010 de l'opération s'établit à 19 431 000 € en dépenses et en recettes dont 18 250 000 € réalisés en dépenses et 18 581 000 € en recettes.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

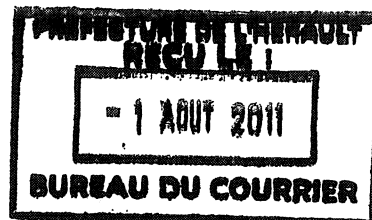
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Publiée le : 26 07 2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment abrite à la fois des équipements publics sous l'appellation « Maison de l'Occitanie et de l'Ibérie » (devenue depuis « Espace Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon ») et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme de l'îlot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2010, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 46 269 000 € en dépenses et en recettes dont 44 328 000 € engagés en dépenses et 46 233 000 € perçus en recettes.

#### **En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Méline MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Port Marianne - Jardins de la Lironde Infrastructures primaires Mandat Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Jardins de la Lironde, dont l'étude et la réalisation ont été confiées par la Ville à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), est entrée en 2003 en phase de réalisation. Elle permettra l'aménagement, sous la conduite de Christian de Portzamparc (architecte et chef de la ZAC), d'un nouveau quartier d'environ 2 000 logements dans le secteur de Port Marianne.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette ZAC ainsi que le programme des équipements publics et les modalités de la participation financière de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser les principales infrastructures primaires suivantes pour la partie qui ne concerne pas exclusivement la desserte du quartier :

- prolongement de la rue Léonard de Vinci depuis le quartier Blaise Pascal jusqu'à la place Matte Manuguerra (voie réalisée) ;
- réaménagement de l'avenue Albert Einstein, dans le périmètre de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde (travaux réalisés avec mise à double sens de l'avenue en février 2011) ;
- réaménagement de la route de Vauguières, entre la rue Albert Einstein et la rue Léonard de Vinci (travaux réalisés durant l'année 2006 et début 2007) ;
- création de deux bretelles d'accès à la ZAC depuis l'avenue Pierre Mendès-France, classée route express dont la réalisation a été autorisée par arrêté ministériel du 11 janvier 2007 (travaux réalisés fin 2009).

Par délibération du 5 novembre 2001, le Conseil municipal a décidé de confier par mandat à la SERM l'étude et la réalisation de ces aménagements primaires.

Un avenant n°1, approuvé par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, a permis de modifier la convention de mandat pour la proroger jusqu'au 31 décembre 2010.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la convention de mandat, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 26 juillet 2007 un avenant n°2 à la convention de mandat en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la convention de mandat afin de procéder au renforcement du réseau primaire d'eau potable entre les quartiers Blaise Pascal et Jardins de la Lironde par la réalisation d'une conduite de maillage sous l'avenue Pierre Mendès-France.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011, en considération des travaux de voirie et de réseaux restant à effectuer.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2013 pour assurer le suivi de garantie des travaux réalisés, notamment en matière d'espaces verts.

Le programme des travaux prévu par le mandat arrivant presque à son achèvement, un ajustement du bilan de l'opération est proposé en conséquence qui se traduit par une baisse des dépenses de 794 000 € TTC par rapport à l'exercice 2009.

Au 31 décembre 2010, le montant des dépenses constatées s'élevait à 6 640 000 € TTC pour un nouveau bilan prévisionnel total des dépenses de 7 084 000 € TTC.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de l'opération de mandat "Port Marianne-Jardins de la Lironde / Infrastructures primaires" qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

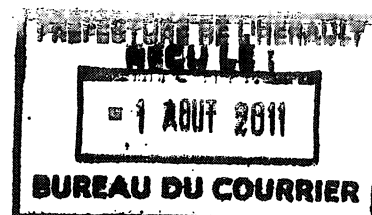
Pour extrait conforme, Madame le Maire



MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Marianne », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

Depuis, la très bonne commercialisation de la ZAC a généré un niveau de recettes suffisamment important qui permet de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Une grande partie des aménagements de la partie ouest de la ZAC restant à réaliser en particulier pour accompagner les constructions en cours ou à venir sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La bonne santé financière de l'opération permet de dégager un nouveau fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € seront versés dès cette année pour permettre les travaux d'aménagement du carrefour entre les avenues A. Einstein et A. Nobel. Le solde de 500 000 € sera versé en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération s'établit désormais à 3 743 000 €.

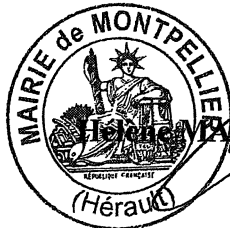
Au 31 décembre 2010, les dépenses engagées s'élevaient à 34 699 000 € pour un montant de recettes perçues de 36 969 000 €, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibrant à 43 308 000 € en dépenses et en recettes.

**En conséquence il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde du 1er janvier au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## **Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur nord-est de la place Ernest Granier et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2010) Avenant n°6**

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Marianne au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc



Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Marianne (capacité d'environ 100 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m<sup>2</sup> de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m<sup>2</sup> de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1<sup>er</sup> degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 26 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m<sup>2</sup> SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m<sup>2</sup> SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne, la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3<sup>e</sup> ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Afin de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, tout en restant en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, la Ville souhaite aujourd'hui engager l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

A cet égard, par délibération du 24 avril 2008, le Conseil municipal a d'ores et déjà institué un périmètre d'études au titre de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme afin, notamment, de pouvoir opposer un sursis à statuer à tous travaux, constructions ou installations susceptibles de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics à venir.

Le secteur considéré est composé :

- d'une bande de terrains bâtis, situés le long des avenues Raymond Dugrand et Albert Einstein, occupés de construction hétérogènes abritant activités et habitations,
- de terrains non construits dans sa partie centrale ;
- d'une zone d'habitations pavillonnaires au nord et à l'est.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur le moyen et long terme, la Ville souhaite engager sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),

- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

Compte tenu de la continuité physique du secteur de la Baume avec le périmètre de la concession d'aménagement de Parc Marianne, et de la cohérence urbaine indispensable à l'aménagement de ces deux quartiers, la Ville souhaite confier à la SERM ces missions dans le cadre d'un avenant n°6 à la concession d'aménagement Port Marianne-Parc Marianne dont le projet est annexé à la présente délibération.

Au 31 décembre 2010, le montant total des charges engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 27 554 000 € pour un montant de recettes constaté de 24 080 000 €. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recette à un montant de 123 880 000 €, intégrant les charges et produits liés aux extensions de missions confiées à la SERM dans le cadre du projet d'avenant n°6 à la concession d'aménagement.

La participation de la Ville pour la réalisation des équipements publics primaires (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone, rue Joan Miró) reste stable à 34 186 000 € HT.

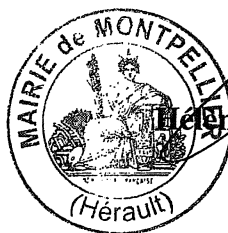
En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne, le secteur nord-est de la place Ernest Granier et l'avenue Raymond Dugrand, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010, intégrant les charges et produits liés à l'extension de ses missions telles que prévues dans le projet d'avenant n°6 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document joint, identifiant les acquisitions et les cessions effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 et qui vous a été présenté,
- d'approuver les termes d'un avenant n°6 à la concession d'aménagement actant l'extension des missions de la SERM sur le secteur de la Baume ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

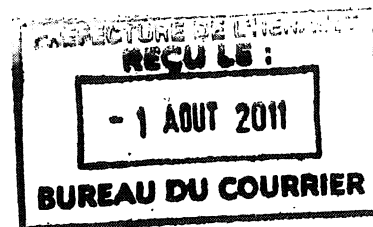
Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## **Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2010)**

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis

favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibérations du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, totalisera environ 1 500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m<sup>2</sup>, ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (avenue Raymond Dugrand et avenue Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

Suite à la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 800 places, sera situé sous l'îlot H de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permettra de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking

par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de l'îlot H et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (participation reportée en 2012 et 2013 au lieu de 2010 et 2011 pour un montant global inchangé de 1 933 000 € HT).

Au 31 décembre 2010, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 41 672 000 € et les recettes perçues à 50 653 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 74 465 000 €.

Ce montant, en hausse par rapport à l'exercice 2009 du fait de la bonne commercialisation de l'opération, permet de dégager un nouveau fonds de concours de 2 000 000 € au bénéfice de la Ville dont le versement est prévu en 2014. Par ailleurs, cette bonne santé financière couplée à la baisse des dépenses du poste travaux du parking de l'îlot H permet de réduire de 2 000 000 € HT le montant de la cession de l'ouvrage à la Ville qui s'établit désormais à 12 400 000 € HT.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne - Jacques Cœur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

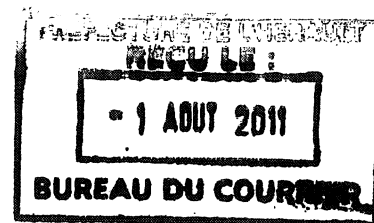


Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010) Rapport spécial relatif aux conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique Avenant n°10

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer se développe en rive droite du Lez, entre l'urbanisation existante et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

De nombreux promoteurs et architectes ont mis en œuvre depuis plusieurs années les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension

de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération doit permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC prévoit également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m<sup>3</sup>, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier.

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une nouvelle procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la future 3<sup>ème</sup> ligne de tramway réalisée par la Communauté d'agglomération.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener dès maintenant les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé



la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest du parvis du futur hôtel de Ville (opération « *Parvis 2* ») pour l'accueil d'environ 6 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM de l'opération « *Parvis 2* » prévue par l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC (phase 3), déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Enfin, désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public du projet d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance sont de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase III) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par délibération du 20 juin 2011, le Conseil municipal a arrêté les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire relatifs à l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase III) permettant de solliciter le Préfet de l'Hérault pour l'organisation d'enquêtes conjointes en vue de déclarer l'utilité publique du projet et de prononcer la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC, un avenant n°10 à la concession d'aménagement vous est aujourd'hui proposé pour modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération dont le montant reste inchangé à 25 394 000 € HT.

Au 31 décembre 2010, les dépenses engagées et les recettes perçues s'élevaient respectivement à 75 276 000 € et à 77 008 000 € pour un bilan prévisionnel total de 113 354 000 € équilibré en dépenses et en recettes, en légère augmentation de 564 000 € par rapport au bilan de l'exercice 2009 du fait de l'actualisation des prix et de la prise en compte de travaux supplémentaires liés à la réalisation de la ligne 4 du tramway, non prévue à l'origine du projet.

Comme celui des exercices précédents, le nouveau bilan prévisionnel de l'opération intègre le rachat du parking public par la Ville pour un montant inchangé de 14 251 000 € HT dont le paiement est avancé de 2012 à 2011.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer du 1er janvier au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 et qui vous a été présenté ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement actant la modification de l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville pour la réalisation des équipements primaires de l'opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

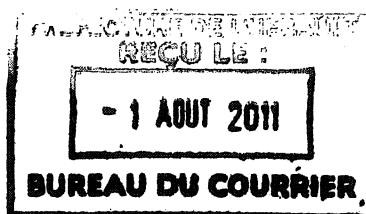


**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**

**Direction Aménagement  
Programmation**  
Planification - Urbanisation  
nouvelle

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**  
n° 2011 / 415



## **Séance publique du lundi 25 juillet 2011**

**Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## **Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010) Rapport spécial sur les conditions d'exercice de prérogatives de puissance publique (année 2010) Avenant n°2**

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (BET environnemental).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3<sup>ème</sup> ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,

- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonné,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région marseillaise (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné sous l'appellation « Pont de la République » assurera la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles,...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et le futur hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque,...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Dans le courant de l'année 2010, les procédures relatives à la loi sur l'eau ainsi qu'à la sécurité et la sûreté publique se sont poursuivies et ont abouti respectivement à un récépissé préfectoral de déclaration en date du 25 octobre 2010 et à un avis favorable de la sous commission de sécurité publique réunie le 8 décembre 2010.

Afin de prendre en considération les études supplémentaires que la SERM aura à engager concernant le suivi du volet hydraulique de l'opération, un avenant n°2 à la concession d'aménagement vous est proposé pour augmenter la rémunération forfaitaire de l'aménageur de 40 000 à 50 000 €. Cet avenant acte également la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République dont le montant reste inchangé à 6 751 000 € HT.

Au 31 décembre 2010, les dépenses engagées s'élevaient à 4 284 000 € pour un montant total de recettes perçues de 326 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 35 264 000 €, stable par rapport au bilan de l'exercice 2009.

Ce bilan maintient le versement à la Ville d'un fonds de concours de 5 000 000 € dont le premier versement de 1 000 000 €, avancé de 2014 à 2012, sera affecté au financement du pont de la République. Le versement du solde de 4 000 000 € de ce fonds de concours est rééchelonné sur les années 2014, 2016 et 2018.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 et qui vous a été présenté ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°2 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la rémunération forfaitaire de la SERM et la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

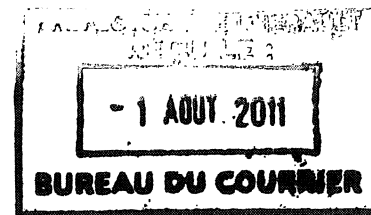
Pour extrait conforme, Madame le Maire



Méline MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## ZAC OVALIE

### Concession d'aménagement Ville/SERM

### Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

### Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé d'une part le dossier de réalisation, d'autre part le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral, en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie sont déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de

qualité, environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue du Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet en outre d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 26 octobre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan qui est présenté s'établit à 72 863 000 € en dépenses et 72 863 000 € en recettes, dont 43.139.000 € réalisés en dépenses et 27.760.000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2010.

En dépenses, le budget acquisitions a été augmenté de 1 300 000 € en vue de la poursuite de la maîtrise foncière amiable des terrains situés dans le périmètre d'extension de la ZAC.

Dans la perspective de la rentrée 2011, les travaux d'équipement de l'école « Esope - Olympe de Gouges » à l'usage exclusif du quartier Ovalie conduisent au versement d'un fonds de concours de 1 300 000 €.

Parallèlement, les frais financiers ont été réduits d'1 million d'€ grâce aux avances de trésorerie infra annuelles accordées par la Ville.

En recettes, les ventes de charges foncières ont été revues à la hausse pour tenir compte de l'évolution des prix du marché : l'augmentation a été évaluée à 2 661 000 €.

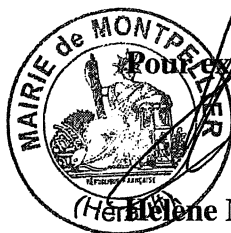
Le bilan a été augmenté en dépenses et en recettes sans modification de la participation d'équilibre de la Ville, qui s'établit toujours à 3,6 millions d'€.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010, qui est présenté en annexe de cette délibération.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**HERMÈNE MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

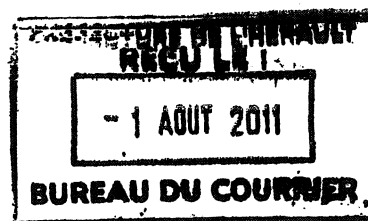
### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## ZAC LA FONTAINE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2010



### Avenant n°8



Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Fontaine est située à l'ouest de la commune de Montpellier, en bordure immédiate du tissu bâti de Celleneuve. Elle a pour objectif de prolonger le quartier de Celleneuve vers l'ouest en intégrant la construction de logements et l'implantation d'activités notamment commerciales.

La ZAC a permis sur 10 hectares environ la création d'un nouveau quartier assurant diversité et mixité sociale (logements locatifs, en accession, sociaux, activités, commerces,...).

Par ailleurs, le quartier de la Fontaine comprend des équipements publics, parmi lesquels on peut citer :

- l'école maternelle Pape Carpentier,
- le CIO (centre d'information et d'orientation),
- la place Mansart (piétonne),
- la création « d'un canal » et d'un mail planté en partie centrale,
- une antenne de l'ANPE,
- le parc Edouard André,...

Un soin tout particulier a été apporté au traitement paysager de ce quartier tant en bordure du carrefour Willy Brandt qu'au cœur de la ZAC. Ce souci d'un environnement de qualité est également visible dans le traitement particulier des espaces publics : square Louis Carles situé devant l'école, plantations sur la place François Mansart, aménagement minéral et création de fontaine sur le quai Louis le Vau,...

Tous ces aménagements publics contribuent à l'amélioration du cadre de vie quotidien.



L'aménagement de cette zone a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine par traité de concession du 18 juillet 1986.

Le dossier de création-réalisation de la ZAC de la Fontaine a été approuvé par délibération du 12 juillet 1985 et par arrêté préfectoral du 19 décembre 1986.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 19 décembre 1985. Une modification du plan et du règlement d'aménagement de zone a été approuvée par la délibération du Conseil municipal du 26 février 1999.

Elle fixait les objectifs suivants :

- renforcer le traitement paysager de la ZAC notamment dans sa partie sud,
- créer un parc public orienté vers des activités de détente et de loisirs,
- accentuer le caractère résidentiel du quartier avec de nouvelles opérations composées en majorité de maisons de ville.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°6 la durée de la concession d'aménagement et la mission SERM jusqu'au 31 décembre 2008, pour permettre des travaux de finition et d'amélioration.

Il faut noter que dans le cadre de ce mandat, la SERM n'a pas exercé de prérogatives de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation, ...).

Le 27 juillet 2009, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°7 la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 permettant ainsi de terminer les dernières cessions foncières.

Le compte d'exploitation de la ZAC permet de dégager un résultat net de 137 000 € qui sera perçu par la Ville au quatrième trimestre 2011.

Aujourd'hui, il est proposé un avenant n°8 à la concession d'aménagement pour proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2011.

Le bilan de la ZAC s'établit à 8 809 000€ en dépenses et 8 809 000€ en recettes, dont 8 593 000€ réalisés en dépenses et 8 648 000€ réalisés en recettes au 31 décembre 2010.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la ZAC La Fontaine qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, (SERM), aménageur,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la Société d'Equipement de la Région Montpellier à la date du 31 décembre 2010,
- d'approuver les termes de l'avenant n°8, prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2011,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



Pour extrait conforme, Madame le Maire

**Helène MANDROUX**

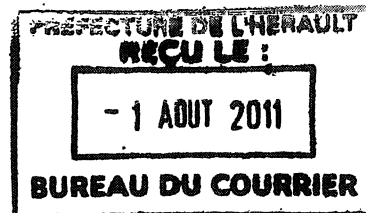
**Publiée le : 26 07 2011**



Direction Aménagement  
Programmation  
Renouvellement urbain

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 418

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2010

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks ;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il a pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

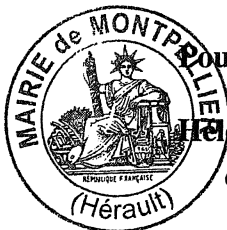
Tous les lots des tranches 5 et 6 ont été cédés et livrés en 2011. Les bâtiments « Les Fontaines » ont été démolis et leur reconstruction est en cours, la livraison étant prévue fin 2011. L'aménagement de la place St Fiacre, en entrée de quartier est terminé.

Le bilan qui est présenté s'établit à 53 864 000 € en dépenses et 53 864 000 € en recettes, dont 49 605 000 € réalisés en dépenses et 52 506 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2010.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2010 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

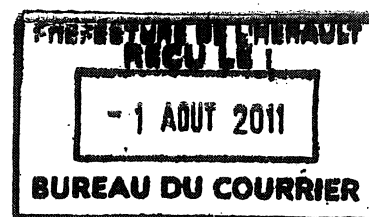


Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010) Avenant n°1

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de près de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier, comprenant le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, sera parfaitement bien desservi par quatre lignes de tramways, dès 2012, et ultérieurement par la construction d'un parking ouvert au public.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui sera signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Dans le courant de l'année 2010, la ZAC Nouveau Saint-Roch a fait l'objet d'études administratives et pré-opérationnelles afin de continuer à constituer les dossiers réglementaires et de procéder à la vérification du bon dimensionnement des différents programmes (parking, commerces, hôtel...). Par ailleurs, la quasi-totalité des terrains de Réseau ferré de France, soit près de 50% des surfaces à acquérir pour la ZAC, ont été achetés par la SERM en fin d'année 2010, selon les modalités déterminées dans le protocole d'accord Ville / SNCF / RFF approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 février 2008.

En conséquence, les premiers travaux d'aménagement et de construction de la ZAC pourront débuter dès le 2<sup>ème</sup> semestre 2011 sur les parcelles situées rue Colin, au sud de la gare et à l'est des voies ferrées. Y seront réalisés des bureaux pour la SNCF, des logements (dont des logements étudiants) et un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Début 2012 la parcelle située devant la gare Saint Roch, entre les rue Pagézy et Jules Ferry et le pont de Sète, verra la réalisation d'un projet d'envergure, adapté à sa situation exceptionnelle : réalisation de 2 hôtels, d'un restaurant, d'un centre d'affaire, de logements, etc.

Les recettes de cessions correspondantes à ces opérations sont attendues pour fin 2011 et 2012.

Suite à des études juridique et technique complexes, le mode opératoire de réalisation de l'ensemble de l'îlot comprenant le parking souterrain a été défini. Il est à l'origine d'une augmentation du montant du bilan prévisionnel proposé. En effet, l'empilement de programmes aussi différents qu'un parking, des commerces, des voies piétonnes et des logements et leurs relations structurelles et fonctionnelles étroites, rendent leurs réalisations très interdépendantes. Aussi, il apparaît nécessaire que la SERM réalise, en plus du parking, la coque du centre commercial situé au dessus afin notamment de permettre la coordination des interfaces. Un avenant n°1 au traité de concession signé avec la SERM en mai 2009 vous est donc également proposé en ce sens.

Au 31 décembre 2010, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 657 000 € pour un montant total de recettes perçues de 884 450 €. Le bilan prévisionnel proposé pour l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 110 799 000 €. La participation financière de la Ville à l'opération reste inchangée (5 984 450 € HT, dont 884 450 € versé en 2010).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement actant la réalisation par la SERM de la coque des locaux à vocation commerciale en sursol du parking ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

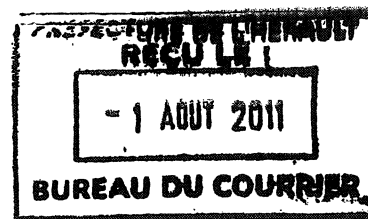


Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011



Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Zone d'aménagement concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1500 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec notamment l'extension d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public. Le programme global des constructions est de 140 000 m<sup>2</sup> de SHON dont 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux et de commerces. Le quartier s'organisera autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le conseil Municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009.

Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le document faisant le bilan des acquisitions foncières a été communiqué à la Ville. A ce jour, le foncier de la ZAC est quasiment totalement maîtrisé.

Les travaux de viabilisation de la première tranche de la ZAC ont été réalisés durant l'année 2010 et vont permettre la réalisation de tous les réseaux nécessaires à la deuxième tranche de la ZAC.

La livraison des premiers logements (tranche 1) est prévue au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011 et elle s'échelonne durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011. Les premiers chantiers de la tranche 2 commenceront au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011.

En termes de commercialisation, l'opération suit un rythme de commercialisation très soutenu, la consultation promoteurs pour la 3<sup>ème</sup> tranche a été lancée en 2010 et les lots de cette tranche de la ZAC seront attribués début 2011.

Au 31 décembre 2010, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 15 638 000 € et les recettes perçues à 9 340 000 €. A la même date le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 40 090 000 €.

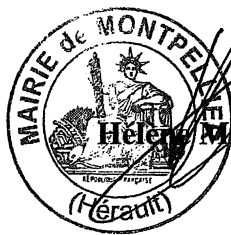
Ce montant, en hausse par rapport à l'exercice 2009 du fait notamment de la bonne commercialisation de l'opération, permet de porter le fond de concours de la ZAC au bénéfice de la Ville à 5 340 000 €. Il contribuera en particulier à l'extension de l'école Beethoven et au traitement de ses abords, ainsi qu'à l'aménagement de l'Agri parc du Mas Nouguier.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2010 par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2010,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions et les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

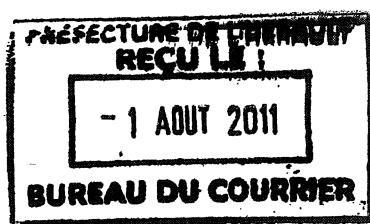
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Mandat Ville/SERM Avenant n°3 Compte Rendu annuel à la Collectivité (Exercice 2010)

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2002, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier. Cette délibération faisait suite à l'approbation, le 24 septembre 2002, par le Conseil Municipal, du dossier de concours qui comprenait en particulier le programme, et le coût prévisionnel de l'opération.

Ce programme prévoyait, sur 25 000 m<sup>2</sup> de SHON, l'accueil du public, la salle du Conseil Municipal, la salle des Rencontres, les bureaux des élus et du personnel, les espaces communs, les locaux techniques et la réalisation de 700 places de stationnement. La convention de mandat a été signée le 08 janvier 2003.

A la suite du concours de maîtrise d'œuvre, lancé par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2002, Jean Nouvel et François Fontès ont été choisis pour réaliser l'Hôtel de Ville, et le Conseil Municipal du 25 juillet 2003 a approuvé l'attribution du contrat de maîtrise d'œuvre au groupement « Ateliers Jean Nouvel / François Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Par ailleurs, par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil Municipal a décidé que le parking initialement prévu dans le mandat Ville – SERM, serait réalisé par la SERM dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consul de Mer.

L'avant projet sommaire a été remis début 2004, et l'avant projet détaillé approuvé par délibération du Conseil Municipal du 01 février 2005.

A l'issue des consultations d'entreprises réalisées en 2006, et 2007, l'attribution de la plupart des lots a permis le démarrage du chantier du Futur Hôtel de Ville en novembre 2007, pour une durée prévisionnelle de 39 mois.



D'autre part, deux avenants ont été approuvés en Conseil Municipal :

- Un avenant n° 01 approuvé au Conseil Municipal du 26 juillet 2007, autorisant la SERM à confier la mission de coordination SPS, après mise en concurrence, à un prestataire extérieur, après sa suppression dans la convention du mandat.
- Un avenant n° 02 approuvé au Conseil Municipal du 27 juillet 2009, permettant l'intégration, dans la convention de mandat Ville / SERM, des frais d'étude par l'agence AIK, pour la mise en valeur nocturne du bâtiment. Cet avenant mentionne également l'intégration des frais de concertation et de communication auprès des montpelliérains aux frais divers de la convention de mandat.

La Ville souhaite, par l'intermédiaire d'un avenant n° 03 à la convention de mandat :

- Intégrer dans les postes de dépense du mandat, les frais d'étude et de réalisation des cloisons séparatives des bureaux avec les circulations, ainsi que l'extension de la capacité d'accueil de la salle du Conseil de 65 à 102 places ;
- Modifier l'échéancier de versement de la rémunération du mandataire telle que définie à l'article 14 de la convention de mandat pour tenir compte de l'évolution du bilan de l'opération et de sa durée.
- Que la SERM conduise en son nom, et pour son compte les procédures de demande de contrat de rachat, de fourniture d'énergie, et la gestion des dossiers de demande de subventions relatifs à l'installation de production d'électricité à partir de capteurs photovoltaïques.

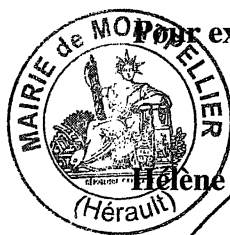
Au 31 décembre 2010 ont été réalisés 83 607 000 € T.T.C. de dépenses, dont 25 376 000 € T.T.C. au cours de l'exercice 2010. Le bilan prévisionnel du mandat, arrêté au 31 décembre 2010, et actualisé en valeur janvier 2011, s'établit à 129 755 000 € T.T.C. Ce bilan tient compte de l'évolution des indices du coût de la construction connus en janvier 2011, et de l'évolution du coût de l'assurance dommage ouvrages.

Pour des raisons d'optimisation de trésorerie, l'avance du fond de roulement de 1 500 000 €, remboursable en fin d'opération est maintenue.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 du mandat de réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier, présenté par la SERM mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération, établi par la SERM au 31 décembre 2010
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 03 du mandat avec la SERM, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Helène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## QUARTIER CENTRE - Gares Rue du Général Riu

### Vente d'un logement social aux locataires en place par l'association APIS

Au nom de la commission, M. Bouillé rapporte :

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, l'association APIS (association pour l'insertion sociale) a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires en place un logement de type 2 situé 10, rue du Général Riu à Montpellier (1<sup>er</sup> étage gauche).

L'objet social de l'association APIS, association loi 1901, est l'acquisition et l'amélioration de logements en centres urbains pour les personnes ou ménages à revenus modestes. Entre 1990 et 2006, APIS a géré un patrimoine de 296 logements au total, dont 41 en province. Par la suite, cette structure s'est adossée à une entité disposant de moyens plus significatifs (CILGERE et le GIC) et a cédé la quasi-totalité de son patrimoine à LOGIKIA (filiale ESH du GIC) en 2006, hormis les lots situés en province.

A ce jour, le patrimoine de l'association APIS ne comporte plus ainsi que 7 lots (5 appartements à Montpellier et Castelnau le Lez et deux pavillons l'un à Cauchy à la Tour et l'autre à Amiens).

Les actuels gestionnaires de l'association APIS, le CILGERE et le GIC ne souhaitant pas poursuivre la production et la gestion de logements très sociaux via cette association et dans la perspective de la dissolution de celle-ci, il a été proposé au Conseil d'Administration du GIC de céder les sept derniers lots résiduels.

Le prix fixé par les Services des Domaines pour le logement concerné (T2 de 42m<sup>2</sup> SH) est de 80 000 €. La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable à la vente par l'association APIS d'un logement T2 de 42m<sup>2</sup> sis 10, rue du Général Riu dans le quartier Gares - Centre de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

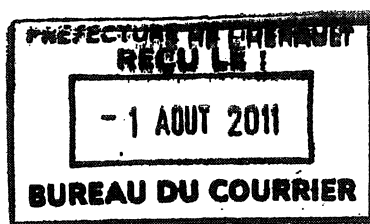
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAUI, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

### Avenant n°4

## Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2010)

### Avenant n°2 à la Convention d'avance de trésorerie

Au nom de la commission, Christian BOUILLE rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) doit permettre d'améliorer les conditions de vie des habitants, d'assurer une mixité sociale, d'ouvrir le quartier sur la ville et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Ce projet traduit un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier ;
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...) ;
- rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (démolition de 456 logements et reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 270 logements privés, réhabilitation de 355 logements, scission de l'ensemble en plusieurs copropriétés en vue d'en permettre la gestion dans de bonnes conditions).

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette concession a pour objet de confier à un concessionnaire, sous sa responsabilité, la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et déclarait cessibles et en urgence au profit de la SERM les immeubles nécessaires à ladite opération.

L'avenant n°1 en 2008 actait d'une refaçon de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

L'avenant n°2 en 2009 prévoyait une prorogation de la durée de la concession dont le terme est fixé au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 € (deux années supplémentaires).

L'avenant n°3 en 2010 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

L'avenant n°4 intègre l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'€.

Le bilan qui est présenté a donc été augmenté : il s'établit à 55 899 000 € en dépenses et 55 899 000 € en recettes dont 17 113 000 € réalisés en dépenses et 12 517 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2010.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la Ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

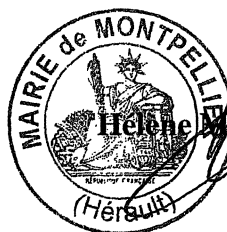
En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM établit un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2010.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2010 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2010 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2010 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 4 à la concession d'aménagement,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 joint à la présente délibération,
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Helène ANDROUX**

**Publiée le : 26 07 2011**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 424



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOUI, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Avenant n° 9 à la concession d'aménagement de la SERM

### Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2010)

### Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2010)

### Avenant n° 3 à la convention de trésorerie

Au nom de la commission, Christian BOUILLE rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

De 2003 à 2008, le programme a évolué : réalisation de la passerelle du Corum et ses abords décidé en 2003, renforcement de l'action pour la dynamisation des commerces et activités en 2004, 2005, 2006 et 2007, augmentation des objectifs du programme de production de logements en 2006, restauration des locaux destinés aux artisans d'art boulevard de Bonnes Nouvelles engagée en 2007, lancement d'une nouvelle Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH RU) en 2008, ajustement du programme de production de logement, augmentation du programme de la passerelle du Corum et de ses abords en 2009.

Sur l'exercice 2009, la construction d'un deuxième ascenseur pour la passerelle du Corum et l'intégration du réaménagement du bas de la rue d'Argencourt au programme, se traduisent par une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de 250 000 € HT.

Depuis le début de la convention en 2003, le total du bilan est passé progressivement de 65 928 600 € HT à 105 497 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 22 187 000 € HT (sur 10 ans).

Cette année, le programme prévisionnel de production de logements est à nouveau ajusté en fonction des réalités opérationnelles : augmentation des acquisitions, évolution de la part de « constructions neuves » par rapport aux opérations « dans l'ancien », dans un volume global légèrement en hausse, augmentation de la part de logements privés conventionnés ANAH (Agence nationale de l'habitat) par rapport à la part de logements à loyer « intermédiaire » (le nombre de logements sociaux publics est inchangé), baisse des objectifs quantitatifs liés aux OPAH RU par rapport à la réforme du règlement national de l'ANAH.

Ces ajustements de programme, actualisations, indexations, n'ont pas d'incidence sur la participation d'équilibre de la Ville.

Par ailleurs, en raison du projet d'entrée de Ville, avenue F. Delmas, il est nécessaire de modifier légèrement le périmètre de la concession pour que cette opération se développe, logiquement de part et d'autre de l'avenue (une petite zone de moins de 1.5 ha située au Nord du cimetière Saint Lazare, dans le quartier Aiguelongue).

Dans la partie « équipements publics » de la concession, le bilan de l'opération de la construction de la passerelle du Corum et de ses abords (modification du projet, négociation avec le promoteur et le propriétaire de l'hôtel) conduit à une économie de 201 K€ HT.

Ainsi, le bilan prévisionnel passe 105 497 000 € HT à 115 474 000 € HT, la participation de la Ville de 22 185 768 € HT à 21 985 292 € HT. La TVA ne s'appliquant que partiellement, pour la passerelle et ses abords, la participation TTC de la Ville est de 22 647 437 € sur 10 ans.

Pour diminuer le montant des frais financiers, le système d'avances infra-annuelles, mis en place l'année dernière, est maintenu. Les remboursements des avances initiales prévus en 2011 et 2012 sont reportés en 2013. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°3 à la convention de trésorerie.

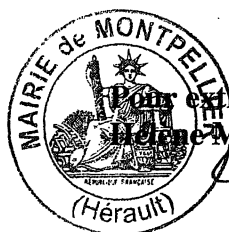
En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

#### **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Montpellier Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2010, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM et d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°9 à la concession d'aménagement,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2010,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 26 07 2011**



Pour extrait conforme, Madame le Maire  
Helene MANDROUX



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Au nom de la commission, M. Bouillé rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

M. Ludovic GROSMARE, 4 rue du Refuge (propriétaire occupant)	3.000,00 €
Mlle Souria MEZIANI ou M. Marc RICORDEAU, 18 rue Rigaud (propriétaire occupant)	3.000,00 €
Synd copro 32 rue Candolle chez FONCIA LMG	4.000,00 €
SARL Alain POUX 18 rue du Faubourg Figuerolles	4.000,00 €
SDC 10 rue des Ecoles Pies S/C BILAN PATRIMOINE	4.000,00 €
SCI L'Im Candice, 2 rue Saint Pierre (parties communes)	4.000,00 €
Mme Sarah MESBAHI, 11 rue du Général Claparède (parties communes)	3.716,00 €
M. MITROVIC RAJKO, 10 rue de Metz (parties communes)	4.000,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 29.716,00 € correspondant aux 8 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Publiée le : 26 07 2011**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 426

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Mas des Moulins

Au nom de la commission, Françoise PRUNIER rapporte :

L'association Mas des Moulins (2402), créée en 1975, a pour mission d'accueillir, d'aider et de soutenir les enfants, jeunes et familles par la gestion et l'animation de structures, de services et d'activités adaptés. L'association intervient sur les Cévennes, en particulier avec le Baby Car qui se déplace sur ce quartier.

Mise en service en septembre 2010, la micro-crèche itinérante Baby Car est dédiée à l'accueil d'enfants de 0 à 4 ans dont les parents suivent un parcours d'insertion sociale. Mode de garde flexible, le Baby Car offre un service d'accueil et de loisirs de qualité respectant les rythmes de vie et les besoins propres des enfants.

Le Baby Car est une action phare du Contrat Enfance Jeunesse et illustre par son innovation l'effort conjoint de la Ville de Montpellier, de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Général de l'Hérault pour accompagner les publics en insertion.

Afin d'assurer le démarrage du projet et garantir sa pérennité, la Ville de Montpellier souhaite aider l'association Mas des Moulins en lui octroyant une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de 3 467 euros.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention ;
- de prélever la somme de 3 467 € sur les crédits inscrits au budget 2011 (imputation budgétaire : 6574/925/1963) ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 07 2011

Direction de l'Action  
Territoriale  
Service de la Démocratie de  
proximité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 427

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Commission Démocratie de Proximité Dénomination, composition et fonctionnement des conseils consultatifs de quartier 2011

Au nom de la commission, Patrick VIGNAL rapporte :

La participation des habitants à l'élaboration de la politique municipale est au cœur de la politique engagée depuis une vingtaine d'années par la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier a souhaité amplifier cette pratique de la concertation, de la démocratie et de la citoyenneté au quotidien par la mise en place, dès juillet 2001, de conseils de quartier.

Depuis, la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a institutionnalisé ces conseils de quartier. En 2008, de nouveaux outils et procédures sont venus faciliter cette expression citoyenne.

Les conseils consultatifs de quartier ont aujourd'hui une existence réelle dans le dispositif de prise de parole citoyenne de la Ville. De nombreux projets et propositions ont émergé par leur biais, et leur expertise citoyenne a permis l'adaptation d'un grand nombre de projets municipaux au plus proche des attentes des habitants. Cependant, des besoins nouveaux se font sentir, notamment en termes de moyens de fonctionnement, ou de participation d'une frange plus large de la population à ces conseils.

Au vu de ces éléments il apparaît nécessaire de refondre le fonctionnement et la composition des conseils consultatifs de quartier afin de permettre l'expression toujours plus large de la démocratie participative.

Tel est l'objet du présent règlement

### Article 1 - DENOMINATION DES CONSEILS CONSULTATIFS DE QUARTIER

Au nombre de 7, ces conseils consultatifs de quartier sont répartis sur le territoire de la commune selon le découpage par quartiers et sous-quartiers référence de l'Insee, établi en mars 1998 et repris dans la délibération du 27 juin 2002.

Il vous est proposé d'adopter pour les 7 conseils consultatifs de quartier, la dénomination suivante :

- **Conseil consultatif de Quartier Hôpitaux-Facultés**
- **Conseil consultatif de Quartier Mosson**
- **Conseil consultatif de Quartier Les Cévennes**
- **Conseil consultatif de Quartier Croix d'Argent**
- **Conseil consultatif de Quartier Près d'Arènes**
- **Conseil consultatif de Quartier Port Marianne**
- **Conseil consultatif de Quartier Montpellier centre**

## **Article 2 – MISSIONS DES CONSEILS CONSULTATIFS DE QUARTIERS**

- Le conseil consultatif de quartier est un lieu d'échange, de dialogue, de concertation et d'information. Il est une instance consultative entre les habitants des quartiers et la municipalité et ses services.
- Chaque conseil consultatif de quartier peut être consulté par le Maire et peut lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville.
- Le Maire peut associer chaque conseil consultatif de quartier à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville.
- Le conseil consultatif de quartier formule des avis ou des propositions, soit à la demande des autorités municipales, soit de sa propre initiative.
- Il saisit le Maire de toute proposition concernant le quartier, notamment, en vue du débat d'orientation budgétaire.
- Une fois par an, le conseil consultatif de quartier présente un rapport au Maire qui en informe le bureau municipal.
- Le conseil consultatif de quartier est force de proposition en ce qui concerne l'aménagement de son territoire dans le cadre des crédits dits « de proximité »
- L'action des conseils consultatifs de quartier s'inscrit dans une logique de démocratie participative sans remettre en cause la légitimité représentative du conseil municipal. Leur rôle reste consultatif, la décision restant du ressort du conseil municipal.

## **Article 3 – COMPOSITION DES CONSEILS CONSULTATIFS DE QUARTIER**

### **3.1 Composition**

Chaque conseil consultatif de quartier est composé de la façon suivante :

- Un président désigné par le Maire en raison de sa profonde implication au titre de sa résidence, de son activité professionnelle ou associative concourent à la vie du quartier
- Un « collège des services municipaux » composé du directeur de la direction de l'Action Territoriale ou de son représentant, du coordonnateur de territoire, et dont le Maire et l'Adjoint délégué à la démocratie de proximité sont membres de droit.
- Un « collège associatif » composé au maximum de 20 membres issus des présidents ou autres membres du bureau des associations domiciliés ou intervenant sur le territoire du quartier concerné. Ils sont désignés par le Maire sur proposition du Président du conseil consultatif.
- Un « collège des habitants » composé au maximum de 20 membres tirés au sort par le président du conseil consultatif de quartier parmi les habitants du quartier ayant fait acte de candidature.

### **3.2 Vacances et renouvellement de sièges**

Les conseils de quartier sont renouvelés dans leur totalité tous les 3 ans.

La vacance d'un siège peut se produire par suite de décès, maladie, démission, perte de la qualité de président ou de membre du Bureau au sein de l'association représentée.

Dans ces cas, il est procédé à une nouvelle désignation selon les conditions développées au 3.1 pour le président, le collège municipal, le collège associatif.

En outre, il peut procéder au remplacement de tout membre du conseil ( y compris le président) à tout moment sur demande motivée d'au moins 25 membres du conseil ou sur décision du Maire dans le cas d'un non-respect des missions et des conditions de participation au Conseil consultatif.

Dans une telle hypothèse, une nouvelle désignation intervient selon les conditions développées au 3.1.

La fonction de président est incompatible avec toute candidature et à fortiori obtention d'un mandat électoral. Dans ces cas, le président est remplacé de plein droit et il est procédé à une nouvelle désignation dans les conditions développées au 3.1

## **Article 4 – FONCTIONNEMENT DES CONSEILS CONSULTATIFS DE QUARTIER**

### **4.1 Convocation**

Chaque conseil de quartier se réunit au minimum au moins 4 fois par an. Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont envoyées par le Président au moins 15 jours avant la date prévue.

### **4.2 Quorum**

Le conseil consultatif ne peut valablement adopter un avis que si au moins 22 membres sur 43 sont présents.

### **4.3 Séance**

Le conseil peut entendre toute personne dont la compétence est en rapport avec les points inscrits à l'ordre du jour sur invitation du président du conseil de quartier : élus, personnalités qualifiées, membres experts...

### **4.3 Vote**

Sous réserve de l'obtention du quorum tout avis est pris à la majorité simple des présents (la moitié des présents plus une voix)

Le vote est effectué à main levée sauf si la majorité des présents souhaite que le vote se fasse à bulletin secret.

### **4.4 Compte rendu de la séance**

Le président rédige à l'issue de chaque séance un compte rendu de celle-ci faisant apparaître les points à l'ordre du jour et les termes des votes ayant été réalisés.

Le compte rendu est mis à disposition de tous les membres du conseil et transmis à Madame le Maire et à l'Adjoint délégué à la démocratie de proximité, qui en informent l'équipe municipale.

## **Article 5 – LE PRESIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DE QUARTIER**

- La fonction de président ne se délègue pas.
- Le président représente de façon permanente le conseil consultatif de quartier.
- Le président du conseil consultatif de quartier convoque celui-ci et en assure la direction des débats.
- Le président rédige le compte rendu de chaque séance du conseil
- Le président assure le bon fonctionnement du conseil et, à ce titre, se tient informé de l'instruction des affaires soumises au conseil de quartier.
- Il transmet à l'adjoint délégué à la cohésion sociale, l'action territoriale et la démocratie de proximité, à l'adjoint de quartier et éventuellement à l'Adjoint délégué à la thématique concernée les avis ou propositions formulées par le conseil de quartier.

## Article 6 – LES MOYENS

La Ville de Montpellier peut mettre à disposition de chaque conseil un local pour lui permettre de se réunir et de réaliser toute réunion de travail qui lui paraîtrait nécessaire. La Ville de Montpellier peut allouer à chaque président du matériel pour lui permettre de réaliser ses missions. Ledit matériel est strictement affecté aux fonctions de président et ne peut en aucun cas être utilisé dans un but personnel sous peine de confiscation immédiate.

### Relations avec les élus :

L'adjoint délégué à la cohésion sociale, l'action territoriale et la démocratie de proximité est l'interlocuteur privilégié de ces instances consultatives. Dans le cadre de ses missions, il travaille en collaboration avec les huit adjoints au Maire de quartier.

### Moyens de fonctionnement :

- Chaque conseil possède une boîte postale à la Maison de la Démocratie de proximité, 16 rue de la République.
- Il dispose d'une salle pour ses réunions de bureau, notamment dans une Maison pour tous de son secteur ou à la Maison de la Démocratie de proximité.
- Les Conseils consultatifs de quartier disposent d'un pouvoir consultatif et de proposition dans le cadre de l'attribution des budgets dits « de proximité ».
- La Direction de l'Action Territoriale accompagne dans leur action les Conseils consultatifs de quartiers. Localisée à la Maison de la Démocratie de proximité, elle assure notamment le secrétariat commun des 7 conseils de quartier. Elle se charge de réaliser le compte-rendu des assemblées générales, de transmettre les convocations, les ordres du jour et le compte-rendu des différentes séances.
- Chaque conseil peut être doté de moyens de fonctionnement. La Direction de l'Action Territoriale et les Services de la Ville étudient les conditions de cette dotation selon les besoins recensés.
- Les Présidents des conseils consultatifs de quartier disposent d'un accès personnel aux Espaces collaboratifs de la Ville, en extranet.

### En conséquence, il vous est proposé au Conseil municipal :

- de dénommer les conseils de quartier ainsi que précisé ci-dessus,
- d'accepter la composition des conseils de quartier ci-dessus proposée,
- d'approuver les modalités de fonctionnement ci-dessus définies,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

 Pour extrait conforme, Madame le Maire  
**Méline MANDROUX**  
(Hérault)

**Publiée le : 26 07 2011**

Direction de l'Action  
Territoriale  
Service des Maisons Pour  
Tous et de la Coordination  
Territoriale

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 428

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Commission "Cohésion sociale, action territoriale, démocratie de proximité" Autorisation de signature des conventions relatives à la labellisation centre social de 11 Maisons pour tous liant la Ville de Montpellier à la Caisse d'Allocation Familiale du 1er janvier au 30 juin 2011

Au nom de la commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Dans le cadre de la reprise d'activité de la Régie d'exploitation municipale des Maisons pour tous par la Ville de Montpellier, cette dernière s'est engagée à poursuivre toutes les actions en cours de ces structures de proximité. Ainsi, les 11 Maisons pour tous qui portaient un projet social labellisé et financé par la Caisse d'Allocation Familiale a été conduit dans les termes convenus entre la Caf et la Régie des Maisons pour tous depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les Maisons pour tous concernées sont :

- La Maison pour tous Georges Brassens
- La Maison de quartier Jean-Pierre Caillens
- La Maison pour tous Michel Colucci
- La Maison pour tous l'Escoutaire
- La Maison pour tous Albertine Sarrazin
- La Maison pour tous Méline Mercouri
- La Maison pour tous Marcel Pagnol
- La Maison pour tous Paul-Émile Victor
- La Maison pour tous Joseph Ricôme
- La Maison pour tous François Villon



Il convient pour la Caisse d'Allocation Familiale de contractualiser formellement cet engagement sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011, afin de confirmer le financement auquel la Caf s'était engagée en contrepartie des actions menées par les Maisons pour tous.


**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver les conventions relatives à la labellisation « centre social » de 11 Maisons pour tous.
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 26 07 2011**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



MAIRIE de MONTPELLIER  
HERAULT  
MANDROUX

**Direction de l'Action  
Territoriale**  
Service des Maisons Pour  
Tous et de la Coordination  
Territoriale

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**  
n° 2011 / 429

## **Séance publique du lundi 25 juillet 2011**

**Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## **Commission "Cohésion sociale, action territoriale et démocratie de proximité"**

### **Convention de mise à disposition de locaux et de matériels**

#### **Maison de Quartier Emma CALVE**

#### **Association ADOREM : Projet Radio Campus**

Au nom de la commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Dans le cadre du soutien au développement de la diversité du tissu associatif, de l'attention portée aux étudiants et de la diffusion culturelle par voie radiophonique, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition gratuite de locaux associatifs à l'association ADOREM, portant l'activité de Radio Campus Montpellier. Cette mise à disposition doit permettre à l'association d'accroître ses activités au plus près des Montpelliérains, étudiants ou non étudiants.

La Ville de Montpellier propose donc de renouveler la convention d'occupation du domaine public de l'association ADOREM au sein des locaux de la Maison de quartier Emma CALVE, situés impasse des Acacias à Montpellier, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 et ce jusqu'au 31 août 2012. La valeur locative de ces locaux, comprenant un bureau et une salle de diffusion d'une surface totale de 67m<sup>2</sup>, est évaluée à 10 050 € par an.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association le matériel nécessaire à la pratique radiophonique, pour un montant total de 25 422 €.

La gratuité de cette occupation ainsi que la mise à disposition de matériel constituant une subvention en nature, la Ville de Montpellier en portera le montant au compte administratif et l'association ADOREM devra l'inscrire à son compte annuel, telle une aide annuelle en nature dont elle bénéficie.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le renouvellement de la convention d'occupation à titre gratuit proposée à l'association ADOREM,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



Direction de l'Action  
Territoriale  
Service des Maisons Pour  
Tous et de la Coordination  
Territoriale

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 430

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Commission "Cohésion sociale, action territoriale et démocratie de proximité"

### Partenariat de diffusion entre l'association ADOREM et la Ville de Montpellier

Au nom de la commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Dans le cadre du soutien au développement de la diversité du tissu associatif, de l'attention portée aux étudiants et de la diffusion culturelle par voie radiophonique, la Ville de Montpellier et l'association ADOREM, portant l'activité de Radio Campus Montpellier, propose la mise en place d'une convention de partenariat sur la diffusion et l'initiation des jeunes pour la découverte des métiers radiophoniques.

Lancée en juin 2010, avec un partenariat entre les étudiants et les services d'action culturelle des trois Universités, ainsi que la Régie Municipale d'Exploitation des Maisons pour tous, l'association ADOREM a pour objet la diffusion d'information et de programmation culturelle à destination du public étudiant et plus largement de l'ensemble des Montpelliérains.

A ce titre, il est apparu évident à l'association comme à la Ville de Montpellier, qu'un rapprochement partenarial serait favorable à chacun.

Ainsi, la Ville de Montpellier propose d'approuver aujourd'hui la convention de partenariat portant sur :

- La promotion de l'offre culturelle de la Ville de Montpellier, ainsi que de ces structures de proximité que sont les Maisons pour tous, afin d'ouvrir plus largement ces lieux au public étudiant.
- La participation de Radio Campus Montpellier à certains projets portés par les Maisons pour tous, tels que le Labo Artistique – révélateur de nouveau talent de la Maison pour tous Léo Lagrange, par sa participation au jury et la diffusion des lauréats sur ces ondes.

- La sensibilisation et l'initiation aux métiers de la radio du public adolescent accueilli dans les Maisons pour tous.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le renouvellement de la convention de partenariat proposé à l'association ADOREM,
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène HENRIROUX



**Publiée le : 26/07/2011**

Direction de l'Action  
Territoriale  
Service de la Démocratie de  
proximité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 431

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Convention de partenariat et convention de mise à disposition ponctuelle de locaux aux associations au sein des Maisons Pour Tous - 2011

Au nom de la commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Les Maisons pour tous ont pour missions de :

- Permettre aux Montpelliérains d'accéder à un lieu de culture, de loisirs, de plaisir et de découverte, facteur de rencontres, d'épanouissement personnel; social, intellectuel ou physique.
- Œuvrer au quotidien pour assurer une qualité optimale que ce soit pour l'accueil des populations ou pour les propositions d'actions socioculturelles
- Favoriser la mixité et la rencontre entre les habitants du quartier et les citoyens de la ville
- Faciliter la participation des habitants à la vie culturelle locale (projets d'animation) et contribuer au développement de la vie associative
- Favoriser l'investissement des jeunes (étudiants ou autres) dans l'organisation de leurs projets socioculturels.
- Permettre aux populations pluri générationnelles de découvrir et d'accéder à des pratiques socioculturelles, sous forme d'ateliers hebdomadaires, de stages ou d'évènements ponctuels ou projets spécifiques sur une ou des périodes à durée déterminée.
- Animer les quartiers par des manifestations culturelles ouvertes à tous et des fêtes conviviales, familiales, en favorisant la notion de partenariat avec les acteurs locaux et services municipaux compétents.

Afin de mener ces missions les Maisons pour Tous peuvent être amenées à contracter des partenariats avec le mouvement associatif ou de mettre à disposition des locaux de façon ponctuelle.

Dans ce cadre, il revient donc à la Ville de fixer le cadre municipal et réglementaire, régie par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de la mise à disposition des locaux et salles gérées par la Direction de l'Action Territoriale.

Le Conseil Municipal sera avisé en amont et délibèrera sur l'opportunité de mettre à disposition d'associations de la ville de Montpellier ou d'un groupement, les équipements, salles, lieux gérés par la Direction de l'action territoriale, que ce soit à titre onéreux ou gratuit.

Ainsi, quatre cas de figure de mise à disposition se présentent à nous, encadrés par des conventions de mise à disposition, fixant les obligations de chacun, à savoir :


- **convention d'occupation annuelle à titre gratuit** pour une association de la ville de Montpellier ou pour un groupement. Cette mise à disposition constituant une subvention en nature valorisable, le montant sera inscrit dans les comptes annuels de l'association ainsi que dans le compte administratif de la Ville,
- **convention d'occupation annuelle à titre onéreux** pour une association de la ville de Montpellier ou pour un groupement,
- **convention d'occupation ponctuelle à titre onéreux** pour une association de la ville ou pour un groupement dans le cadre d'une réunion ou d'une manifestation,
- **convention d'occupation ponctuelle à titre gratuit** pour une association de la ville ou pour un groupement dans le cadre d'une réunion ou d'une manifestation.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat avec des associations au sein des Maisons Pour Tous
- d'approuver la convention de mise à disposition de locaux aux associations des Maisons Pour Tous
- d'approuver les modèles de conventions joints en annexe
- de dire que ces mises à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature valorisable qui sera inscrite dans le compte administratif de la Ville
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOUI, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Appel à projets CUCS 2011 Exercice 2011 Création d'un fonds de participation des habitants par l'association Lieux Ressources Montpellier

Au nom de la commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Dans le cadre de l'appel à projets 2011 du CUCS, l'association Lieux Ressources Montpellier (4284) a proposé la mise en place d'un Fonds de Participation des Habitants (FPH) sur le territoire des Cévennes pour financer des projets inférieurs à 1000 €. Une dizaine de projets pourrait à titre expérimental être initiée pour cette année.

En date du 1er avril 2000, la circulaire du ministre délégué à la Ville a entériné la mise en place des Fonds de Participation des Habitants comme dispositifs de soutien à la vie associative et aux initiatives sur les territoires prioritaires des contrats de ville.

La finalité première de ces Fonds est de faciliter la prise d'initiative et l'auto-organisation des habitants pour des projets contribuant à l'animation des quartiers et à l'enrichissement des liens sociaux. Ils visent à répondre rapidement aux besoins de financement des porteurs de projets.

Les initiatives soutenues, émanant d'associations ou d'habitants du territoire, peuvent être à titre d'exemple des manifestations culturelles ou sportives, des formations de bénévoles, des actions de gestion urbaine de proximité... Il s'agit de favoriser ou de soutenir l'émergence de projets collectifs, modestes, nécessitant un financement souple et rapide.

L'association Lieux Ressources Montpellier, support du FPH, gèrera l'intégralité du fonds dont elle est seule responsable administrativement. Elle prendra en charge directement les dépenses afférentes aux initiatives émanant des associations ou des habitants.



Ce projet s'inscrit dans une action territoriale destinée aux habitants du quartier Cévennes. Il mobilise les acteurs de la citoyenneté dans une démarche participative sur un territoire prioritaire où des disparités sociales et territoriales sont reconnues et où il est nécessaire de créer des dynamiques contribuant au mieux-être des habitants.

Le Fonds de Participation va permettre aux habitants et petites associations de mettre en place des micro-projets les concernant et de devenir partie prenante de leur cadre de vie tout en étant force de proposition.

Cette action s'inscrivant comme prioritaire dans le cadre du CUCS, il est proposé d'attribuer à l'association Lieux Ressources Montpellier une subvention (manifestation) d'un montant de 5 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation de la subvention à l'association Lieux Ressources Montpellier, sous réserve de signature d'une convention ;
- de prélever la somme de 5 000 € sur les crédits inscrits au budget 2011, 6574/925/11857 ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Réussite éducative  
de la Jeunesse et Sports  
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 433

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Marché négocié de prestations de service avec le club de haut niveau EUSRL Montpellier Agglomération Handball Autorisation de signature

Au nom de la commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier, a décidé d'acquiescer auprès de l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, club de haut niveau, des prestations pour la période 2011-2012.

Ces prestations ont pour objectif de permettre à la Ville de Montpellier de bénéficier de l'image positive du M.A.H.B. qui, par ses victoires, ses nombreux titres et la sélection de joueurs montpelliérains en équipe de France, véhicule l'image de Montpellier et, par ailleurs, d'un sport sain, respectueux des règles et de l'autre. A ce titre, les joueurs montpelliérains seront présents sur des événements organisés par la Ville.

Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux membres du tissu associatif, aux partenaires ainsi qu'aux élus et collaborateurs de la Collectivité pour les rencontres du championnat de handball. Elles sont définies conformément aux dispositions de l'article L113-3 du Code du Sport. La procédure de passation est un marché négocié en application de l'article 35 II alinéa 8 du Code des Marchés Publics.

Suite à la consultation faite auprès du club, seul prestataire habilité concernant les rencontres de handball de haut niveau organisées à Montpellier, le pouvoir adjudicateur a ouvert l'enveloppe le 21 juin 2011.

L'ensemble des services proposés sont les suivants :

- le naming,
- la qualité de partenaire institutionnel,
- la poitrine grand badge (sur le maillot),
- la publicité sur des panneaux LED, des panneaux cursives, des panneaux de 6 mètres, des stickers lors de la Champions League,

- des packs vip permettant l'accès aux tribunes présidentielles et institutionnelles,
- la présence de l'équipe professionnelle sur des événements partenaires,
- l'achat de 40 places en tribune pour les matches du Championnat de France et 40 places en tribune pour les matches de la Ligue des Champions

Ces prestations seront rémunérées en application d'un prix global et forfaitaire égal à : 438 643 € H.T. soit 550 000 € T.T.C. (EUSRL MAHB Marché 1H352201) ;

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 5 juillet 2011, a retenu l'EUSRL MAHB pour le marché considéré.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer le marché précité à l'EUSRL MAHB pour un montant de 438 643 € H.T. soit T.T.C. 550 000 € ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville, nature 6042/fonction 9240.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire avec l'EUSRL MAHB ;

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN.

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Sport Solidaire Attribution de subventions Exercice 2011

Au nom de la commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir les initiatives des associations qui contribuent « au mieux vivre ensemble » et participent au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire.

Ainsi, afin de continuer à développer cette culture d'excellence sportive, en lien avec la politique de réussite éducative, il est proposé d'apporter une aide financière aux associations qui en font la demande et qui concourent à un intérêt général et local. Les associations suivantes répondent à cette logique eu égard à leurs actions.

**Montpellier Tennis de Table (code asso 1541)** évolue désormais en Nationale 1 et ne peut donc percevoir de subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A ce titre, l'association avait fait l'objet d'une attribution de subvention de 20 000 € lors du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Les efforts de l'association doivent porter plus que jamais sur le développement du centre de formation, sans abandonner les actions entreprises depuis de longues années.

L'intégration de joueurs et joueuses en fauteuil dans les équipes valides, comme l'organisation de stages d'été reconnus au niveau international par les publics spécialisés, ou l'implication du club dans la formation de diplômés d'état, feront l'objet d'une attention particulière.

Il est proposé une subvention complémentaire de 20 000 €.

**Fête le Mur Montpellier (code asso 2066)** est une association créée en octobre 2009 dans le but de poursuivre et optimiser les actions développées par Yannick NOAH au niveau national.

Implantée dans le quartier Mosson, aux hauts de Massane, sur les terrains de tennis des Garrigues, l'association sollicite le soutien de la Ville afin de pérenniser les objectifs fixés, à savoir favoriser la mixité sur les terrains, créer un vivre ensemble dans un esprit solidaire et citoyen et permettre l'accès des jeunes joueurs à une formation professionnelle et au haut niveau.

Il est proposé une subvention de 3 000 €.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1541	Montpellier Tennis de Table	F	20 000 €	1776	924
2066	Fête le Mur Montpellier	F	3 000 €	1776	924
	Total général		23 000 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'attribution des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 23 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hervé MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2011 Approbation de la redevance minorée

Au nom de la commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Dans le cadre du développement des associations, la Ville de Montpellier a attribué par délibération en date du 21 juillet 2003, des locaux à l'ASPTT Montpellier, afin de permettre d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

La convention de mise à disposition prévoit notamment, une reconduction expresse au 1<sup>er</sup> janvier , une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation, révisable chaque année.

Afin d'assurer la pérennité de l'action de cette association, il est nécessaire de reconduire la convention de mise à disposition pour 2011.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de l'ASPTT Montpellier, un loyer minoré sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficie l'association.

Le montant de cette subvention en nature sera portée au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
ASPTT Montpellier	Centre Sportif Léon Cazals, 237 route de Vauguières	9 315 €	35 €	9 280 €

Enfin, l'ASPTT Montpellier devra s'acquitter pour 2011 d'une redevance de 4 460 € (soit 35 € au titre du loyer annuel minoré et 4 425 € au titre des charges locatives).

**En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention d'occupation proposée à l'association ASPTT Montpellier moyennant un loyer minoré ;
- de dire qu'en conséquence de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2011 d'une redevance de 4 460 € (soit 35 € au titre du loyer minoré et 4 425 € au titre des charges locatives) ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
(Hérault)

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Réussite éducative  
de la Jeunesse et Sports  
Construction et maintenance

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 436

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Réfection de la piste et des infrastructures d'athlétisme du Stade Philpidès - Appel d'offres - Désignation des titulaires et autorisation de signer le marché

Au nom de la commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Montpellier, qui compte parmi les toutes premières villes sportives de France, veille à la qualité des installations mises à disposition des associations montpelliéraines et des équipements permettant une pratique sportive au meilleur niveau.

La piste d'athlétisme du stade Philpidès, construite en 1985, doit être rénovée au profit de l'ensemble de ses utilisateurs et à l'heure où se bâtit sur Montpellier un club d'athlétisme de tout premier plan, organisateur avec succès du Marathon de Montpellier. Par ailleurs, cette piste est pressentie pour l'accueil d'équipes nationales dans le cadre de leur préparation aux Jeux Olympiques de Londres à l'été 2012.

Cette installation doit être rénovée par la Ville qui en est le gestionnaire dans le cadre d'un bail emphytéotique avec l'Université Montpellier 1, depuis février 2002. Pour cela, une consultation par procédure adaptée, en application de l'article 28 du code des marchés publics, a été lancée le 1<sup>er</sup> juin 2011 afin de pouvoir effectuer les travaux de réaménagement des équipements sportifs.

Les critères de sélection étant les suivants :

- Valeur technique de l'offre au vu du mémoire technique
- Prix des prestations.

Le budget total alloué à cette opération s'élève à 1 300 000 € TTC, études et travaux.

Les travaux prévus lors de cette opération permettront :

- La réfection de la piste d'athlétisme (base)
- La réalisation d'une aire d'entraînement pour l'athlétisme (option 1)
- La réalisation d'un parcours de jogging avec rénovation de la main courante (option 2),



- L'agrandissement des aires de concours (javelot, poids) et mise en place de gazon synthétique (option 3).

Lors de la commission d'appel d'offres en date du 05 juillet 2011, il a été retenu le groupement d'entreprises ENVIROSPORT – EUROVIA, sis Chemin des Vignes 80094 Amiens cedex 3 (Enviroport mandataire) qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse et techniquement la plus adaptée, d'un montant de 1 047 496,25 € HT, pour la solution de base et les options 1, 2 et 3.

Des dossiers de demande de subventions ont d'ores et déjà été déposés auprès de différentes institutions, dont le CNDS (Centre National de Développement du Sport) avec le soutien de la Fédération Française d'Athlétisme, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon, le Conseil Général de l'Hérault et l'Agglomération de Montpellier.

**Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer le marché précité au groupement d'entreprises ENVIROSPORT – EUROVIA conformément à la décision de la Commission d'appel d'offres du 5 juillet 2011.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Réussite éducative  
de la Jeunesse et Sports  
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 437

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier- Centre Communal d'Action sociale

Au nom de la commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'Or délivrée gratuitement par le C.C.A.S..

Dans le cadre de ces activités de gymnastique, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 45 000 € (salaires et mises à disposition de salles).


Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 45 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MENDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Commission de la Vie Associative Attribution de subventions à des associations Exercice 2011

Au nom de la commission, Fanny DOMBRE-COSTE rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours eu à cœur de contribuer au développement du tissu associatif sur la commune. Pour aider les diverses structures associatives de Montpellier à mener à bien leurs activités, la Ville de Montpellier décide d'attribuer aux associations figurant ci-dessous une subvention :

Code	Association	FM	Montant	LDC	Chapitre	Nature
4594	Les Amoureux de Candolle	M	700 €	1260	920	6574
4802	Accompagnement vers la Vie Active	M	250 €	1260	920	6574
122	Majorettes de Montpellier dites Major's Girls	F	3000 €	1260	920	6574
4605	Comité de Quartier Clerongambe	M	4000 €	1260	920	6574
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	M	600 €	1260	920	6574
3160	Association des Quartiers des Marels II, Pergola, Aiguelongue	F	500 €	1260	920	6574
Total			9050 €			
Disponibles sur enveloppe			47370 €			

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de :

- Décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;

- Prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **9050 €** ;
- D'approuver la lettre d'engagement ou la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



**ou l'extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



Direction Architecture  
Immobilier  
Patrimoine Sécurité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 439

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Immeuble "Les Restaurants de l'Esplanade de l'Europe" - Club Age d'Or Antonin Balmès - Prorogation d'un an Avenant n° 1 au Bail de longue durée du 13 septembre 1993 Ville de Montpellier / CCAS

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 1993 et bail de longue durée du 13 septembre 1993, la Ville a mis à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale des locaux situés dans l'immeuble « Les Restaurants de l'Esplanade de l'Europe » destinés à l'installation du Club de l'Age d'Or Antonin Balmès.

Ce bail, consenti à compter du 13 septembre 1993 pour une durée de 18 ans, arrive à son terme au 12 septembre 2011.

Le CCAS souhaite cependant rester dans les locaux.

La durée de ce bail ne pouvant faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction, il y a lieu de passer un avenant prorogeant la durée d'un an.

Le loyer annuel 2010 s'élevait à 19 344,95 euros. Ce montant sera révisé au 13 septembre 2011 conformément au bail initial.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°1 et tout acte relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour  Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011

Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Service Juridique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 440

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Bail commercial Ville de Montpellier - SARL SEPM Rockstore

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

Afin de permettre le maintien en centre ville d'une salle de spectacle emblématique de la vie culturelle montpelliéraine, la Ville a, par délibération n°2009/217 du 22/06/2009, décidé d'acquérir l'immeuble sis 20 rue de Verdun appartenant à la SCI GRAND ODEON. L'acte notarié a été signé le 24/06/2009.

Par cet acte, la ville de Montpellier s'est substituée à la SCI du Grand Odéon dans le bail commercial passé avec la SA ROCKSTORE ODEON depuis 1994, cette dernière ayant confié l'exploitation du fonds de commerce à la SARL SEPM ROCKSTORE par le biais d'un contrat de location-gérance.

Le 25/06/2011, la SA ROCKSTORE ODEON a cédé son fonds de commerce à son locataire, la SARL SEPM ROCKSTORE.

A l'issue de ces évolutions, le bail commercial en date du 1er janvier 1994 lie donc la Ville de Montpellier en sa qualité d'acquéreur des murs, et la SARL SEPM ROCKSTORE en sa qualité d'acquéreur du fonds de commerce.

Les termes de ce bail ne répondant pas à certaines exigences de formalisme, il est proposé de lui substituer un nouveau contrat plus complet et permettant de définir plus précisément les obligations respectives de la ville propriétaire et de son locataire.

Ce nouveau contrat prendra effet à compter de sa date de signature par les parties.

Ses caractéristiques principales sont les suivantes :

- Durée de neuf ans à compter de la signature du bail (à noter toutefois qu'en matière de bail commercial le locataire bénéficie d'un droit au renouvellement du bail sauf indemnisation)

- Application d'un loyer fixé à 2 500 euros mensuels pendant la durée des travaux à réaliser par la ville jusqu'à fin 2013, ceci afin de compenser les nuisances globales subies par l'occupant du fait desdits travaux ; à compter de la fin des travaux le loyer sera fixé à 6500 euros mensuels.
- clause particulière permettant la suspension totale des loyers lors de la réalisation des gros travaux à la charge de la Ville, lorsque ceux-ci rendent impossible toute exploitation du fonds ; les travaux sont listés en annexe du bail (toiture, sorties de secours, trappes de désenfumage, isolation phonique, notamment).
- répartition précise des charges entre le bailleur et le preneur (tableau annexé au bail) ;

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le projet de bail commercial ci-joint avec les tableaux annexés ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Cinéma Nestor Burma Ateliers de pratiques artistiques, audiovisuelles et cinématographiques Demande de subvention

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Oltre une programmation grand public et événementielle s'adressant à tous les publics, le Cinéma Municipal Nestor Burma propose chaque semaine une diversité de films « Jeune Public », des tout-petits aux adolescents.

Conscient de l'importance d'accompagner les projections par des projets d'éducation à l'image et convaincu de l'intérêt des pratiques cinématographiques, le Cinéma Nestor Burma souhaite développer des ateliers de pratiques artistiques où les objectifs sont d'allier le « voir » et le « faire » en travaillant avec les acteurs culturels, artistiques, éducatifs et sociaux du territoire, notamment de l'ouest de Montpellier.

Dans la première année de lancement, les actions se centreront sur des ateliers de pratiques artistiques audiovisuelles et cinématographiques et pourront évoluer vers des projections en présence de réalisateurs, des déplacements en festivals, des tarifications spécifiques, etc. Pour 2011, ces ateliers ont un coût global estimé à 5 000 € TTC et ils sont susceptibles d'être subventionnés par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C), leur réalisation se faisant en étroite collaboration avec les services de l'Etat et en écho à des dispositifs nationaux existants tels que Passeurs d'Image qui consiste en la mise en place, hors temps scolaire, de projets d'action culturelle cinématographique pour des jeunes ayant des difficultés d'accès à l'art cinématographique (exclusion sociale et culturelle, public éloigné géographiquement).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès de la DRAC pour la réalisation de ces ateliers de pratiques artistiques, audiovisuelles et cinématographiques ;
- De dire que la dépense correspondant à ces ateliers sera imputée sur le budget de la ville, fonction 923

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Culture et Patrimoine - Convention de mise à disposition de locaux municipaux à l'association Archives du Monde

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Archives du Monde est une association loi 1901 de solidarité internationale pour la sauvegarde du patrimoine audiovisuel.


Elle coordonne le projet « Ethno'Fil », ateliers d'enquêtes ethnographiques dont le but est de collecter la mémoire orale des quartiers de Montpellier. Il s'agit notamment de constituer un fonds de témoignages oraux grâce à une collecte auprès des personnes qui ont, autrefois, fait vivre la Pharmacie et la Chapelle de l'œuvre de la Miséricorde. La démarche pédagogique des ateliers permettra également de former le personnel de la Pharmacie et de la Chapelle de l'œuvre de la Miséricorde aux techniques de l'enquête ethnographique et aux différents modes de valorisation de ce patrimoine oral.

Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle en matière de valorisation du patrimoine, la Ville propose d'apporter son soutien à l'association Archives du Monde, en mettant gratuitement à sa disposition la salle du Conseil d'administration de la Pharmacie et de la Chapelle de l'œuvre de la Miséricorde. Cette mise à disposition constitue une subvention en nature valorisable d'un montant de 3 770.00 €, somme qui devra être inscrite dans les comptes annuels de l'association ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux municipaux jointe en annexe ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable pour un montant de 3 770.00 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

  
Pour extrait conforme, Madame le Maire  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Centre d'arts contemporains La Panacée Cité des Artistes Mission de maîtrise d'oeuvre, avenant n°2 Marchés de travaux, exonération des pénalités appliquées aux entreprises Dépôt d'une demande de permis de construire

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 25 juillet 2006, le Conseil Municipal approuvait le programme des travaux en co-maîtrise d'ouvrage avec le CROUS consistant en la restructuration de l'ancien Laboratoire de la Santé, situé 14 rue de l'Ecole de Pharmacie, en centre d'arts contemporains associé à des résidences, des ateliers d'artistes et des logements étudiants réservés aux étudiants en arts.

Il décidait également de lancer un concours restreint d'architecture.

Par délibération en date du 4 mai 2007, le Conseil Municipal autorisait le pouvoir adjudicateur à signer le marché de maîtrise d'œuvre avec l'équipe conduite par l'agence Jean Luc LAURIOL, lauréat du concours de maîtrise d'œuvre, conformément à l'avis du jury.

Depuis l'approbation du marché de maîtrise d'œuvre, l'avancement de l'opération a amené la Ville à limiter la réalisation des travaux d'aménagement du centre d'art confiés à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Le présent avenant a pour principal objet :

- De définir les modalités d'arrêt de la prestation tenant au fait de la volonté de la ville de Montpellier de différer les aménagements scénographiques du lieu et, par conséquent, de diminuer la consistance des travaux sur lesquels porte la mission de l'équipe de maîtrise d'œuvre, ainsi que de préciser les conditions du respect de la propriété intellectuelle ;
- D'arrêter le nouveau forfait de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre tenant compte de la consistance des travaux.

Par ailleurs, l'avancement général du chantier a été désorganisé en raison des difficultés techniques rencontrées, notamment dues à l'abandon de chantier de l'entreprise Sud Energie Thermi, titulaire des lots Chauffage-

Ventilation-Climatisation et Plomberie, et en partie décalé du fait de la volonté de la Ville de différer les aménagements scénographiques du rez-de-chaussée du bâtiment. Aussi, il apparaît opportun, dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux, d'exonérer les entreprises des pénalités appliquées en cours de chantier.


En outre, dans le cadre des travaux d'aménagements scénographiques précédemment cités, le local vélo dédié à l'équipement, initialement localisé au bas de la rue de l'Ecole de Pharmacie, doit être relocalisé au n°3 de la rue du Calvaire. Pour ce faire, le dépôt d'un permis de construire spécifique pour la création d'une porte en façade du bâtiment s'avère nécessaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accepter l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'opération « la Panacée » prévoyant l'arrêt de la mission et une diminution des honoraires d'un montant de 26 341.72 € HT ;
- D'accepter d'exonérer les entreprises du montant des pénalités appliquées durant les travaux ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant, à déposer et à signer la demande de permis de construire et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MENDROUX  
(Hérault)

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Convention de mise à disposition de lieux municipaux à l'association Elastique Culturelle

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Elastique culturelle est une association dont l'objet est de présenter des spectacles, festivals et événements musicaux dans lesquels se produiront de grands artistes de la scène rock internationale ainsi que de jeunes talents français, pour leur permettre d'être découverts par le public et les professionnels de la musique.

Elastique culturelle souhaite organiser un festival musical de rock, « Oolala Rockstar Montpellier » et a sollicité de la Ville la mise à disposition du domaine de Grammont, compte tenu des possibilités offertes par cet espace en termes d'accueil du public, de localisation géographique et de structures disponibles.

La première édition de ce festival devrait se tenir en août 2012.

Il est proposé d'apporter le soutien de la Ville à cette initiative, promettant un grand rayonnement culturel pour Montpellier, notamment par la mise à disposition du domaine de Grammont (Château, parc, Espace Rock et parking du théâtre). Cette mise à disposition constitue une subvention en nature valorisable d'un montant total de 125 500 €. Les autres moyens humains et matériels que la Ville sera amenée à mettre à la disposition de l'association pour l'organisation de cette manifestation feront l'objet, d'ici fin 2011, d'un avenant à la présente convention ;

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit de lieux municipaux à l'association Elastique Culturelle
- De dire que cette mise à disposition constitue une subvention en nature d'un montant de 125 500 €, somme qui sera reportée dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extraire en forme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Culture et Patrimoine

### Dépôt de demandes de licence d'entrepreneur de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis la dissolution, au 31 décembre 2010, de la régie d'exploitation des Maisons pour Tous, le théâtre Jean Vilar est rattaché à la Ville de Montpellier. Son fonctionnement, ainsi que celui des Maisons pour Tous, impose de disposer, au nom de la Ville, de licences d'entrepreneur de spectacles délivrées par la Direction régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Il s'agit de licences de catégorie 1, 2 et 3, correspondant aux exploitants de lieux de spectacles, aux producteurs de spectacles ainsi qu'aux diffuseurs de spectacles.

Compte tenu du caractère essentiellement culturel des spectacles diffusés ou produits par la Ville, que ce soit au théâtre Jean Vilar, dans les Maisons pour Tous ou dans le cadre des manifestations dans l'espace public que sont les Zones Artistiques temporaires, il est proposé que le détenteur de ces licences pour la Ville soit la Directrice de la Culture et du Patrimoine.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le dépôt des demandes de licences d'entrepreneur de spectacles auprès de la DRAC,
- De désigner Valérie ASTESANO, Directrice de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier, comme titulaire de ces licences,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Culture et Patrimoine Exercice 2011

### Convention de partenariat avec l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen - Attribution de subventions

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen organise, depuis 33 ans, un festival de cinéma dédié aux cinémas du bassin méditerranéen. Ce festival a lieu chaque année à Montpellier pendant les vacances de la Toussaint et touche environ 90 000 spectateurs.

La Ville de Montpellier soutient cette manifestation dans son ensemble au travers des deux manifestations qui lui sont liées. D'une part le « Prix du Jeune Public », qui propose à une dizaine de jeunes d'attribuer un prix à un court métrage. Ces jeunes faisant ainsi l'expérience d'être jurés. D'autre part, et depuis 2009, le festival coordonne une opération originale appelée le « Cinémed Hors les Murs » qui associe les exploitants locaux au festival. Cette opération consiste à programmer au moins une séance de la programmation Cinémed dans chaque cinéma de la ville. Ce partenariat a notamment pour enjeu de dynamiser l'économie cinématographique qui connaît actuellement des difficultés.

En outre pour ces deux manifestations la Ville met à disposition de l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen des locaux, ce qui constitue des aides en nature valorisables. Il s'agit du Corum pour une durée de 13 jours, soit une aide en nature de 260 000 €, de la salle du Centre Rabelais et de son projectionniste pendant 10 jours, soit une aide en nature de 15 200 €.

Considérant que ces projets contribuent au développement de la politique cinématographique de la Ville en soutenant non seulement les salles de cinéma de la Ville, mais aussi l'éducation à l'image si importante de nos jours, ainsi que des synergies professionnelles originales, la Ville de Montpellier souhaite passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec l'association du Festival International du Cinéma Méditerranéen et propose d'attribuer deux subventions, l'une de 2 000 € pour le « Prix Jeune Public » et l'autre de 1 100 € au



titre de l'opération « Cinémed Hors Les Murs ». Les budgets prévisionnels sont également joints en pièce annexe.

Code	Association	F/M	Montant	LDC	CH AP
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (Prix Jeune Public)	M	2 000 €	1596	923
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (Cinémed Hors les Murs)	M	1 100 €	1596	923
	Total général		3 100 €		
	Disponible sur enveloppe		195 200 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention de partenariat;
- D'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions en nature dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 3 100 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène ALANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Culture et Patrimoine Exercice 2011

### Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Languedoc-Roussillon Cinéma

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Languedoc-Roussillon Cinéma œuvre depuis 2006 pour la promotion du cinéma et de l'audiovisuel en Languedoc Roussillon et assure quatre missions complémentaires :

- L'éducation à l'image, qui se décline autour de plusieurs programmes : le Pôle Régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ; Passeurs d'images et Des cinés, la vie ! Lycéens au cinéma.
- La commission du film qui accompagne et accueille les tournages de films dans la région Languedoc Roussillon ;
- L'accompagnement des professionnels pour aider à la structuration du secteur, grâce à l'organisation d'événements, de rencontres, de réalisation d'études et d'enquêtes ainsi que la participation à l'ensemble des travaux du COREPS (Comité Régional des Professions du Spectacle).
- L'organisation d'action de diffusion des films tournés ou produits en région, en lien avec les professionnels locaux ce qui permet de réaliser un travail de médiation auprès des scolaires et des étudiants, ainsi que du grand public.

Considérant ces missions comme indispensables à sa politique en matière de création et de diffusion cinématographique, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en proposant une subvention de 9 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'association est également joint en annexe.

Code	Association	F/M	Montant	LDC	CHAP
4974	Languedoc-Roussillon cinéma	F	9 000 €	1596	923
	Total général		9 000 €		
	Disponible sur enveloppe		186 200 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

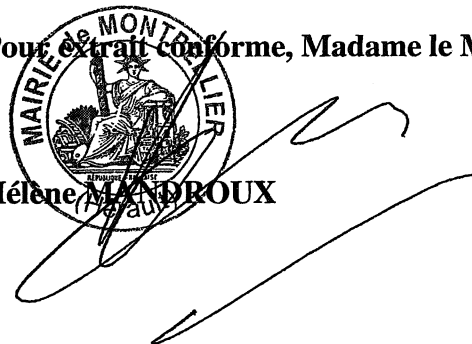
- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 9 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTEUIL'. The stamp features a central emblem with a figure holding a staff and a star above. The text 'MAIRIE de MONTEUIL' is written around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Culture et Patrimoine Exercice 2011 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Kawenga Territoires Numériques

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Kawenga, Territoires Numériques, créé en 1999, anime un lieu de développement de pratiques artistiques et culturelles en lien avec la culture numérique. Ce lieu d'expérimentation et de médiation des cultures et arts numériques, ouvert à tous les publics, propose des modes de rencontres, de pratiques et de découverte des outils de création numérique et d'œuvres numériques : programme d'initiation, de formation, présentation de projet, débat, rencontre, atelier, résidence d'artiste, ressources... (jeux vidéos, web, installations, spectacles, applications d'innovantes socialement et artistiquement...)

L'association Kawenga Territoires Numériques articule ses activités autour de 5 pôles majeurs : un lieu d'accès public, des activités éducatives, un lieu de résidence, des événements et diffusions, l'animation d'un centre ressources régional.

La ville de Montpellier souhaite principalement soutenir deux missions principales. D'une part, l'activité de médiation qui propose des rendez-vous semestriels sous forme d'ateliers et de rencontres permettant au public de s'approprier ces nouveaux modes d'écriture (ateliers « bricolowtech », stages numériques, formations ...). D'autre part, l'activité lieu ressources qui permet aux associations culturelles et aux artistes d'être accueillis dans un lieu d'expérimentation et accompagnés dans la mise en place de leurs projets. Par extension, Kawenga Territoires Numérique cherche à croiser les réseaux et ouvre son lieu à différentes communautés : laboratoires de recherche, entreprises innovantes, techniciens.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de décryptage des nouveaux médias en permettant de toucher différents public (jeune, amateurs, curieux, éducateurs, enseignants, chercheurs, artistes ...) et qu'elle présente un intérêt local pour les acteurs culturels en tant que lieu ressource, la Ville de Montpellier propose d'attribuer à l'association Kawenga, Territoires

Numériques, une subvention d'un montant de 45 000 € et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'association est également joint en annexe.


Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
4949	Kawenga Territoires Numériques	F	45 000 €	1596	923
	Total général		45 000 €		
	Disponible sur enveloppe		141 200 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 45 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Culture et Patrimoine Exercice 2011

### Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon offre aux montpelliérains, depuis de nombreuses années, l'excellence à travers la diffusion de concerts de musique classique et d'opéra de niveau national et international.

Ainsi l'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon propose au cours de l'année scolaire sur Montpellier des animations en classe maternelle. Chaque année ce sont plus de 60 classes maternelles qui reçoivent à trois reprises des groupes de 2 ou 3 musiciens de l'orchestre, soit 180 animations. Le but de ces animations est de mettre les enfants en contact avec les instruments et ceux qui les jouent et de leur présenter les différentes familles, cordes, bois, cuivres et percussions.

Dans un même souci d'ouvrir la musique classique et l'opéra au plus grand nombre et de la diffuser dans des lieux non dédiés, l'association propose depuis plus de 10 ans des concerts de musiques de chambre dans le réseau de Maisons pour Tous de la Ville. Des actions spécifiques sont également menées dans des quartiers en difficulté afin d'attirer un public plus nombreux et plusieurs concerts de la saison à l'Opéra Berlioz sont proposés aux adhérents des Maisons pour Tous à un tarif préférentiel de 7,50 euros.

L'association propose enfin, une fois par an à la Salle Pasteur du Corum, un concert de jazz avec des musiciens internationaux reconnus. Le choix artistique se faisant sur des artistes dont la musique évolue entre jazz et musique classique.

Autant d'initiatives tendant à ouvrir la musique classique et l'opéra auprès d'un large public montpelliérain. L'intérêt culturel local de ces opérations nous incitent à proposer d'attribuer à l'association Opéra et Orchestre

National de Montpellier Languedoc-Roussillon une subvention d'un montant de 40 000 € et de passer une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en annexe.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
265	Opéra national et orchestre national de Montpellier Languedoc Roussillon	F	40 000 €	1596	923
	Total général		40 000 €		
	Disponible sur enveloppe		101 200 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 40 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDRIGUX  
(Hérault)

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Achat et mise à jour de licences bureautiques du parc informatique et de licences Antivirus Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le C.C.A.S.

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de la poursuite de l'équipement en logiciels bureautiques des services et de logiciels de sécurité Antivirus de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale, il est proposé :

- 1°) de lancer un appel d'offres en vue de conclure un marché à bons de commandes d'une durée de quatre ans. Cet appel d'offres en un lot unique concerne l'achat et la mise à jour des licences bureautiques du parc informatique de la Ville et du C.C.A.S.  
L'appel d'offres est européen conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.
  - Pour la Ville de Montpellier le montant annuel estimé s'élève à 250 000 € HT. Les dépenses seront imputées aux BP 2012 et suivants.
  - Pour le C.C.A.S. le montant annuel estimé s'élève à 45 000 € HT. Les dépenses seront imputées aux BP 2012 et suivants.
- 2°) de lancer un marché passé selon une procédure adaptée d'une durée de deux ans, pour l'achat et la mise à jour de licences Antivirus pour l'ensemble du parc Ville et du C.C.A.S.
  - Pour la Ville de Montpellier le montant annuel estimé s'élève à 22 000 € HT. Les dépenses seront imputées aux BP 2012 et suivant.
  - Pour le C.C.A.S. le montant annuel estimé s'élève à 5 000 € HT. Les dépenses seront imputées aux BP 2012 et suivant.
- 3°) d'établir un groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S.



- 4°) de désigner comme coordonnateur du groupement de commandes, conformément à l'article 8 du code des marchés publics, la Ville de Montpellier et de prévoir dans la convention que la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le C.C.A.S.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN,

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier - Harmonisation des tarifs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

Au nom de la commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal reconduit à l'identique les tarifs de l'ALSH Astérix ainsi que les tarifs des autres ALSH, auparavant gérés par la Régie des Maisons Pour Tous avec un objectif d'harmonisation au 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Après analyse des données existantes, il s'avère opportun de conserver les tarifs des ALSH issus des Maisons Pour Tous et de les appliquer au centre Astérix.

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu net mensuel de la famille. Un tarif planché et plafond s'appliquent à l'issue du calcul.

Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

### ➤ Tarification sociale :

Les tarifs sont calculés de la manière suivante :

(Revenu mensuel x taux d'effort correspondant) / 20 jours d'accueil par mois.

Famille avec	Taux d'effort	Prix Plancher	Prix Plafond
1 enfant	11,50%	7,30 €	16,00 €
2 enfants	10,50%	6,80 €	14,50 €
3 enfants	9,50%	6,10 €	13,80 €

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Ce tarif s'applique aux familles montpelliéraines. La facturation pour les familles hors Montpellier se calcule sur la base de la grille tarifaire présentée ci-dessus, majorée de 3 euros.

Enfin, quel que soit le tarif applicable, la demi-journée sera facturée 60% du prix de la journée.

➤ Famille avec enfant handicapé :

La tarification Ville doit permettre un accueil facilité des enfants porteurs de handicaps afin de faire de chaque ALSH une école du vivre ensemble.

Ainsi, dans le cas d'une famille avec un enfant handicapé, le taux d'effort immédiatement en dessous de celui auquel la famille est rattachée de par sa composition sera appliqué.

➤ Famille avec plusieurs enfants inscrits :

Un autre volet de cette tarification est de prendre en compte l'effort financier que représente l'inscription de plusieurs enfants dans nos structures.

Ainsi, la Ville appliquera une tarification réduite de -50 % à partir du 2ème enfant d'une même famille inscrit au centre de loisirs.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter les tarifs présentés,
- d'approuver le règlement de fonctionnement joint en annexe,
- de préciser qu'ils seront applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2011,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être traité conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction Réussite éducative  
de la Jeunesse et Sports  
Construction et maintenance

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 452

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Construction du groupe scolaire de la ZAC OVALIE - Ecole Maternelle Olympe de Gouges - Ecole Élémentaire ESOPE - Augmentation et diminution de la masse des travaux - Autorisation de signer les avenants aux marchés des lots n° 1 - 6 - 9 - 10 - 12 - 13 et 14

Au nom de la commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de la réalisation du groupe scolaire dans la ZAC Ovalie, la Ville de Montpellier a confié les travaux de construction sous forme d'allotissement comprenant 17 lots, selon la procédure de mise en concurrence sur appel d'offres ouvert.

L'opération a été prévue en deux phases :

- une tranche ferme réalisée, comprenant la construction de l'école maternelle Olympe de Gouges
- une tranche conditionnelle actuellement en cours comprenant l'école Élémentaire Esope

La maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement composé de :

- Peytavin Yvan, architecte DPLG, scénographe, mandataire commun,
- SCP Caremoli-Miramond architectes DPLG-Urbanistes
- Frustié, Economiste
- BET Gérard Récalde, structures,
- BET Durand,

La désignation des titulaires des marchés de travaux a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal en date du 24 juillet 2008. Une notification valant ordre de service de démarrage des travaux a été adressée à chaque titulaire.

Pour la réalisation de la tranche conditionnelle, un ordre de service a été adressé aux entreprises pour un début de réalisation au 08 novembre 2010, pour un délai prévisionnel de 9 mois.

Afin de permettre une meilleure cohésion dans la répartition du nombre de classes sur l'ensemble de la zac Ovalie, différents locaux du RDC, R+1 et R+2, pour l'aménagement de l'école élémentaire Esope, ont fait l'objet de modifications qui apportent des variations du montant des marchés des entreprises concernées.

**Pour le lot n° 1 Gros-œuvre**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise DUMEZ SUD, sise ZAC du Millénaire – 1787 Av. Albert Einstein – 34010 Montpellier.

Lors des travaux de la tranche deux, il s'avère que compte tenu des contraintes imposées par l'Architecte de la ZAC, il y a lieu, sur la zone arrière du groupe scolaire, en jonction avec la rue des Alls Blacks, d'effectuer des travaux d'aménagement notamment la réalisation d'un muret en lieu et place d'une bordure béton.

Le montant initial du marché de l'entreprise DUMEZ SUD pour le lot n° 1 est de 1 583 409,39 € HT.

L'avenant n°1, de 7 871,90 € HT, en **plus value**, porte le montant du marché de l'entreprise DUMEZ SUD à 1 591 281,29 € HT (soit 1 903 172,42 € TTC), ce qui correspond à une **augmentation** de la masse initiale de **+ 0,5 %**

**Pour le lot n° 6 Menuiseries intérieures bois**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise RACANIER, sise Parc d'Activités La Garrigue, Avenue des Compagnons à 34170 Castelnau le lez.

Lors des travaux de la tranche deux, il s'avère que les portiques d'entrée des classes et les portes attenantes ont été modifiés dans leurs dimensions.

En contrepartie, différentes fournitures d'éléments prévus au marché ne seront pas posées, comme des tableaux triptyques de classe, des portes bois et leurs encadrements.

Le montant initial du marché de l'entreprise RACANIER pour le lot n° 6 est de 190 866,46 € HT.

L'avenant n°1, de 179,56 € HT, porte le montant du marché de l'entreprise RACANIER à 191 046,02 € HT (soit 228 491,04 € TTC), ce qui correspond à une **augmentation** de la masse initiale de **+ 0,09 %**

**Pour le lot n° 9 Revêtements de sols**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise GUIRAO, sise Chemin des Rigaudens, 34140 Loupian.

Lors des travaux de la tranche deux, il s'avère que différentes surfaces carrelées doivent recevoir des isolants thermiques et phoniques en sous couche et qu'un revêtement de sol en grès cérame et accessoires est remplacé par du sol souple.

Le montant initial du marché de l'entreprise GUIRAO, pour le lot n° 9, est de 215 660,69 € HT.

L'avenant n°1, de 3 502,56 € HT, en **moins value**, porte le montant du marché de l'entreprise GUIRAO à : 212 158,13 € HT (soit 253 741,12 € TTC) ce qui correspond à une **diminution** de la masse initiale de **- 1,62 %**.

**Pour le lot n° 10, Peinture**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise SOPESUD, sise ZAC de Garosud, 56 rue Léon Trotski, 34070 Montpellier.

Lors des travaux de la tranche deux, il a été opéré des modifications de destination de locaux. Il s'avère que des surfaces complémentaires de cloisons et murs laissés nus au départ, devront recevoir soit des lasures, soit de peintures.

Le montant initial du marché de l'entreprise SOPESUD, pour le lot n° 10, est de 50 001,41 € HT.

L'avenant n° 1, de 2 056,00€ HT, en **plus value**, porte le montant du marché de l'entreprise SOPESUD à : 52 057, 41 € HT (soit 62 260,66 € TTC) ce qui correspond à une **augmentation** de la masse initiale de **+ 4,11 %**.

**Pour le lot n° 12, Plomberie-Sanitaires-Génie climatique**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise THERMATIC, sise ZI de la Prade, 12033 Rodez.

Lors des travaux de la tranche deux, il s'avère que, compte tenu de la destination des différents locaux, une modification dans la répartition du nombre de sanitaires a été faite. C'est ainsi que différents équipements sanitaires et tout ce qui s'y rapportent, et qui étaient prévus pour les classes élémentaires vont l'être maintenant pour les classes maternelles.

Le montant initial du marché de l'entreprise THERMATIC, pour le lot n° 12, est de 279 861,00 € HT.

L'avenant n° 1, de 6 930,93 € HT, en **plus value**, porte le montant du marché de l'entreprise THERMATIC à : 286 791,93 € HT (soit 343 003,15 € TTC) ce qui correspond à une **augmentation** de la masse initiale de **+ 2,47 %**

**Pour le lot n° 13, Courants forts – Courants faibles**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise SNEF, sise 81 rue du Salaison, Zac de Fréjorgues Est, 34130 Mauguio.

Lors des travaux de la tranche deux, il s'avère qu'il y a lieu de remplacer certains éclairages et équipements qui s'y rapportent, par d'autres adaptés aux nouveaux locaux et d'ajuster les éléments de balisage et de sécurité conformément aux règles en vigueur.

Le montant initial du marché de l'entreprise SNEF, pour le lot n° 12, est de 162 744,81 € HT

L'avenant n° 1, de 4 040,81 € HT, en **plus value**, porte le montant du marché de l'entreprise SNEF à : 166 785,62 € HT (soit 199 475,60 € TTC) ce qui correspond à une **augmentation** de la masse initiale de **+ 2,48 %**

**Pour le lot n° 14, Voirie – Réseaux divers**, un marché de travaux a été passé avec l'entreprise SOLIVE, sise Route de Cournonterral à 34570 Pignan.

Lors des travaux de la tranche deux, il s'avère que, compte tenu des modifications apportées, à la demande de l'Architecte de la ZAC, sur la sortie arrière du groupe scolaire en liaison avec la rue des Alls Blacks, des aménagements de voirie sont à opérer. L'ensemble des travaux en augmentation et en diminution s'équilibrent.

Le montant initial du marché de l'entreprise SOLIVE, pour le lot n° 14, est de 190 493,43 € HT

L'avenant n° 1, de 0,00 € HT, **maintient** le montant du marché de l'entreprise SOLIVE à : 190 493,43 € HT (soit 227 830,14 € TTC) ce qui **ne modifie pas le montant de l'avenant**.

#### **RECAPITULATIF**

LOTS	ENTREPRISES	MARCHE INITIAL € HT	AVENANT € HT	NOUVEAU MARCHE € HT	ECART EN %
01	DUMEZ SUD	1 583 409,39	7 871,90	1 591 281,29	+ 0,50
06	RACANIER	190 866,46	179,56	191 046,02	+ 0,09
09	GUIRAO	215 660,69	- 3 502,56	212 158,13	- 1,62
10	SOPEUD	50 001,41	2 056,00	52 057,41	+ 4,11
12	THERMATIC	279 861,00	6 930,93	286 791,93	+ 2,47
13	SNEF	162 744,81	4 040,81	166 785,62	+ 2,48
14	SOLIVE	190 493,43	0,00	190 493,43	0,00
TOTAL		2 673 037,19	+ 17 576,64	2 690 613,83	0,66% sur les seuls lots concernés

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter les avenants aux marchés de travaux pour les entreprises ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer les avenants ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011



Direction Réussite éducative  
de la Jeunesse et Sports  
Construction et maintenance

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 453

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN.

Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Construction du groupe scolaire François Mitterrand - Quartier Malbosc - Attribution des marchés pour les lots n°3 et 17.

Au nom de la commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Comme exposé lors du Conseil Municipal du 20 juin 2011, l'évolution démographique du quartier Malbosc justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire, dénommé François-Mitterrand, qui sera opérationnel pour partie à la rentrée de septembre 2012.

La maîtrise d'oeuvre et la conduite de cette opération ont été confiées à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier, dont les architectes ont proposé un projet implanté le long de la rue de Malbosc, en limite sud du quartier.

Composé de 2 bâtiments à énergie positive en R+1, en longueur sur un axe Est/Ouest, ce groupe scolaire comprendra l'ensemble des locaux dédiés à l'enseignement dont 15 classes, à terme, ainsi que les locaux complémentaires périscolaires (restauration scolaire et centre de loisirs).

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 11 200 000 €, y compris le foncier.

Ce montant est inscrit au budget investissement de la Ville : Programme 10471 – Opération 08D04580 – Nature 2313 – Fonction 90213.

Afin de réaliser ces travaux, un appel d'offres en lots séparés a été lancé.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

- La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 60% de la note
- Le prix des prestations comptant pour 40% de la note

L'allotissement est le suivant :

- Lot 1 : Gros-OEuvre
- Lot 2 : V.R.D
- Lot 3 : Etanchéité
- Lot 4 : Menuiseries Extérieures
- Lot 5 : Serrurerie
- Lot 6 : Menuiseries Intérieures
- Lot 7 : Cloisons – Doublages – Faux Plafonds

- Lot 8 : Sols durs
- Lot 9 : Sols souples
- Lot 10 : Peinture
- Lot 11 : Plomberie
- Lot 12 : Ascenseur
- Lot 13 : Enduits – Isolation Extérieure
- Lot 14 : Bardage Bois
- Lot 15 : Génie climatique – VMC
- Lot 16 : Electricité
- Lot 17 : Photovoltaïque

Lors de la commission d'appel d'offres du 7 juin 2011 puis du conseil municipal du 20 juin 2011, les lots n°1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 ont été attribués.

Le 5 juillet 2011, la commission d'appels d'offres a émis un avis favorable à l'attribution des lots suivants :


- Lot n°3 – Etanchéité : entreprise MIDI ASPHALTE pour un montant de :
  - o – Tranche Ferme : 216 035,87 € HT (solution de base)
  - o Tranche Conditionnelle : 49 330,24 € HT (solution de base)
  - o Soit un montant total de : 265 366,11 € HT (solution de base)
- Lot n°17 – Photovoltaïque : entreprise MIDI ASPHALTE pour un montant de :
  - o – Tranche ferme : 219 060,00 € HT (solution de base)

**Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 5 juillet 2011, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'opération et la procédure suivie,
- De passer un marché de travaux avec chacune des entreprises retenues,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Ecole élémentaire Marie de SEVIGNE - Ravalement de façades - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux - Demande de subventions

Au nom de la commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », la Ville poursuit le développement de la campagne obligatoire, sur les ravalements de façades, initiée en 1987 sur l'Ecusson et ce conformément aux délibérations additionnelles des Conseils Municipaux des 22 juin 2009 et 13 décembre 2010

En effet, cette action participe non seulement à la requalification de l'ensemble bâti mais aussi à celle des espaces publics. Montpellier, ville au patrimoine bâti très riche, se doit de tout faire pour l'entretenir et le mettre en valeur.

Propriétaire de nombreux bâtiments scolaires situés dans le périmètre de « Montpellier Grand Cœur », dont l'Ecole élémentaire Marie de SEVIGNE, la Ville a inscrit pour 2011, la rénovation de la façade de l'école sise 5 rue Bernard de Trévières.

Afin de répondre aux obligations de la « Charte Qualité » sur la réhabilitation du patrimoine, le service Construction et Maintenance mettra en œuvre l'ensemble des démarches administratives :

- Déclaration de travaux,
- Demande d'autorisation d'occupation du domaine public,
- Contacts avec les différents concessionnaires, .....

et recueillera les prescriptions générales et spécifiques à chaque immeuble, établies par les architectes conseils spécialistes du patrimoine historique.

Les travaux prévus répondent aux préconisations, afin de retrouver l'état d'origine de la façade.

Les principaux travaux sont :

- Décroustage de l'enduit existant et nettoyage,

- Application d'un enduit à la chaux dans la teinte définie
- Nettoyage des éléments en pierre, réparation et protection par produit translucide,
- Remplacement des grilles de protection des menuiseries,
- Réfection des volets endommagés,
- Mise en peinture des menuiseries extérieures,
- Suppression d'un muret maçonné à mi-hauteur d'une ouverture à l'étage,
- Suppression de divers câbles téléphoniques, de l'antenne de télévision et de diverses fixations en fer,
- Nettoyage de différentes plaques signalétiques.

Le montant total des travaux de ravalement est estimé à 60 000 € TTC, montant inscrit au budget investissement 2011 de la ville.

**Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire, ou son représentant Monsieur l'Adjoint Délégué à signer et à déposer auprès des services compétents la Déclaration Préalable de Travaux pour le ravalement de la façade de l'école élémentaire Marie de SEVIGNE,
- d'imputer les dépenses sur le budget 2011 de la ville,  
     Nature : 2313  
     Fonction : 90212  
     Ligne de crédit : 14639
- de demander les subventions les plus larges auprès des organismes compétents,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou son représentant Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène ANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**

Direction des Ressources  
Humaines  
Gestion Prévisionnelle des  
Postes et des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 455

## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETTOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Modification du tableau des effectifs

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

### I - Créations de postes :

#### Filière technique :

Ingénieur principal : Suite à l'avis du CTP du 1<sup>er</sup> juillet, il est créé un poste sur les fonctions de conseiller scientifique, au sein de la direction du parc Darwin.

Agent de maitrise : création de 9 postes

### II - Suppressions de postes :

#### Filière technique :

Ingénieur principal : suite à l'avis du CTP du 1<sup>er</sup> Juillet relatif à la réorganisation de la direction du Parc DARWIN, il est supprimé un poste sur les fonctions de Directeur du parc zoologique de Lunaret.

Adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe : suppression de 4 postes suite à la nomination d'agent sur un autre grade.

Adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe : suppression de 5 postes suite à la nomination d'agent sur un autre grade.

### III - Création et Ouverture d'un poste à un agent non titulaire :

#### Direction des systèmes d'information :

Un poste d'Ingénieur à temps non complet (80%) et non permanent est créé à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2011 pour une durée d'un an. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

#### **IV - Ouverture de poste à un agent non titulaire :**

##### **Direction de la Communication :**

Un poste d'Attaché est vacant à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2011 au service Relations Presse en tant que responsable de service. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine de la communication et journalistique.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

##### **En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :**

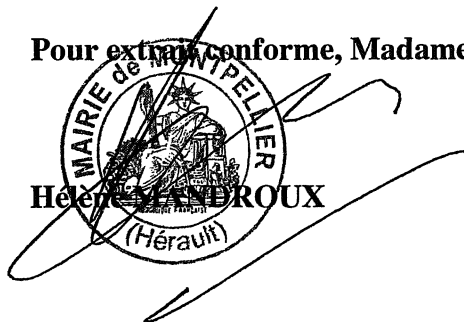
- D'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs conformément au tableau ci-joint ;
- D'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre personnel

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène ANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Participation de l'employeur à la mutuelle santé

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

Vu la Loi n°2007-148 de modernisation de la fonction publique

Vu la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la Loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu l'avis du CTP du 1<sup>er</sup> juillet 2011

La loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique a introduit dans la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, un article 22 bis autorisant les personnes publiques à contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaires auxquelles leurs agents souscrivent.

Les collectivités territoriales peuvent par conséquent participer au financement des frais de mutuelles, à condition que celles-ci respectent un principe de solidarité entre les bénéficiaires, et après détermination des modalités d'application de cette participation par décret en Conseil d'Etat.

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale a également été modifiée en ce sens.

La Ville de Montpellier, consciente de l'enjeu social de cette démarche, souhaite, au regard des possibilités ouvertes par le nouveau cadre juridique présenté ci-dessus, pouvoir mettre en œuvre dans les meilleurs délais une participation financière au bénéfice de la protection complémentaire de ses agents.

La proposition soumise à l'avis du Conseil Municipal est la suivante :

- Participation au risque « santé » : risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne et risques liés à la maternité (adhésion facultative de l'agent)

- Eligibilité de 3 mutuelles, la MNT (Mutuelle Nationale Territoriale), Intérieure, et Languedoc mutualité, présumées remplir les conditions susvisées prévues par le projet de décret, auprès desquelles la souscription à un contrat risque « santé » ouvrira droit à la participation de la Ville.  
Une convention sera signée avec chacune des mutuelles retenues.
- Participation pour les actifs mensualisés (retraités non éligibles), en position d'activité (sont exclus les agents en détachement, disponibilité), ayant une ancienneté minimale de 6 mois dans la collectivité et un taux d'emploi de 50 % au moins
- Une participation au titre de la part de l'agent
- Une prise en compte du revenu fiscal de référence de l'agent
- Une participation forfaitaire quel que soit le contrat souscrit par l'agent (limite : la participation ne peut être supérieure à la cotisation), avec un montant différencié au regard de la tranche de revenu fiscal de référence, et 4 tranches de revenu identifiées.

Les montants forfaitaires proposés au regard des tranches de revenu fiscal de référence sont les suivants :

0 à 16 900 € : 18 € par mois

16 900 € à 20 420 € : 15 € par mois

20 420 € à 26 550 € : 12.5 € par mois

Supérieur à 26 550 € : 10 € par mois

**Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre d'une participation de la Ville aux frais de complémentaire santé des agents municipaux, conformément aux dispositions présentées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer dans ce cadre les conventions avec les mutuelles susvisées, ainsi que tout document relatif à cette affaire;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 26/07/2011**



## Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAoui, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

### Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

## Convention de mise à disposition d'un agent de catégorie A auprès de l'office de tourisme

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment la section 2 du chapitre V relatif aux positions ;

VU la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux,

Il est proposé de mettre à disposition de l'Office du Tourisme de la Ville de Montpellier un agent territorial de catégorie A à temps complet relevant du cadre d'emploi d'attaché territorial.

Cette mise à disposition a pour objet la conduite des missions ayant pour objet final de déterminer un principe de gouvernance entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération, de mutualisation de moyens sur la stratégie et le développement touristique afin d'élargir les champs de compétences et d'actions de l'office de Tourisme de Montpellier. A ce titre, il est notamment prévu :

- Réaliser une étude sur l'évolution juridique de la structure Office de Tourisme.
- Faire l'inventaire des différentes structures juridiques des Offices de Tourisme en détaillant leurs missions et leurs financements
- Mettre en place un groupe de travail Ville/Communauté d'Agglomération/Office de Tourisme

Cette mise à disposition, qui fera l'objet d'un remboursement intégral de l'Office du Tourisme auprès de la Ville, prendra effet au 1er Août 2011 pour une durée d'un an renouvelable par reconduction expresse.

**Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le principe de cette mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier, relevant du cadre d'emploi d'attaché territorial, auprès de l'Office du Tourisme à hauteur de 100 % de son temps de travail à compter du 1<sup>er</sup> août 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène ANDROUX**

**Publiée le : 26/07/2011**